

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
AUMÔNES DOTALES OU DOTS MONIALES
AVANT 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mercredi 27 mai 1908, à 1 heure 1/2

PAR

Charles LOYSEL

Président : M. PLANIOL.

*Suffragants : { MM. MEYNIAL, } agrégés.
CAPITANT, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

THESE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DES
AUMÔNES DOTALES OU DOTS MONIALES

AVANT 1789

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 27 mai 1908, à 1 heure 1/2

PAR

Charles LOYSEL

Président : M. PLANIOL.

*Suffragants : { MM. MEYNIAL, } agrégés.
CAPITANT, }*



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

BIBLIOGRAPHIE

- Analecta juris pontifici.** — Série IV, t. II, deuxième partie, p. 1525 à 1559.
- D'Aquin (Saint Thomas).** — *Summa theologica : Secunda secundæ, quæst.* 100, art. 3.
- Basset.** — Tome I, livre 1.
- Battandier (Mgr).** — Religieuses à vœux simples : Guide canonique, 1903, n^{os} 94 à 100.
- Benoit XIV.** — *De Synodo diocesana* : lib. XI, cap. VI, n^{os} 1 à 6. — *Institutiones ecclesiasticæ : Institutio XXIX*, n^o 28.
- Besse (R. P. J. M.).** — Les moines de l'ancienne France.
- Boniface.** — Tome I, livre 2.
- Calmette.** — Traité de l'administration temporelle des congrégations religieuses.
- Colmet de Santerre.** — Droit civil.
- Denizart.** — Répertoire de jurisprudence : Vis Dot de religieux et de religieuse, § VIII.
- Durand de Maillanne.** — Dictionnaire de droit canonique.
- Duruy (Victor).** — Histoire des Romains.
- Esmein.** — Histoire du droit français, 4^e édition.
- Febvret.** — Livre II, chap. 2.
- Fénelon (l'Abbé J.-L.).** — Les fondations et les établissements ecclésiastiques, thèse, 1902.
- Ferraris.** — *Prompta bibliotheca* : Tome V, *Moniales*, art. II, n^o 18 et s. anno 1865.
- Ferrières (Claude de).** — Science parfaite des notaires.
- Fleury (l'Abbé).** — Histoire ecclésiastique.
Gazette des tribunaux du 22 mars 1907.
- Girard.** — Manuel élémentaire de droit romain, 3^e édition.
- Guyot.** — Répertoire de jurisprudence.
- Héricourt.** — Dictionnaire de droit canonique et Lois ecclésiastiques.
- Heylot.** — Dictionnaire des Ordres religieux.
- Isambert.** — Recueil général des anciennes lois françaises.
Journal des audiences, t. IV, p. 895, chap. 22.

- Lalou (Henri).** — Traité théorique et pratique du bail à nourriture : thèse, 1900, chez Rousseau, Paris.
- Landry (l'Abbé).** — La mort civile des religieux dans l'ancien droit français. Etude historique et critique, 1900.
- Laurent.** — Principes de droit civil français.
- Lebrun.** — Traité des successions, liv. II.
- Le Plestre.** — Tome I.
- De Luca (Cardinal de).** — *Summa dotium.*
- Lucidi.** — *De visitatione sacrorum liminum*, 1899, *Pars prima, volumen secundum.* « *De dote monialum* », 184 à 214.
- Merlin.** — Répertoire de jurisprudence, V^e *Dot.*
- Mémoires du clergé*, t. IV.
- Migne (l'Abbé).** — *Encyclopédie théologique.*
- Nouvelle revue historique de droit*, 1902, t. 26, p. 205.
- Pellizzarius.** — *Tractatio de monialibus*, auctore P. Francisco Pellizzario, Caput III, section 2. « *De dote solvenda aute monialum professionem* », 39 à 74.
- Planiol.** — Traité élémentaire de droit civil, 2^e édition ; et notes sous arrêt dans D. 1906.2.41 à 64.
- Pothier.** — Introduction au titre 17^e de la Coutume d'Orléans. — Traité des donations entre vifs.
- Ricard.** — Traité des donations entre vifs et testamentaires.
- Richer.** — Traité de la mort civile.
- Ségur (Comte de).** — Histoire romaine, t. I.
- Thomassin.** — Nouvelle et ancienne discipline : Troisième partie, Livre I, cap. 51, n^o 8. Traduction française. t. VI, p. 336 à 368.
- Tilloy (Anselme).** — Traité théorique et pratique de droit canonique.
- Viollet (Paul).** — Histoire du droit civil français, 2^e édition.
-

DES
AUMONES DOTALES OU DOTS MONIALES
AVANT 1789

INTRODUCTION

On nous permettra, dès le début de cette étude, d'établir un rapide parallèle entre la *dot matrimoniale* que tout le monde connaît ou se pique de connaître, et la *dot moniale* ou *aumône dotale* qui fera l'objet de notre travail.

Entre ces deux institutions il y a plus qu'une affinité de termes ; on peut y trouver une affinité de nature et de caractères, et, si l'on prend soin de ne pas exagérer les rapprochements qui existent entre ces deux contrats, on aura grand avantage à les comparer l'un à l'autre.

La *dot matrimoniale*, au sens strict du mot, peut être définie : le bien que la femme apporte au mari pour contribuer aux charges du mariage.

C'est une convention à titre onéreux intervenant entre futurs époux, convention où le mari acquiert soit la propriété, soit la jouissance des biens dotaux, mais suivant laquelle il doit faire face aux frais et charges du mariage.

C'est, pourrait-on dire encore, un contrat du genre « *do ut des* », impliquant de réciproques obligations de la part de chacun des futurs époux.

La constitution de dot ainsi définie est bien l'un de nos plus anciens contrats : on la rencontre déjà dans le très ancien droit romain où elle existe soit dans le mariage *avec manus*, soit même dans le mariage *sans manus*. Dans le mariage *avec manus* la chose est toute simple : par la *conventio in manum*, le patrimoine tout entier de la femme *sui juris* devient la propriété du mari. Si la femme est *alieni juris*, elle cesse d'être l'héritière du *paterfamilias*, et ne possède pas de biens propres. Mais, le plus souvent, le *paterfamilias* voudra la dédommager par une libéralité actuelle, et, par la *conventio in manum*, tout ce qu'acquiert la femme deviendra la propriété du mari qui se trouvera ainsi indirectement gratifié.

Mais, dans le mariage *sans manus*, la femme *sui juris* n'entre pas dans la famille agnatique de son mari, et garde ses biens propres si elle en a. Ici, cependant, le mari recevra fréquemment une dot, car il arrivera régulièrement que la femme, en vue des charges futures du mariage, remettra elle-même ses propres biens aux mains du mari : ce sera la *dot adventice*.

S'agit-il d'une femme mariée *sans manus*, mais *alieni juris* ? Elle n'a plus de biens propres ; ce n'est donc plus elle qui va doter le mari, mais son *paterfamilias* : ce sera la *dot profectice*.

Ainsi, dans les deux cas, que la femme soit *sui juris* ou

alieni juris, on imitera artificiellement dans le mariage *sans manus*, ce qui résulterait nécessairement du mariage *in manus*.

La dot matrimoniale se rencontre également dans nos différents régimes matrimoniaux de droit civil français : dans le régime de *communauté* tous les biens de la femme sont dotaux, car c'est la communauté, représentée par le mari, qui a la jouissance de tous les revenus des époux.

Dans le régime *sans communauté*, la situation est la même, avec cette seule différence que c'est en son propre nom, et non plus au nom de la communauté, que le mari jouit des biens de sa femme.

Sous le régime *dotal*, il est de principe que seuls sont dotaux les biens déclarés tels par le contrat de mariage ; il peut donc arriver, mais la chose est rare, qu'aucun des biens de la future épouse ne soit constitué en dot au mari, et que, par conséquent, tous ces biens soient paraphernaux (1). Mais, le plus souvent, sous ce régime, il y aura des biens constitués en dot par le contrat de mariage, biens dont le mari aura la jouissance et l'administration.

Enfin, sous le régime de *séparation de biens*, nous ne rencontrons plus de dot : le mari n'acquiert la jouissance d'aucun des biens de la femme ; mais, empressons-nous d'ajouter que la dot est toujours remplacée, sous ce régime, par l'obligation imposée à la femme de contribuer pour un

(1) Cependant le mari ne supportera pas seul les charges du mariage : la femme (art. 1575 C.c.) devra y prendre part jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus.

tiers (art. 1537) aux dépenses communes du ménage. Encore peut-on se demander si ces deux hypothèses de la paraphernalité de tous les biens, de la femme et de la clause de séparation de biens, sont vraiment exclusives de l'idée de dot. MM. Colmet de Santerre (1) et Laurent (2) considèrent comme une véritable dot, la contribution légale imposée dans ces deux cas à la femme.

Quoi qu'il en soit, l'usage suivant lequel la jeune fille qui se marie doit apporter une dot à son futur époux, a donné lieu à l'un de nos plus anciens contrats : le contrat de constitution de dot. Il est d'ailleurs tout naturel de le rencontrer aux époques les plus reculées des diverses sociétés, en particulier dans le très ancien droit romain, et de le retrouver également dans les législations modernes : son utilité économique, en fait un contrat des plus universellement connus et pratiqués : il est de toutes les époques et de tous les pays.

C'est au mari, le mieux organisé pour la vie active du dehors, qu'incombe la tâche de subvenir aux besoins journaliers de la famille qu'il fonde ; mais il ne serait pas juste qu'il lui faille contribuer seul aux charges communes du mariage : la jeune fille doit y contribuer pour sa part, et c'est ce qu'elle fait en apportant une dot.

Dans la sphère d'application qui lui est propre, le contrat d'*aumône dotale* ou constitution de *dot moniale*, que nous nous efforcerons d'étudier dans notre thèse, présente, lui

(1) T. VI, n° 9 bis, IV.

(2) T. XXI, n° 57.

aussi, une véritable utilité économique, et répond à de légitimes intérêts dans l'ordre moral et religieux.

Plusieurs religieux ou religieuses se réunissent en communauté pour suivre la règle de l'ordre qu'ils ont volontairement choisi : ils pratiquent les vœux de pauvreté, de chasteté et d'obéissance, s'astreignent pour toujours à une clôture sévère, ou bien se dévouent à l'enseignement des enfants, au soin des malades, au soulagement des pauvres. Voici bien des œuvres de charité qui n'ont pas le lucre pour objet, et qui sont, le plus souvent, bien modestement rétribuées. Mais encore faut-il que ces religieux ou religieuses subviennent aux nécessités pécuniaires de la vie quotidienne telles que la nourriture, l'habillement, le logement, les soins en cas de maladie.

Ce fut précisément pour faire face à leurs dépenses personnelles, à leur entretien, que s'introduisit, dans la législation canonique et dans notre ancien droit, l'usage des *aumônes dotales* ou *dots moniales*, appelées encore *dots* ou *dotations de religieux*.

Nous définirons donc l'aumône dotale ou dot moniale : la somme d'argent que les parents de la novice, ou la novice elle-même, apportent en dot au couvent où elle désire entrer, afin de couvrir, au moyen de cette dot, les frais personnels qu'elle doit occasionner à ce couvent.

Parmi ces frais personnels nous citerons : les frais de prise d'habit, de nourriture, de logement, d'habillement, les frais d'entretien de la religieuse tant en santé qu'en

maladie, et, d'une façon générale, toutes les dépenses personnelles de la nouvelle religieuse.

Le contrat ayant pour objet, d'une part, le versement de cette dot au couvent, et, d'autre part, la promesse que fait le couvent, à la réception de la dot, de loger, nourrir et soigner la religieuse jusqu'à sa mort, porte le nom de : *constitution d'aumône dotale ou de dot moniale*.

La constitution de dot moniale ainsi définie, présente de nombreuses analogies avec la constitution de dot matrimoniale à laquelle nous nous sommes reportés au début de notre étude.

Comme la dot matrimoniale, elle constitue une convention synallagmatique, du genre *Do ut des, Do ut facias*, impliquant de réciproques obligations de la part des deux contractants ; la novice doit verser une dot au couvent ; mais, moyennant cette dot, le couvent doit se charger de toutes les dépenses personnelles de la religieuse.

Il en est de même de la dot matrimoniale où le mari acquiert la jouissance de la dot versée par la future épouse, mais où il doit, en retour, faire face aux charges communes du mariage.

Comme la dot matrimoniale, l'aumône dotale constitue, selon les rapports envisagés, soit une convention à titre onéreux, soit une libéralité : à l'égard de la jeune fille dotée, la somme versée présente bien le caractère d'une libéralité, mais si l'on envisage les rapports qui s'établissent entre le constituant et le couvent qui reçoit la dot, on doit y voir un acte à titre onéreux. Lorsqu'un père de famille dote le

couvent où sa fille doit entrer, il n'entend pas exercer au profit du couvent une pure libéralité : le couvent doit s'engager à nourrir, loger, vêtir, et soigner la religieuse jusqu'à sa mort.

La dot matrimoniale présente, elle aussi, un caractère différent selon qu'on envisage les rapports qui s'établissent entre le constituant et la jeune fille dotée, ou ceux qui se forment entre le constituant et le mari bénéficiaire de cette dot.

A l'égard de la jeune fille dotée, la constitution de dot matrimoniale présente le caractère d'une libéralité, d'une véritable donation, tandis qu'au regard du mari la dot constitue un contrat à titre onéreux : le mari qui reçoit la dot doit subvenir aux dépenses communes du ménage.

Les aumônes dotales ou dots moniales ont une origine moins ancienne que la dot matrimoniale, et les lois romaines ne peuvent nous servir à établir cette origine.

Avant l'ère chrétienne, les Romains eurent bien des collèges de vestales, mais on ne remarque dans les historiens aucun passage qui fasse soupçonner que ces vestales eussent à payer une dot. Le besoin d'ailleurs ne s'en faisait pas sentir, car elles avaient le privilège d'être nourries aux dépens du Trésor public.

« L'établissement des vestales fut réglé par Numa Pompilius....la loi leur accordait de grands privilèges : seules
« entre les femmes, elles pouvaient disposer de leurs biens
« sans curateurs ; on les croyait en justice sans serment ; un
« licteur portait devant elles les faisceaux. Si le sort faisait

« qu'un criminel se trouvât sur leur passage, il recevait
 « sa grâce ; *elles étaient nourries aux dépens du Trésor*
 « *public* (1-2). »

Sous les empereurs chrétiens, on rencontre de nombreux monastères jouissant de la personnalité civile, mais il ne semble pas qu'à cette époque la coutume des aumônes dotales fût connue.

Le besoin ne s'en faisait sans doute pas sentir, car ces monastères recevaient de généreuses fondations de capitaux. Les plus grands personnages, les empereurs eux-mêmes, contribuaient par l'appoint de leurs richesses à la construction et à l'entretien de ces églises et monastères.

« A la fin du iv^e siècle, dit l'abbé Fleury dans son *Histoire ecclésiastique* (3), on comptait en Egypte 76.500 moines, « hommes et femmes ; mais tous ces établissements étaient « encore privés de la personnalité civile. Constantin remédia « à cet état de choses par sa célèbre constitution de l'an 321. « Erigé en personne civile, l'établissement devient capable « de recevoir par lui-même des libéralités, et d'acquiescer..... « Dès lors, il fut possible de disposer directement au profit « des établissements chrétiens qui peuvent désormais acquies- « cir, et par actes entre-vifs, et par actes à titre onéreux. Constantin statua que les parties pourraient valablement s'en-

(1) *Histoire romaine* du comte de Ségur, t. I, p. 24.

(2) On subvenait aux frais du culte et à l'entretien des prêtres par une certaine étendue de terre assignée à chaque temple. Plus tard, l'Etat alloua même un traitement et une résidence (*domus publica*) aux vestales. — Duruy, *Histoire des Romains*, t. 1, p. 105.

(3) T. V, 1, 20.

« gager par donations sans recourir aux solennités généralement requises, et, plus particulièrement, il exempta de l'insinuation toutes les libéralités faites à l'Eglise, si elles étaient inférieures à cinq cents solidi (Code : loi 24, 8, 54). »

Pour entrevoir l'origine des aumônes dotales et leur développement progressif, pour connaître la législation sous laquelle elles ont vécu, c'est l'histoire de l'Eglise et certains de ses canons qu'il nous faut consulter. Nous le ferons dans une étude qui formera la première partie de notre thèse.

Puis nous verrons, dans une seconde partie, quelles modifications a pu subir la dot moniale, dans notre ancien droit civil français, sous l'influence des diverses ordonnances des rois.

Nous donnerons enfin un très bref aperçu du régime des aumônes dotales dans le droit récent.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DES AUMONES DOTALES DANS LA LÉGISLATION CANONIQUE

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE SUR L'ORIGINE DES AUMÔNES DOTALES.

L'usage des dots moniales n'était pas connu, pensons-nous, dès les premiers siècles de l'Eglise.

Les monastères étaient alors richement fondés. Nous avons déjà parlé de la générosité des empereurs chrétiens vis-à-vis de l'Eglise. La plupart des rois de l'ancienne France montrèrent le même empressement à seconder l'expansion des établissements monastiques.

Les rois Mérovingiens s'étaient rendus maîtres, par la conquête, de domaines très vastes et peu cultivés. Ils en détachèrent plusieurs parties pour les distribuer aux monastères, et multiplièrent leurs dons au profit des abbayes qui leur étaient chères. Protecteurs attitrés de ces abbayes fondées par eux ou avec leur concours personnel, ils leur concédaient souvent des chartes de fondation.

Les évêques montraient le même empressement que les rois à seconder l'expansion monastique : quand ils ne pouvaient pas agir eux-mêmes, ils déterminaient un laïc riche et influent à se faire le promoteur d'une fondation désirée, et à en assurer la charge.

Le plus souvent, chaque monastère était entouré de propriétés foncières destinées à l'entretien de ses habitants. Le fondateur n'aurait pas fait œuvre viable s'il n'avait joint à un édifice un fonds de terre destiné à nourrir les moines ou moniales.

Pour permettre aux monastères de se suffire à eux-mêmes, sans qu'il leur fût besoin de recourir sans cesse à la générosité des princes, l'Eglise décida, dans ses conciles, qu'on ne recevrait de nouveaux religieux dans un monastère, qu'autant que ce monastère en pourrait nourrir. Les Conciles VI d'Arles et de Mayence tenus en 813 portent cette règle. Le Concile d'Aix-la-Chapelle en 816 fit la même ordonnance pour les chanoines qui peuvent cependant posséder en particulier leur patrimoine, et recueillir toutes les successions de leurs parents. Dans l'acte même de fondation, on déterminait le nombre des religieux et religieuses à proportion des revenus assignés au monastère. Les rois et les évêques s'appliquaient à rechercher l'état des revenus des monastères, afin d'y proportionner le nombre des religieux qu'on y pourrait admettre.

Charles le Chauve, dans son capitulaire de Compiègne de l'an 868, avait chargé ses intendants de faire un registre du nombre des moines et des chanoines, des chanoinesses et

des religieuses de chaque monastère, et de le lui rapporter, pour délibérer avec les évêques et les conseillers d'Etat, s'il faudrait augmenter ou diminuer ce nombre pour le proportionner aux revenus.

Les rois Louis et Carloman, petits-fils de Charles le Chauve, firent porter le même règlement au concile de Fimes ou de Sainte-Macre, dans le diocèse de Reims ; mais, à l'évêque seul, était réservé le droit d'opérer cette réduction ou cette augmentation dans chaque monastère.

Aux premiers siècles de l'Eglise, les riches fondations n'étaient pas l'unique ressource des églises ou monastères : bien qu'on n'exigeât rien de ceux qui entraient en religion, les profès ne manquaient pas d'apporter aux monastères une grande partie de leurs biens. Les parents, en présentant leurs enfants pour les faire élever dans la vie monastique, faisaient de riches présents aux monastères où il devaient entrer.

Les règles monastiques de Saint-Benoît, de Saint-Césaire et de Saint-Isidore, reconnaissaient la validité de ces présents : les biens de ceux qui entraient en religion pouvaient être donnés aux pauvres, aux monastères, ou à leurs parents, mais on ne devait rien exiger de celui qui faisait profession en faveur du monastère.

Il était d'ailleurs tout naturel de ne rien exiger de ceux qui entraient en religion, dans un temps où la profession religieuse ne privait personne du droit de succéder. Pendant les sept ou huit premiers siècles de l'Eglise, les religieux succédaient à leurs parents et pouvaient, pendant

leur vie, disposer en faveur de leur monastère, en faveur des pauvres ou de leurs parents, des successions qu'ils recueillaient.

D'autre part, les biens du religieux mort *ab intestat* étaient recueillis, en partie du moins, par le monastère où il avait fait profession : ceci résulte nettement d'une loi de Théodose le Jeune insérée dans le Code de Justinien au titre : *De Episcopis et Clericis*, et portant que le patrimoine des évêques, prêtres, diacres, diaconesses, clercs, moines, religieux qui décéderaient sans avoir fait de testament, et sans laisser d'héritier en ligne directe, appartiendrait de plein droit à l'Eglise ou au monastère dans lequel ces personnes se seraient consacrées au Seigneur.

Suivant la Novelle 123 de Justinien, un homme qui entrait dans un monastère laissant des enfants dans le monde, devait partager son bien entre les enfants et le monastère. S'il mourait avant d'avoir lui-même opéré ce partage, la communauté entrait en possession de tout son bien, mais abandonnait la légitime aux enfants ; s'il ne laissait aucun enfant, il n'avait point d'autre héritier que le monastère.

Il est encore une considération qui nous porte à croire que la dot moniale était inconnue aux premiers siècles de l'Eglise : si l'on consulte l'histoire des monastères de femmes, on voit que, pendant les trois premiers siècles, les veuves, vierges, diaconesses, tout en suivant une règle religieuse, demeuraient chez leurs parents où elles étaient nourries, et jouissaient de leurs biens en toute indépendance.

Au quatrième siècle seulement, on commença à fonder des monastères de femmes, mais, pendant longtemps encore, les religieuses passèrent leur vie dans la demeure de leurs parents.

Ainsi, dans les premiers siècles de l'Eglise, presque tous les monastères étaient richement fondés ; on n'y recevait de nouveaux religieux qu'autant que les revenus du monastère pouvaient suffire à les nourrir ; d'autre part, les moniales des premiers siècles demeuraient dans leur propre famille, et la profession religieuse n'entraînant pas la mort civile, permettait aux religieux de succéder à leurs parents.

Mais, dans la suite, on vit s'introduire dans les coutumes de l'Eglise un état de choses bien différent : le zèle des fondateurs vint à se refroidir, la règle canonique suivant laquelle on devait proportionner le nombre des nouveaux religieux admis, aux ressources du monastère, fut négligée. De plus, le système suivant lequel les religieux profès étaient frappés de mort civile se fit jour, et les priva désormais du droit de succéder à leurs parents.

C'est alors, pensons-nous, que, sous l'empire de besoins nouveaux correspondant à un nouvel état de choses, s'introduisit dans le droit ecclésiastique l'usage des aumônes dotales.

Mais, nous ne pensons pas que, dès son apparition, l'aumône dotale présentât les caractères que nous lui avons reconnus dans notre définition inaugurale : ce terme même d'*aumône dotale* que nous rencontrons constamment dans les anciens recueils de jurisprudence ecclésiastique, nous

paraît impliquer une transformation que l'on pourrait peut-être expliquer de la manière suivante : quand, sous l'influence des diverses circonstances dont nous avons parlé plus haut, et, en particulier, sous l'influence de la pauvreté excessive de certains monastères de femmes, la nécessité d'exiger une dot fut reconnue par l'Eglise, il parut tout simple de transformer les aumônes volontaires qui accompagnaient régulièrement l'entrée des religieux dans un monastère, en « *aumône forcée, obligatoire* ».

Puis, un rapprochement s'établit dans l'esprit des canonistes entre ce qui se passe dans le mariage charnel et dans le mariage spirituel : dans le mariage charnel, la jeune fille apporte au mari une dot par laquelle elle contribue, pour sa part, aux dépenses communes du mariage. Dans le mariage spirituel, la religieuse apporte une aumône destinée à faire face aux dépenses qu'elle doit occasionner au couvent où elle entre.

Cette aumône de religion, qui tenait lieu de dot aux novices, fut baptisée par les canonistes, du nom : d'*aumône dotale ou dot de moniales*.

L'ancien usage de faire librement donation de tout ou partie de ses biens au monastère où l'on devait entrer, se serait donc transformé, sous l'influence de besoins nouveaux, en une obligation stricte, s'imposant à tous ceux qui voulaient embrasser la profession religieuse. Et c'est de cette transformation que serait née l'aumône dotale ou dot moniale.

CHAPITRE II

CONSTITUTION DE LA DOT MONIALE DANS LA LÉGISLATION CANONIQUE.

SECTION I. — Validité canonique des aumônes dotales.

La première question qui se pose au sujet de la constitution des aumônes dotales, est celle de savoir si cette constitution doit être tenue pour licite selon le droit canonique.

On pourrait en douter car l'Eglise a, de tout temps, prohibé, sous le nom de *simonie* ; la volonté réfléchie d'acheter ou de vendre les choses spirituelles.

Or, l'admission à la profession religieuse d'un novice ou d'une novice, constitue assurément un bien spirituel : si cette admission ne peut être obtenue que pour une somme d'argent et en considération de cette somme d'argent, une telle admission est entachée de simonie, et ne peut donc être autorisée par l'Eglise.

Il importe donc de préciser quelle est la discipline de l'Eglise sur ce sujet.

Le 19^e canon du septième concile de Nicée, tenu en 789, défend la simonie pour la réception dans les monastères, comme pour les ordinations, sous peine de déposition contre l'abbé, et d'expulsion contre l'abbesse. Mais ce même con-

cile permet au monastère de recevoir ce qui lui est librement offert par les parents du religieux ou par le religieux lui-même. L'abbé Fleury (1) précise le caractère de cette défense, en observant que ce qui est ainsi défendu à l'entrée en religion, *c'est la simonie* : « La simonie, dit-il, est défendue
« pour la réception dans les monastères, comme pour les
« ordinations, sous peine de déposition contre l'abbé clerc, et,
« pour l'abbesse ou abbé laïc, d'être chassé ou mis dans un
« autre monastère. Mais, ce que les parents donnent pour
« dot, ou ce que le religieux apporte de ses propres biens
« demeure au monastère, soit que le novice y demeure, soit
« qu'il en sorte, si ce n'est par la faute du supérieur. Le concile ne défend donc pas absolument les présents pour l'entrée en religion, mais seulement les pactions simoniaques. »

Le concile de Melse en 1089, défend de donner à prix d'argent les évêchés, les dignités des chapitres, et les canonicats ; il défend aussi aux abbés de rien exiger de ceux qui se présentent pour être reçus dans les abbayes.

Le concile de Londres de 1127, condamna les exactions qui avaient lieu à la réception des moines, des chanoines, et des religieuses.

Le chapitre 19^e du V^e canon du concile de Tours, en 1163, défend toute convention pour l'entrée en religion, sous peine de suspense, et de restitution de la somme à un mo-

(1) *Histoire ecclésiastique*, liv. 44, n^o 60.

nastère du même ordre. Si celui qui a donné l'argent a agi de bonne foi, il sera transféré dans ce monastère ; autrement il sera transféré dans un monastère plus rigide. Le chapitre 30 du même canon, permet au monastère de recevoir les sommes volontairement offertes.

Le concile de Londres en 1175 porte les mêmes défenses.

Le troisième concile général de Latran, tenu sous Alexandre III en 1179, défend que celui dont on aurait exigé quelque chose pour l'entrée dans un monastère, soit promu aux ordres sacrés : le supérieur qui l'aura reçu sera suspendu pour un temps de ses fonctions. Selon le même concile, on doit priver de la communion de l'Eglise et de la sépulture ecclésiastique, tous les religieux qui ont un pécule, ou quelque autre somme d'argent en dehors de celle qu'ils peuvent avoir, lorsque leurs supérieurs les nomment administrateurs.

Le concile de Paris en 1212, s'oppose à la réception simoniaque des moines.

Le chapitre 40 du concile général de Latran tenu en 1215, défend d'exiger dans les monastères de femmes de pareilles dotations : la religieuse qui se soustrait à cette prohibition, sera chassée du monastère sans pouvoir y être rappelée, et sera enfermée dans un couvent plus austère pour y faire une pénitence perpétuelle. Les évêques devaient faire publier annuellement cette règle dans leurs diocèses, afin que personne n'en puisse invoquer l'ignorance.

D'après le chapitre 41 du même concile, les évêques qui

exigent des présents pour l'entrée en religion, sont tenus de restituer au monastère le double de la somme exigée.

Le concile d'Oxford, en 1222, défendit aux monastères les plus pauvres et qui ne pouvaient vêtir les nouveaux religieux, d'exiger d'eux plus que le prix de leurs vêtements ; ce même concile, pour arrêter le cours de la simonie, renouvelle l'ordre de limiter dans chaque monastère le nombre des religieux et religieuses que l'on peut admettre.

Le concile de Cologne, en 1310, suppose qu'on reçoit des religieuses avec partie de leur patrimoine, que les parents donnent volontairement et sans paction après la profession.

Ainsi, ce que l'Eglise défend dans ses conciles, ce ne sont pas les présents volontaires, mais les *pactes simoniaques* c'est-à-dire les conventions ayant pour objet la vente ou l'achat à prix d'argent des choses spirituelles.

Est-il licite, se demande Saint Thomas d'Aquin dans la *Somme théologique* (*Secunda, secundæ*, Quæst. 110, art. 3), d'exiger quelque chose de ceux qui font profession ?

Il faut voir à quel titre on exige une dot. Si c'est pour l'entrée elle-même, pour l'admission dans le couvent et comme prix de cette admission, la dot est illicite et entachée de simonie ; si cette dot est exigée pour subvenir aux charges temporelles que le monastère assume en recevant la religieuse et en prenant soin d'elle, sa vie durant, une distinction s'impose : ou bien le monastère puise ailleurs les ressources suffisantes pour faire face aux dépenses du nou-

veau religieux, et, dans ce cas, il ne peut rien exiger ; ou bien ces ressources lui font défaut ; alors seulement il sera en droit d'exiger une dot.

Lorsqu'un monastère est déjà chargé d'autant de religieux qu'il en peut nourrir, et qu'il s'en présente d'autres pour y être reçus, on doit donc les refuser s'ils n'apportent rien, et les recevoir en qualité de surnuméraires s'ils apportent suffisamment pour leur entretien. Mais ici, la dot est exigée non pas pour la profession du nouveau religieux, mais pour sa nourriture et son entretien.

Après saint Thomas, saint Bonaventure remarque très justement qu'il y a plusieurs manières de recevoir quelqu'un à la profession religieuse :

1° Ne recevoir ni « *avec* » de l'argent, ni « *pour* » de l'argent : dans ce cas on reçoit avec une dot quelqu'un qu'on aurait admis s'il n'avait rien offert. Ce mode d'admission est parfaitement légitime.

2° Recevoir « *avec* » de l'argent, mais non pas « *pour* » de l'argent : dans ce cas, on reçoit une dot de quelqu'un qui aurait été admis alors même qu'il n'eût rien offert. C'est encore un mode d'admission légitime.

3° On peut recevoir à profession non pas « *pour* » une dot, mais « *avec* » une dot, en sorte qu'on ne recevrait pas le nouveau religieux sans dot, parce que le monastère ne peut entretenir plus de religieux que ceux déjà reçus. Mais, si le monastère avait possédé des biens en quantité suffi-

sante, il n'aurait rien exigé du postulant. C'est encore un mode d'admission légitime.

4^e Enfin, on peut recevoir quelqu'un précisément « *pour* » de l'argent, de telle façon que, s'il n'en eût pas offert, on ne l'eût pas reçu. Cette dernière manière est condamnée et simoniaque.

Telle fut tout d'abord la discipline de l'Eglise.

Mais il fut vite constaté que les monastères les mieux rentés s'appauvrissent insensiblement, et finissent par se trouver entièrement ruinés s'ils ne reçoivent des accroissements de dotation. Il est souvent nécessaire de compenser au moyen des dots des religieux, les détériorations et les pertes que peuvent subir les biens des couvents.

Tamburini dit, à ce propos, dans son traité : *De jure abbatissarum* : « C'est l'usage dans l'Eglise de Dieu comme
« dans le siècle, que les femmes ne soient pas admises aux
« fiançailles si elles sont sans dot, soit qu'elles se consacrent
« à Dieu par l'entrée en religion et la profession, soit qu'elles
« s'unissent en mariage. Les femmes qui se consacrent à
« Dieu doivent donc avoir leurs dots pour les frais d'entretien
« et d'habillement. C'est pour cela que les lois veulent qu'un
« père dote ses filles, non seulement lorsqu'elles se marient,
« mais aussi lorsqu'elles veulent entrer dans un couvent. »

Benoît XIV s'exprime en ces termes sur la question (1) : « La S. Congrégation comprenant que les monastères

(1) *De Synodo diocesana* : livre XI, chap. 6.

« de religieuses ne peuvent subsister longtemps à cause des
« nécessités imprévues, et que, la plupart du temps, elles
« tombent dans la misère, a prudemment décidé, avec l'ap-
« probation des souverains pontifes, que des aumônes dotales
« seraient payées par des religieuses numéraires, lors même
« que le nombre des religieuses aurait été fixé proportionnel-
« lement aux revenus du monastère. En effet, l'expérience a
« montré que les monastères les plus riches devenaient rapi-
« dement pauvres, et que des monastères pouvant, il y a
« quelques années, fournir largement aux besoins de qua-
« rante religieuses par exemple, peuvent à peine suffire au-
« jourd'hui à nourrir le même nombre de religieuses. Nous
« ignorons la cause d'un pareil état de choses. Aussi, pour
« maintenir dans les couvents le même nombre de vierges
« consacrées à Dieu, et pour assurer la suffisance de leurs
« revenus, il a été prudemment établi que tous les monastè-
« res seraient tenus indéfiniment pour pauvres, et, qu'au
« nom de la pauvreté, tous recevraient une dot prescrite,
« donnée par toutes les jeunes filles entrant en religion. »

« Dans le mariage charnel, fait remarquer Suarez, on
« peut envisager d'une part le sacrement, et d'autre part, le
« contrat civil suivant lequel le mari doit nourrir sa femme
« et ses enfants. Pour l'aider à remplir les obligations que
« lui impose ce contrat civil, le mari exige une dot de sa
« fiancée ; mais si cette dot était reçue pour le sacrement
« lui-même, elle serait illicite et simoniaque.

« Le mariage spirituel est avant tout un bien spirituel ;

« mais on peut y voir aussi un contrat humain suivant lequel le couvent doit nourrir et entretenir la religieuse. « Pour faire face à ces obligations le couvent a le droit « d'exiger une dot. »

Plusieurs conciles reconnurent la nécessité où se trouvaient certains monastères de demander une dot aux nouveaux postulants : le concile de Sens, tenu en 1528, ne permet de recevoir des jeunes filles dans un monastère que dans la mesure où ce monastère en peut commodément nourrir. S'il se présente une religieuse surnuméraire, elle pourra être reçue à la condition de verser une pension alimentaire.

Le concile de Trente, en 1563, Sess. 25, veut que les religieuses soient reçues sans paction ; il permet de recevoir autant de religieuses que les revenus du monastère et les aumônes, de quelque nature qu'elles soient, en permettent d'entretenir.

Ces aumônes ont pu être constituées soit par la religieuse elle-même, soit par ses parents. Ce même concile interdit aux novices, pendant le temps de leur noviciat, toute donation au profit du monastère. Il leur permet seulement de rembourser au monastère leurs frais de nourriture et de vêture.

Saint Charles Borromée, au concile provincial de Milan, en 1565, assure qu'une certaine somme d'argent doit être versée par chaque religieux, au seuil du monastère.

Le concile II de Milan, en 1569, confirma le décret du con-

cile de Trente, et imposa aux évêques l'obligation de prescrire une aumône dotale payable par chaque religieuse à titre d'aliments. L'évêque devra, de plus, estimer la quotité de la dot que l'on devra verser au moment de l'entrée en religion : « Nous voyons, dit Cabassutius, dans beaucoup
« de monastères de femmes réduits à une indigence absolue,
« la nécessité pour ces femmes, après la fermeture de ce mo-
« nastère, de rentrer chez leurs parents pour y vivre, et, afin
« de n'être pas repoussées par leur famille, se louer comme
« domestiques ou servantes. Nous voyons fréquemment,
« après l'épuisement des menus biens d'un monastère, la né-
« cessité, pour chacune des religieuses, de demander aux
« étrangers du travail, pour subvenir à leur existence... Un
« tel état de choses amènerait fatalement la disparition de
« toute discipline intérieure et extérieure. »

Le concile de Reims en 1583, tout en déclarant simoniaques les extorsions qui se font à l'entrée des cloîtres, reconnaît la nécessité où se trouvent certains monastères d'exiger des religieuses surnuméraires leurs frais d'entretien.

Enfin, le concile de Tours, tenu en 1583, permet également aux monastères n'ayant pas les revenus suffisants pour entretenir les religieuses qu'ils abritent, de recevoir les religieuses surnuméraires avec une pension viagère.

Il importe d'ailleurs de ne pas confondre les dots moniales avec un ancien usage formellement interdit par le droit canonique : il s'agit de l'usage suivant lequel le nouveau profès devait offrir aux autres religieux, soit quelques

présents en nature appelés *propinas*, un cierge par exemple, un voile ou autres présents du même genre, soit une modique somme d'argent. Cette coutume fut réprouvée par Urbain IV et par Benoît XIV.

Il ne faut pas assimiler à des présents la pension alimentaire que la religieuse a dû payer au couvent pendant son noviciat, ou le trousseau qu'elle doit y apporter.

SECTION II. — En quoi doit consister la dot moniale dans le droit canonique ?

Les dots des religieux devaient, autant que possible, consister en numéraire. Les immeubles comportent des évaluations bien diverses, et d'ailleurs, un monastère qui accepterait des immeubles en paiement de dots, se trouverait bientôt embarrassé d'une foule de petites propriétés. Quant aux créances, elles ne sont pas toujours sûres : la dot étant fixée à un taux peu élevé, il faut essayer de ne point perdre le peu qu'on exige. Aux rentes sur l'Etat, on préfère l'argent comptant. Mais, dans bien des cas, l'Eglise peut accorder des dispenses de cette règle canonique.

La dot pécuniaire pourrait-elle être remplacée par l'abandon d'une créance que les parents de la jeune fille auraient contre le monastère ? Nous supposons, bien entendu, que le montant de cette créance correspond au chiffre pécuniaire exigé pour la dot. Il faut répondre négativement : en pareille occurrence, le monastère se trouverait dans l'impossibilité de placer une dot offerte sous forme de remise de dette.

Dans la suite, les valeurs telles que les titres de rentes, actions ou obligations, ont été considérées comme *numerala pecunia* : elles peuvent donc servir à constituer des dots moniales.

SECTION III. — De la quotité de la dot moniale dans
le droit canonique.

A la différence de la dot matrimoniale dont la quotité peut varier selon les personnes et les circonstances, la dot moniale est toujours exigée de chaque religieuse dans un monastère d'une manière uniforme, et d'après un taux fixé d'avance.

Cette règle canonique fait échec à l'ancienne coutume suivant laquelle les profès devaient donner tous leurs biens au monastère où ils entraient. Elle établit une sage égalité entre chacune des nouvelles religieuses, quelle que soit d'ailleurs leur fortune personnelle.

Mais le taux de la dot exigée n'est pas le même dans tous les monastères ou dans tous les ordres religieux, car les besoins temporels de ces monastères ou de ces ordres religieux ne sont pas identiques. Une seule chose est exigée. c'est que la dot présentée par chacun des religieux entrant dans un même monastère soit toujours la même.

Quant au chiffre de la dot moniale exigé dans chaque monastère, on ne peut le fixer d'une manière uniforme : il variera selon les circonstances et selon les nécessités particulières du monastère envisagé.

Ces divers Instituts ont actuellement toute latitude pour

fixer eux-mêmes le chiffre de la dot. Mais il importe d'établir à cet égard une distinction entre les sœurs numéraires et les surnuméraires.

La religieuse *numéraire* paie la « *dot normale* », et nous entendons par « *dot normale* » celle qui est régulièrement établie par l'autorité ecclésiastique dans un monastère quelconque.

Si, dans un monastère, le nombre des religieuses admises atteint le chiffre fixé par l'autorité ecclésiastique, et que, néanmoins, une nouvelle religieuse désire s'y faire recevoir en qualité de *surnuméraire*, elle devra payer deux fois la dot normale.

Les jeunes filles qui ont déjà deux sœurs religieuses dans un monastère, ne peuvent y être reçues sans payer double dot, et, si une troisième sœur devait être reçue en qualité de *surnuméraire*, il faudrait obtenir un indult apostolique, et payer triple dot.

La nationalité de la novice n'est pas prise en considération dans l'évaluation du chiffre de la dot : les sœurs étrangères au pays où se trouve situé le monastère, ne paient généralement pas une dot plus élevée que les autres.

Mais à qui revient le soin d'établir ce taux commun des dots moniales dans chaque communauté ?

Il eût été imprudent d'en confier l'appréciation aux religieuses elles-mêmes. Ce sont les Supérieurs des religieux et religieuses, c'est-à-dire les évêques pour les religieux non exempts, et la S. Congrégation des Evêques et Réguliers

pour les religieux exempts, qui doivent fixer le chiffre de la dot exigée dans chaque monastère.

Dans les Instituts de vœux simples, les constitutions de chaque congrégation fixent le taux de la dot, et le Saint-Siège, en même temps qu'il les revêt de son approbation, sanctionne le taux de la dot que l'on devra demander aux postulantes.

Une fois le taux de la dot ainsi établi, est-il permis de le modifier soit en l'augmentant soit en le diminuant ?

Lorsque la dot a été fixée à un chiffre quelconque dans un monastère, les Supérieurs ou Supérieures de ce monastère n'ont pas le droit, de leur propre autorité, d'en dispenser une religieuse, ni de diminuer ou d'augmenter le taux de cette dot.

Toute dispense totale ou partielle de dot en faveur d'une religieuse déterminée, est réservée au Saint-Siège.

Les Supérieurs de communautés qui consentiraient à donner l'habit aux novices qui n'apportent pas la dot voulue, encourraient les censures portées par le droit canon, contre ceux qui aliènent les biens ecclésiastiques. Faire remise de la dot, c'est abandonner un droit de la communauté ; or, les saints canons défendent, sous peine d'excommunication réservée au Pape, toute aliénation de droits ou de créances appartenant aux congrégations religieuses.

Lorsque, pour un motif quelconque, les Supérieures estiment qu'il serait désirable de recevoir une jeune fille à la profession, bien qu'elle ne puisse pas apporter de dot, elles doivent s'adresser à la S. Congrégation des Evêques et

Réguliers, et bien se garder de donner l'habit avant d'avoir obtenu du Saint-Siège dispense de la dot.

La S. Congrégation se réserve le droit d'examiner l'opportunité des demandes qui lui sont adressées à cet égard, et n'accorde la dispense qu'après s'être assurée du bon état financier du monastère. Si cet état n'est pas satisfaisant, elle n'accorde pas de dispenses de dots.

Les Supérieures des communautés ne peuvent pas davantage, de leur propre autorité, accorder une dispense partielle de la dot ; mais il est également interdit d'en élever le chiffre avec la fortune de la postulante.

Lorsque le taux de la dot a été fixé, l'évêque aurait-il le pouvoir, par disposition générale, d'en augmenter ou d'en diminuer le chiffre à l'égard de toutes les personnes qui désireraient faire profession religieuse ? Il le pourrait si c'est un simple décret épiscopal qui a établi le chiffre de la dot, mais la chose est impossible si ce chiffre a été fixé par le Saint-Siège.

SECTION IV. — **Qui a qualité pour constituer une aumône dotale ? — De quelles religieuses cette constitution est-elle requise ?**

La constitution de dot peut émaner soit de la jeune fille elle-même si elle est majeure, soit de ses parents, soit enfin d'un étranger.

La dot moniale est exigible non seulement des religieuses *voilées*, mais aussi des religieuses *converses* ; mais, pour ces dernières, le chiffre de la dot est bien moins élevé. Il peut même arriver, si les besoins du monastère l'exigent,

qu'une sœur converse soit reçue à la profession religieuse sans apporter aucune dot. Mais, pour les religieuses de chœur, une dot est presque toujours exigée, et son paiement doit être effectué avant la profession.

Il y a cependant quelques instituts de femmes où l'on n'exige pas l'apport d'une dot ; pour les petites Sœurs des pauvres, par exemple. Mais c'est l'exception.

Dans les instituts d'hommes, au contraire, il arrive fréquemment qu'on n'exige aucune dot. On s'explique facilement les raisons de cette différence ; les ordres religieux de femmes sont voués de préférence à la vie intérieure et contemplative, tandis que les ordres d'hommes s'adonnent plutôt à la vie active du dehors : prédications, missions. Beaucoup de religieuses sont cloîtrées ; peu de religieux le sont. Les conséquences d'un pareil état de choses apparaissent d'elles-mêmes : les instituts d'hommes trouvent plus facilement que les instituts de femmes les moyens de se suffire à eux-mêmes ; ils se montrent donc moins exigeants quand il s'agit d'exiger une dot d'un nouveau postulant.

Au contraire, dans la plupart des ordres de femmes, et surtout dans les ordres contemplatifs et cloîtrés, la nécessité d'une dot se fait impérieusement sentir.

Observons aussi que certains ordres religieux appelés « *Ordres mendiants* », tels que les Capucins et les Franciscains, ne doivent vivre que d'aumônes, et ne doivent rien posséder même en commun : pour ces ordres, il ne peut être question de recevoir une dot moniale.

SECTION V. — De l'obligation des parents de constituer
une dot moniale.

Dans notre droit moderne, il est de principe que les parents ne sont pas tenus de doter leurs enfants. La constitution de dot est donc purement facultative à leur égard. L'article 204 du Code civil décidant que l'enfant : « *n'a pas d'action contre ses père et mère pour un établissement par mariage ou autrement* », ne fait que reproduire la vieille tradition de notre ancien droit : « *En mariage ne dote qui ne veut.* »

En droit romain, le père était obligé de doter sa fille sans fortune, et la fille possédait une action civile pour l'y contraindre.

« Cette obligation (1) remonte à la loi « *Julia de maritan-*
« *dis ordinibus* » qui obligeait le père à doter sa fille, soit
« explicitement, soit peut-être seulement implicitement, en
« lui défendant d'empêcher son mariage sans motifs, mais de
« laquelle en tout cas un rescrit de Sévère et de Caracalla (2)
« déduisit explicitement notre obligation. Cette obligation
« imposée d'abord seulement au père de la fille en puissance
« paraît avoir été ensuite étendue au père de la fille émanci-

(1) Girard, *Manuel élémentaire de droit romain*, p. 631.

(2) Marcien, l. 49, *D. de rit. nupt.*, XXIII, 2... « Qui dotem dare non volunt ex constitutione divorum Severi et Antonini, per precon-
sules præsidisque provinciarum coguntur... dotare. »

pée, et elle a même été imposée à titre exceptionnel à la mère (1).

Cette législation du droit romain si favorable à la dot matrimoniale, fut intégralement appliquée par le droit canon à la dot des religieux, et les canonistes se plaisent à rapprocher (2) : sur ce point, comme sur bien d'autres, les deux institutions : « Il a été décrété, dit Pellizzarius (3), que le père serait tenu de verser une dot convenable non seulement pour sa fille qui se marie, mais encore pour celle qui entre au couvent... »

L'obligation de fournir la dot pèse tout d'abord sur le père, et cette obligation subsiste alors même que la jeune fille se trouve pourvue d'autres biens.

Le chiffre de la dot n'étant pas le même dans tous les instituts, on peut se demander si le père est tenu de fournir la dot dans toute son intégralité, lorsque la jeune fille choisit un monastère où l'on exige une plus forte dot, tandis qu'elle aurait pu entrer dans un monastère où l'on exigeait beaucoup moins ?

(1) Dioclétien, C. 5, 12, *De jure dot.*, 14 : « Mater pro filia dotem dare non cogitur, nisi ex magna et probabili vel lege specialiter expressa causa. »

(2) Ce rapprochement est nettement mis en évidence par plusieurs canonistes qui envisagent la possibilité de transformer la dot destinée à une jeune fille qui doit se marier, en dot de religieuse. — Voyez : Lucidi, *De visitatione sacrorum liminum*, pars prima volumen secundum, *de dote monialium*, 199.

(3) Pellizzarius, *Tractatio de monialibus* : *De dote monialium*, ch. III, sect. II, 39 *in fine*.

Il n'est pas possible de tracer à cet égard une règle invariable : le juge ecclésiastique doit prendre en considération la qualité du père, l'état de sa fortune, le nombre de ses enfants, les usages du pays, les qualités physiques et morales de la jeune fille.

Que faut-il décider dans le cas où la jeune fille entre au couvent malgré la volonté de son père ?

« Le père reste tenu, dit Pellizzarius (1), car s'il est prouvé « qu'une jeune fille épousant malgré là volonté de son père « un jeune homme digne d'elle, a le droit d'être dotée, à plus « forte raison aura-t-elle ce même droit si elle entre en religion malgré son père... »

Mais, à défaut du père, sur qui va peser l'obligation de doter la jeune fille entrant dans un monastère ?

La réponse est fort simple : cette obligation pèsera sur celui-là même qui, à défaut du père, aurait dû fournir la dot matrimoniale.

Ainsi, l'obligation du père passera à son héritier qui sera tenu sur l'ensemble de ses biens.

A défaut du père et de son héritier, l'obligation passe à l'aïeul paternel, puis aux ascendants dans la même ligne, à défaut desquels on doit recourir à la mère et aux ascendants de sa ligne. Dans tous ces cas, l'obligation de fournir la dot passe aux héritiers.

Mais il y a une différence essentielle entre l'obligation du père, et celle de tous les autres ascendants de l'une et l'autre

(1) Pellizzarius *op. cit.*, n° 50.

tre ligne y compris la mère : l'obligation du père est principale, tandis que l'obligation des autres parents est subsidiaire. Cette obligation n'existe donc, à leur égard, que dans le cas où la jeune fille ne trouve pas ailleurs les ressources suffisantes pour se constituer une dot.

A défaut d'ascendants, les frères et sœurs de la religieuse sont tenus de la doter. A leur défaut on pourrait s'adresser, au dire des canonistes, à ses oncles et tantes. Mais l'obligation qui pèse sur les frères, sœurs, oncles et tantes est purement personnelle : elle ne frappe pas leurs biens et n'atteint pas leurs héritiers.

Si les parents ne fournissent pas à la jeune fille la dot qui lui est due, la jeune fille devra les actionner avant sa prise d'habit, car le dépôt de la dot doit intervenir avant la vêtue.

Mais si les parents deviennent insolvables, ou se soustraient d'une façon ou de l'autre au paiement de la dot convenue, le monastère demeure néanmoins tenu de garder la religieuse et de la nourrir : elle est devenue membre de la communauté, et a le droit, à ce titre, d'être nourrie et entretenue aux frais de cette communauté.

SECTION VI. — Quand doit intervenir la constitution de dot ?

Entre les mains de qui doit-elle être effectuée ?

« La dot religieuse, dit Pellizzarius (1), doit être payée non pas avant la profession, mais au moment même de la profession. »

(1) *Op. cit.*, n° 51.

Cependant, une discipline canonique plus récente décide que le paiement de la dot moniale doit s'effectuer avant l'entrée au couvent : on doit la déposer avant la prise d'habit qui précède la profession d'un an entier pour le moins.

Le paiement en doit d'ailleurs être sérieusement garanti, afin que la novice ne soit pas exposée à manquer de dot au moment de sa profession. On réalisera cette garantie au moyen des procédés de droit commun : sûretés personnelles ou réelles.

Le montant de la dot ne doit pas être laissé entre les mains des parents qui l'ont promise ; il ne doit pas non plus être abandonné aux religieuses, mais doit être déposé dans une caisse ecclésiastique ou dans une banque solidement établie. On peut aussi la verser dans un Mont-de-piété ou chez quelque riche négociant, mais, dans tous les cas, l'administration légitime des biens du monastère doit garantir la sûreté du dépôt :

« L'ordinaire (1) ne peut exiger que le dépôt soit fait en
« sa présence ; il suffit qu'on lui donne des références sur la
« personne du dépositaire et du notaire de la postulante.....
« l'acte de dépôt peut être demandé à n'importe quel notaire
« au gré des religieuses, pourvu que la copie authentique se
« trouve dans la chancellerie de l'évêque... Le dépôt de la
« dot ne doit pas être fictif, mais réel.

« Si, après la profession, l'argent n'ayant pas été réelle-
« ment versé, on ne pouvait en effectuer le dépôt, l'évêque

(1) Lucidi, *De visitatione*, *op. cit.*, n° 189.

« complice d'un pareil mensonge, serait tenu de fournir la
 « dot sur ses biens personnels. Après la profession, le dé-
 « positaire doit remettre la somme au commun dépôt du
 « monastère, ou au Mont-de-piété... »

Le paiement de la dot moniale ne doit pas s'effectuer en plusieurs termes, mais en un seul : il faut en verser le montant dans son intégralité, et en une seule fois : l'intérêt de tout créancier, du monastère dans l'espèce, s'oppose au fractionnement des paiements.

Lorsque le paiement de la dot est retardé, le monastère subit, de ce fait, un dommage : l'argent une fois placé serait devenu productif d'intérêts. Le monastère pourra-t-il dans ce cas, exiger outre la dot promise, une somme d'argent destinée à compenser la perte qu'il a subie ?

Pellizzarius (1) répond en établissant une distinction entre le *damnum emergens* et le *lucrum cessans*.

Le monastère pourra exiger une somme d'argent équivalente au dommage qu'il a subi par suite du retard du débiteur ; mais il ne pourra rien demander pour compenser les bénéfices pécuniaires qu'il aurait pu réaliser. « En effet, « dit Pellizzarius, la convention de payer le *damnum emergens* est admise dans tous les contrats et approuvée par tous comme licite ; elle a lieu pour toutes les personnes, « de n'importe quel état ou condition,.... au contraire la « convention de payer le *lucrum cessans* n'est pas aussi générale ; elle est permise seulement, sous certaines conditions, aux marchands et négociants. »

(1) Pellizzarius, *op. cit.*, n° 59.

CHAPITRE III

ADMINISTRATION ET EMPLOI DE LA DOT MONIALE DANS LE DROIT CANONIQUE.

La dot moniale est considérée par les canonistes comme étant un bien ecclésiastique. Elle est donc soumise, quant à son administration, aux lois qui régissent les biens ecclésiastiques.

Dans les Instituts à « *vœux solennels* », le religieux perd la capacité de posséder pour le passé, le présent, et l'avenir. Il doit, avant de faire profession solennelle, disposer à son gré de ses biens. Les biens qu'il peut acquérir après sa profession, ce n'est pas lui, mais le monastère qui les recueille. Le religieux, dans les Instituts à vœux solennels, est donc frappé d'une incapacité canonique. Cette incapacité était d'ailleurs reconnue par notre ancien droit français.

Dans les Instituts à « *vœux simples* » le religieux est simplement privé du droit de disposer librement de ses biens. Il conserve le « *domaine radical* », la « nue-propriété » de ses biens, mais il n'en peut disposer sans la permission de son supérieur légitime. Dans ces Instituts, le religieux doit, avant d'émettre ses vœux annuels, céder à qui bon lui semble l'administration de ses biens, et disposer, comme il l'entend, de l'usufruit des rentes ou revenus de ses biens. Cette dis-

position ou cette cession s'opéreront au moyen d'un acte public ou sous seing privé. Ces actes de cession et de disposition ne peuvent être changés ou révoqués, tant que durent les vœux, qu'avec la permission du supérieur général, ils deviennent caducs quand le sujet sort de l'Institut.

Le religieux, muni de la permission du supérieur général, ou du supérieur local dans les cas urgents, peut accomplir les actes de propriété prescrits par la loi : il ne peut disposer de la dot apportée à l'Institut.

Ainsi, dans les Instituts à vœux solennels, le religieux profès est privé tout ensemble et de la jouissance et de l'exercice de ses droits, tandis que dans les Instituts à vœux simples, il en perd seulement le libre exercice (1).

(1) Nous donnons ici une formule concernant les vœux de pauvreté dans les Instituts à vœux simples. Cette formule est appelée : *formule Bizzarrienne*, du nom du cardinal Bizzarri qui la fit adopter. Elle a longtemps servi de modèle aux diverses communautés à vœux simples. Cette formule a été récemment modifiée par la S. Congrégation.

« Les professes de l'Institut, tant celles qui ont fait des vœux temporaires que celles qui sont liées par des vœux perpétuels, peuvent
« conserver la nue-propriété de leurs biens ; mais il leur est absolument défendu d'en garder l'administration, l'usufruit et l'usage. Par
« conséquent, elles doivent, avant la profession, céder, même par acte
« particulier, l'administration, l'usufruit et l'usage à qui elles croient,
« et même à leur Institut si cela leur plaît. L'acte de cession pourra
« porter la clause que cette cession est révocable suivant le bon plaisir
« de la sœur, mais celle-ci ne pourra, en conscience, faire usage de
« cette faculté de révoquer la cession, si ce n'est après avoir obtenu le
« consentement de la S. Congrégation des évêques et réguliers. Il en
« sera de même des biens qui surviennent aux sœurs, après la profession, à titre de succession ou de donation.

« Quant à la nue-propriété, les sœurs pourront en disposer soit par
« testament, soit, avec la permission de la Supérieure générale, par

Les biens immobiliers ou mobiliers de l'Institut (parmi lesquels il faut compter les dots des religieuses) sont administrés par l'économe général sous la dépendance du Supérieur général et de son conseil.

Chaque maison de l'Institut administre ses biens propres par l'économe local sous la surveillance immédiate du Supérieur local. Il doit remettre chaque année à la caisse de la maison générale (ou provinciale) le tiers de ses bénéfices nets.

Pour que la dot moniale puisse servir à l'entretien personnel et journalier de la nouvelle religieuse, il faut l'employer à acheter des biens fonds ou des créances formant des revenus pour la communauté. Les dots seront ainsi capitalisées et rendues productives, résultat qui ne serait pas atteint, si les religieuses pouvaient disposer à leur gré de leurs dots, ou si l'on se servait de ces dots pour élever des constructions, éteindre des dettes de la communauté, ou pour solder les dépenses courantes du monastère. Ainsi, la nécessité de capitaliser leurs dots, est imposée à toutes les religieuses numéraires ou surnuméraires.

Cependant, Ferraris et certains canonistes enseignent que les religieuses numéraires sont dispensées de cette obliga-

« donation, et cette disposition de la nue-propriété par donation fera
« finir la cession qu'elles en auront faite par rapport à l'administration,
« à l'usufruit et à l'usage, à moins qu'elles ne veuillent que cette même
« cession demeure malgré la donation de la nue-propriété, et ce, pour
« le temps qu'elles croiront.

« Du reste il n'est pas défendu aux professes de faire, avec la permission de la Supérieure générale, les actes qui sont exigés par les
« lois. Les sœurs ne pourront pas disposer de la dot donnée à l'Institut. »

tion. Mais leur opinion n'est pas suivie par la S. Congrégation des Evêques et Réguliers (1).

Si les Supérieurs jugent utile de se servir des dots des religieux pour réparer les bâtiments du monastère, ou pour éteindre les dettes de la communauté, ils ne doivent jamais le faire sans avoir obtenu une permission spéciale de la S. Congrégation. En agissant sans autorisation, ils encourraient de plein droit les censures que portent les canons contre ceux qui aliènent les biens ecclésiastiques. La S. Congrégation accorde rarement des indults autorisant, d'une manière générale, telle communauté à faire usage des dots des religieuses pour ses besoins ordinaires. Il leur faut obtenir une autorisation spéciale pour chaque cas particulier.

(1) Pellizzarius (*op. cit.*, nos 63 et suiv.) pense qu'il est licite d'employer l'argent donné en dot à acheter un bien immeuble dont le monastère percevra les revenus. Il semble croire que cet argent peut servir à construire un monastère ou à acheter une maison destinée à loger les religieuses. Elles seraient dispensées par cet achat de l'obligation de payer un loyer. Si les religieuses ne trouvent pas de meilleur placement, elles peuvent, selon Pellizzarius, employer l'argent provenant de la dot, à acheter les vivres et les vêtements dont le monastère a besoin. Mais il lui semble fort douteux que la dot puisse être employée à payer les dettes annuelles de ceux qui la versent, ou à éteindre une rente annuelle.

CHAPITRE IV

ALIÉNATION DE LA DOT MONIALE DANS LE DROIT CANONIQUE.

Etant considérée comme un *bien ecclésiastique*, la dot moniale sera soumise, quant à son aliénation, au régime qui gouverne l'aliénation des biens ecclésiastiques.

A cet égard, la discipline de l'Eglise n'a pas toujours été la même :

« Dans les premiers siècles de l'Eglise, dit Guy du Rou-
« seau de Lacombe (1), comme elle n'avait pas d'autres biens
« que les oblations des fidèles, l'aliénation n'en a point été
« défendue aux évêques qui en avaient la libre administra-
« tion ; et même, après que les Empereurs eurent permis aux
« Eglises de posséder des biens-fonds, l'évêque avait encore
« la liberté non seulement de se servir des revenus, mais
« encore de vendre les fonds mêmes pour entretenir les mi-
« nistres de l'autel, nourrir les pauvres, et en disposer selon
« l'exigence du temps, sans néanmoins les pouvoir convertir
« à son profit personnel. Mais dans l'Eglise latine et notam-
« ment en France, cette liberté des évêques est limitée : il
« leur faut la délibération et le consentement de tout le
« clergé et la souscription des clercs.

(1) T. 64 et 65 de la III^e série de l'*Encyclopédie théologique* de Migne, V^e *Aliénation* ; *Recueil de jurisprudence canonique* du même, V^{is} *Aliénation des biens d'Eglise*.

« Plus tard, les princes chrétiens défendirent d'aliéner les
 « biens ecclésiastiques. L'empereur Léon, en 470, défendit,
 « par un rescrit rapporté dans la loi 14, toutes sortes d'alié-
 « nations à l'Eglise de Constantinople.

« L'empereur Anastase V étendit la loi de Léon à toutes
 « les Eglises du patriarcat de Constantinople, en leur défen-
 « dant de rien aliéner. Enfin Justinien fit un édit général en
 « 535 pour toutes les Eglises d'Orient, d'Occident et d'Afri-
 « que, avec défense d'aliéner si ce n'était pour nourrir les
 « pauvres durant quelque famine extraordinaire, ou pour
 « racheter les prisonniers.

« Quant à l'Eglise gallicane, comme l'édit de l'empereur
 « Léon, de l'an 470, ni ceux d'Anastase, ni de Justinien n'é-
 « taient compris dans le Code Théodosien publié dès 438, et
 « que l'Eglise gallicane ne connaissait pas d'autres lois que
 « celles de ce code, la prohibition d'aliéner les biens d'Eglise
 « n'y avait point lieu. L'aliénation des biens d'Eglise n'a été
 « défendue en France, pour la première fois, qu'en 845, par
 « le concile de Meaux et celui de Beauvais. Au cours du
 « x^e siècle, jusqu'en 1250, les papes introduisirent des solen-
 « nités pour l'aliénation des biens d'Eglise. Les lois con-
 « cernant l'aliénation des biens d'Eglise furent étendues aux
 « monastères et hôpitaux. »

La Constitution (1) de Paul II, *Ambitosæ cupiditati*, res-
 treint sur quelques points les pouvoirs des communautés
 religieuses, relativement à l'administration de leurs biens :

(1) *Traité théorique et pratique de droit canonique*, par Anselme
 Tilloy, t. I.

elle leur interdit toute aliénation, tout contrat impliquant un transfert de domaine, hypothèque et location, le bail d'une durée de plus de trois ans, tout contrat emphytéotique sauf dans les cas permis par le droit, et lorsqu'il y a un motif d'évidente utilité ou qu'il s'agit de biens ou de fruits qui ne peuvent être gardés. La Constitution *Ambitosæ* prononce la peine de l'interdiction de l'église contre les évêques ou abbés qui aliènent les biens des églises, des monastères et des lieux pieux sans l'autorisation du Pape, et si les contrevenants persistent pendant six mois à ne pas se soumettre aux dispositions de la dite constitution, ils sont privés de l'administration de leur église et de leur monastère. Urbain VIII a renouvelé cette défense pour tous les ordres et tous les Instituts religieux qui existent en Europe, en y ajoutant des peines spéciales pour les supérieurs réguliers et autres qui aliènent sans permission du Saint-Siège.

Ainsi, les dotes moniales étant de véritables biens ecclésiastiques, ne peuvent être aliénées sans l'autorisation du Pape, et les contrevenants s'exposent aux censures et peines portées par les canons contre ceux qui aliènent les biens ecclésiastiques : ils sont frappés d'excommunication majeure, et ne sont absous qu'à la condition de restituer ce qu'ils ont aliéné.

Il n'y a, à cet égard, aucune distinction à établir entre les dotes des religieuses numéraires et celles des religieuses surnuméraires ; la prohibition d'aliéner s'applique également aux unes et aux autres. C'est ce que décide formellement la S. Congrégation dans une lettre datant de 1784,

lettre dont nous extrayons quelques passages importants :

« Les dots monastiques, alors même qu'il s'agit des religieuses non surnuméraires, doivent toutes être converties en capitaux portant un revenu, et on ne peut les employer à d'autres usages sans un indult apostolique. C'est ainsi que l'entend la S. Congrégation comme elle l'a fréquemment déclaré par ses décrets, nonobstant l'antique décret de 1605 que l'on a coutume d'alléguer à l'appui de la faculté qu'on prétend avoir de disposer des dots des religieuses non surnuméraires, avec la seule permission du Supérieur du monastère. Les Eminences cardinaux veulent en conséquence que Votre Sainteté désabuse les religieuses de Saint-Be-
noît de l'opinion erronée exprimée dans le mémoire ci-inclus, savoir : que la dot des religieuses non surnuméraires dont il y est question, n'est assujettie à aucune obligation de placement, et Votre Sainteté leur enjoindra, ainsi qu'à toutes les autres religieuses des monastères de son diocèse, d'avoir à convertir en capitaux toutes les dots, même celles des religieuses non surnuméraires . . . Les congrégations de vœux simples sont tenues de se conformer à cette prohibition d'aliéner les dots des religieuses. La constitution de Paul II et le décret d'Urbain VIII, les concernent au même degré que les ordres où l'on professe des vœux solennels. Pour aliéner, il leur faut l'autorisation du Saint-Siège. »

CHAPITRE V

DE LA RESTITUTION DES AUMÔNES DOTALES DANS

LE DROIT CANONIQUE.

La dot moniale devient-elle la propriété du monastère après la mort de la religieuse, ou bien le monastère est-il tenu de restituer cette dot aux héritiers de la religieuse ?

Que faudra-t-il décider si la religieuse change de monastère ?

Sa dot doit-elle l'accompagner dans le monastère où elle entre, ou bien reste-t-elle la propriété du monastère dont elle est sortie ?

Pour répondre à ces différentes questions, nous devons examiner l'état juridique des dots moniales dans les Instituts de vœux solennels, puis dans les Instituts de vœux simples. Les principes que porte le droit canonique sur la propriété des dots moniales, varient essentiellement suivant qu'on envisage l'un ou l'autre de ces Instituts.

Les monastères de « *vœux solennels* » acquièrent définitivement la propriété de la dot moniale au moment même de la profession, et la religieuse perd tout à la fois et l'usufruit et la nue-propriété de cette dot. Lorsque, dans ces monastères, une religieuse vient à mourir, sa dot était déjà la propriété du monastère et lui reste acquise. Que la reli-

gieuse change de monastère pour entrer dans un autre, qu'elle le quitte volontairement ou non, elle ne peut reprendre sa dot : au moment de la profession, le premier établissement est devenu définitivement propriétaire.

Si l'on envisage les Instituts à « *vœux simples* », la réponse est plus complexe.

Dans ces Instituts, la propriété de la dot n'est acquise au monastère qu'au moment de la mort de la religieuse. Par la profession, la religieuse perd bien la jouissance de ses biens dotaux, mais elle en garde la nue-propriété ou « *domaine radical* ». Aussi longtemps que la religieuse est en vie, la dot moniale est donc indisponible tout ensemble, au regard de la religieuse et au regard du monastère.

La première question qu'il importe de résoudre est celle de savoir ce que devient la dot moniale à la mort de la religieuse, dans les Instituts à vœux simples ?

Reste-t-elle la propriété du couvent, ou retourne-t-elle aux héritiers de la religieuse ?

Les canonistes décident unanimement que la dot moniale reste la propriété exclusive du couvent : un usage constant légitime cette solution. D'autre part, la dot moniale est considérée comme un contrat aléatoire qui peut être onéreux ou avantageux pour le couvent, selon que la vie de la religieuse dotée est plus ou moins longue..

Il arrive fréquemment, dans les Instituts à vœux simples, que, pour une raison de climat ou pour d'autres motifs, une religieuse abandonne le couvent où elle était entrée pour se faire admettre dans un Institut similaire. Il semblerait

logique de décider en pareille circonstance, que la dot moniale doit suivre la religieuse, et devenir la propriété du nouveau monastère. La dot moniale est exigée pour subvenir aux frais personnels et à l'entretien de chaque religieuse. N'étant plus à la charge du monastère qu'elle quitte, ne devrait-elle pas retirer sa dot, et en faire bénéficier l'institut où elle doit entrer ?

Plusieurs auteurs l'ont pensé : la dot moniale est un accessoire et doit suivre la religieuse ; elle est donnée sous la condition du séjour de la religieuse dans tel monastère déterminé.

Mais la plupart des canonistes se rallient à l'opinion contraire : à partir de la profession, la dot moniale doit demeurer en la possession du premier monastère (1). La dot, en effet, n'est pas versée sous la condition que la religieuse reste dans tel monastère, mais sous la seule condition que la religieuse fasse profession. Après l'émission de la profession, le monastère acquiert la jouissance définitive de la dot moniale. D'autre part, en recevant volontairement une religieuse qui a quitté son monastère, l'Institut qui la reçoit sait à quoi il s'engage : il doit s'en prendre à lui-même de la nécessité où il se trouve d'entretenir une religieuse qui ne lui apporte aucune dot.

Si toutefois le second monastère se trouvait obligé de recevoir une religieuse, la dot de cette religieuse lui serait acquise.

(1) Pellizzarius, *op. cit.*, n° 69.

« Quelle que soit la raison d'un changement de monastère, fait remarquer Lucidi (1), ce changement n'est accordé « qu'avec l'autorisation des Évêques et Réguliers ; ceci conformément à la constitution *Sacro-sanctum* d'Urbain VIII.

« A la réponse qui autorise un changement de ce genre, « la S. Congrégation joint ordinairement les conditions « qu'elle juge nécessaires pour opérer ce changement : l'une « de ces conditions est précisément le droit pour le premier « monastère de garder la dot de la religieuse qui part. »

La majorité des canonistes enseigne que la dot fournie au premier monastère lui est irrévocablement acquise, et la S. Congrégation se rallie à cette doctrine.

Une dernière hypothèse reste à envisager : celle où une religieuse professe vient à sortir de son couvent pour rentrer dans le monde.

Ce départ peut être provoqué par la religieuse elle-même quand elle demande et obtient dispense de ses vœux, ou par le couvent qui, pour un motif sérieux, refuse de la garder.

De plus, il existe certains monastères portant le titre de *conservatoria*, où les sœurs n'émettent pas de profession solennelle, et gardent à tout moment la liberté de se retirer, de même que les Supérieurs ont celle de les renvoyer.

L'obligation où peut se trouver le monastère de restituer la dot de la religieuse qui part, doit être étudiée séparément dans chacun de ces cas.

(1) Lucidi, *op. cit.*, 204.

Lorsqu'une religieuse veut obtenir du Saint-Siège la dispense de ses vœux, la question de savoir si sa dot lui sera restituée est examinée en même temps que sa réclamation contre ses vœux.

Si la religieuse sort de l'Institut après avoir obtenu légitime dispense de ses vœux, le capital de sa dot lui sera presque toujours restitué, mais le monastère en gardera les intérêts perçus. Le capital a été constitué au profit du monastère, pour qu'il puisse subvenir à la vie de la religieuse qui va partir, mais le monastère doit garder les intérêts de la dot, qui ont été employés à nourrir et entretenir la religieuse jusqu'au moment de son départ.

Cette règle est rapportée en substance dans la formule Bizzarrienne (1) : « Si une sœur vient à sortir de la congrégation, ou si elle est renvoyée, la dot est remboursée sans intérêts jusqu'au moment de la sortie. »

Mais si la religieuse quitte son Institut sans y être autorisée et sans motifs légitimes, elle s'expose à perdre sa dot : dans ce cas (2), le monastère ne serait même pas tenu de lui fournir des moyens d'existence. En recevant la religieuse à la profession, l'Institut prend, il est vrai, l'engagement tacite de la nourrir, mais cet engagement sera tenu par le seul fait de ne pas refuser la religieuse à la table commune. Si la religieuse sort du monastère sans avoir par ailleurs les moyens de subvenir à son existence, elle ne peut que s'en prendre à elle-même. Il en va tout autrement si la reli-

(1) Formule Bizzarrienne, *Collectanea*, p. 861.

(2) Lucidi, *op. cit.*, 208.

gieuse part pour un motif légitime : en autorisant son départ, le monastère s'oblige implicitement à veiller à son entretien.

Les statuts des Instituts à vœux simples, en même temps qu'ils prévoient les cas d'exclusion ou de renvoi des religieuses, décident généralement que la religieuse renvoyée pourra reprendre la dot qu'elle avait apportée ; mais elle ne pourrait, en aucun cas, demander le partage des bénéfices ou économies réalisés par l'association.

D'autre part, la restitution que fait le monastère en cas de renvoi d'une religieuse, est strictement limitée aux biens apportés en dot. Elle ne s'étend nullement aux autres biens que la religieuse a pu apporter au couvent à titre de donation. La donation une fois acceptée est un acte irrévocable ; les biens donnés sont acquis pour toujours au monastère.

Le cardinal de Luca (1) examine la question de l'obligation où l'on peut se trouver, de restituer la dot des personnes qui entrent dans une communauté qu'elles sont libres de quitter quand elles le veulent, où il n'y a par conséquent aucune obligation de persévérer (c'est le troisième cas que nous devons étudier).

Le cardinal se demande si l'on doit leur rendre tout ce qu'elles ont apporté sous le nom de « dot », ou si l'on peut retenir une partie de cette dot à titre d'aliments. Voici d'ailleurs la question telle qu'il la pose : « *An id quod datur per mulieres ingredientes in monasteria vel conservatoria sub*

(1) Cardinal de Luca, disc. 77 de *regularibus* (*Analecta juris pontifici*, p. 1557, § 97).

nomine dotis, repetatur illis egredientibus, ubi habeant egredien-di libertatem; et quatenus repetant an solvere debeant alimenta pro tempore quo in loco steterunt.... »

Deux de ces personnes sortirent de leur plein gré, et redemandèrent ce qu'elles avaient apporté en entrant, à titre de dot. Les administrateurs, de leur côté, réclamèrent une indemnité, pour la nourriture et les frais d'entretien durant le temps qu'elles avaient habité dans la maison, au moins jusqu'à concurrence de ce qui avait excédé le revenu de la dot. L'affaire fut portée devant le tribunal ecclésiastique : « Je fus consulté, dit le cardinal, au nom du monastère, et « je répondis, qu'à n'envisager les choses que dans la rigueur « du droit, les deux personnes en question ne pouvaient point « réclamer la somme déboursée par elles lors de leur entrée « dans la maison, et que si, par équité, l'on voulait restituer « cette dot, on pouvait, sans aucun doute, réclamer une in- « demnité pour l'entretien. »

Le capital apporté par ces personnes est une sorte de constitution viagère en vertu de laquelle on convient, moyennant un prix, de les entretenir durant le temps de leur vie ; c'est un contrat aléatoire qui peut être avantageux ou onéreux selon que la vie de ces personnes est plus ou moins longue. Il faut donc appliquer les principes relatifs aux capitaux viagers. C'est un fonds perdu dont on ne peut réclamer le remboursement : seulement celui qui l'a donné a le droit de réclamer l'entretien convenu ; mais si celui qui a droit à l'entretien ne veut pas le recevoir dans la maison qui s'est engagée à le lui fournir, il ne peut élever aucune réclamation, si

c'est de son plein gré qu'il agit ainsi. Mais lorsque ces personnes quittent contre leur gré la maison où elles étaient entrées, cette maison est obligée de leur rendre ce qu'elle avait reçu. Il n'y a donc pas lieu d'examiner si la maison a droit à une indemnité pour les aliments, puisque, si elle veut user de son droit dans toute sa rigueur, elle peut conserver toute sa dot. Mais, si des considérations d'équité ou de convenance portent à rendre tout ce qu'on a reçu sous le nom de dot, attendu que la raison pour laquelle on l'avait payée ne subsiste plus, il n'y a plus le moindre doute que l'établissement pieux ne doive recevoir alors une indemnité pour les frais d'entretien qui ont excédé le revenu de la dot, et cela, parce que le surcroît de dépenses dont il s'était chargé, en consentant à pourvoir à tout l'entretien, se fondait sur l'espérance d'acquérir le capital de la dot. S'il en était autrement, il y aurait un profit pour ces personnes et un grand préjudice porté à la maison.... On ne saurait (1) toutefois appliquer cette règle aux sœurs qui se consacrent aux œuvres de charité spirituelle ou temporelle ; car personne ne voudra dire qu'une sœur qui, après avoir employé dix ans de sa vie à faire l'école aux enfants, ou à soigner les malades, vient ensuite à quitter son Institut, devra y laisser une partie de sa dot, à titre d'indemnité, pour l'entretien qu'elle y a reçu.

Si nous exceptons les « *conservatoria* » où les religieuses n'émettent pas de profession, nous avons toujours supposé, en examinant les principes du droit canonique sur la restitution des dots, qu'il s'agissait de religieuses professes.

(1) *Analecta juris pontifici, loc. cit.*, § 98.

Mais il peut arriver dans les Instituts à vœux solennels ou à vœux simples, qu'une religieuse novice ayant apporté une dot, se retire ou change de couvent avant d'avoir fait profession.

Dans ce cas, la religieuse pourra reprendre sa dot puisqu'elle n'a pas cessé de lui appartenir. Il suffit, pour s'en convaincre, de se reporter aux règles du droit canonique relatives à la propriété des dots. Dans les monastères à vœux solennels, la propriété de cette dot n'est acquise au couvent qu'au moment de la profession ; et les monastères à vœux simples recueillent simplement la jouissance de cette dot au moment de la profession. Jusqu'à ce moment, la religieuse demeure pleine propriétaire des biens apportés en dot : elle est donc libre de les reprendre si elle retourne dans le monde, ou d'en faire bénéficier le nouveau couvent où elle désire faire profession.

En terminant l'examen de la législation de l'Eglise relative aux dots moniales, on nous permettra de rappeler combien furent nombreux les emprunts faits par les canonistes aux règles portées par le droit romain sur la dot matrimoniale.

C'est l'Eglise (1) qui a étendu à la dot religieuse « les règles et les privilèges concédés par le droit romain à la dot matrimoniale ». Tout ce qu'il y a de plus privilégié dans le droit romain en faveur de cette dernière s'applique donc à la dot monastique : ainsi, l'obligation pour les parents de constituer

(1) *Analecta juris pontifici*, 4^e série, t. II, 2^e partie, *De la dot des religieuses*, p. 1525, n^{os} 1 à 5.

la dot, le droit d'intenter une action pour les y obliger, celui d'en percevoir les revenus, le privilège de la dot en concurrence des créances d'un autre genre, l'inaliénabilité de cette même dot, tous ces privilèges sont communs à la dot monastique et à la dot matrimoniale.

C'est ce qu'exprime le cardinal de Luca (1) : « *Regula est generalis ut omnia quæ in jure de dote disponuntur, tam circa dotandi obligationem, quam circa favores et privilegia procedant etiam in hujusmodi dote spirituali.* »

La dot moniale se différencie cependant, sur bien des points, de la dot matrimoniale : la dot monastique une fois fixée dans un Institut déterminé, reste la même pour tous les postulants, et les Supérieurs ne peuvent, de leur propre autorité, ni l'augmenter, ni la diminuer. Ceci n'a point lieu pour la dot matrimoniale dont le taux est essentiellement variable : bien qu'obligés, selon le droit romain, de doter leurs enfants, les parents restent libres de le faire plus ou moins généreusement.

Dans le mariage, les parents ne sont pas obligés de donner toute la dot en argent comptant ; ils peuvent offrir des immeubles. La dot religieuse, au contraire, doit être déposée en argent comptant, à moins qu'un indult spécial de la S. Congrégation ne permette d'offrir des immeubles ou des créances.

L'obligation de restituer la dot se règle enfin tout différemment, selon qu'on envisage la dot monastique ou la dot

(1) Cardinal de Luca : *Summa dotium*, n° 462.

matrimoniale. Dans les monastères de vœux solennels, la communauté devient propriétaire de la dot au moment de la profession : la religieuse perd tout à la fois l'usufruit et la nue-propriété de cette dot. Elle ne peut donc plus se la faire restituer.

Dans les Instituts de vœux simples, la religieuse, au moment de la profession, perd l'usage de sa dot, mais elle en garde la nue-propriété jusqu'à sa mort. C'est à ce moment seulement que la communauté en acquiert la pleine propriété. Si la religieuse vient à changer de monastère, ou si elle obtient la dispense de ses vœux, elle pourra le plus souvent se faire restituer sa dot.

Dans le dernier état du droit romain, les textes reconnaissent encore au mari le « *dominium civile* » sur la dot de sa femme. Mais, en réalité, ce *dominium* n'est plus qu'un vain mot, et le mari n'a plus sur la dot, qu'un pouvoir d'administration et de jouissance. Simple administrateur de la dot, il n'en acquiert la propriété que dans des cas exceptionnels, et d'une façon temporaire.

La propriété des biens dotaux (1) reste donc en principe à la femme, et le mari n'en a que l'usufruit.

A la dissolution du mariage, il sera donc tenu, lui ou ses héritiers, de restituer en nature les biens dont il n'avait que la jouissance.

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. III, n° 1503 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DES AUMONES DOTALES DANS L'ANCIEN DROIT CIVIL FRANÇAIS

INTRODUCTION

Nous venons d'étudier les dots moniales telles qu'elles sont régies par la législation canonique, et dégagées de l'influence de toute législation civile.

Il est temps d'en venir à l'étude des aumônes dotales dans notre ancien droit, et de voir quelles modifications elles ont pu subir sous l'influence des ordonnances des rois et des théories des juristes.

La doctrine des auteurs de notre ancien droit, ainsi que la jurisprudence des parlements relative aux aumônes dotales, révèlent une conception très différente de celle de l'Eglise.

Mais, s'il est vrai de dire que, dans notre ancien droit, la législation canonique fut modifiée en plusieurs points, il faut s'empresser d'ajouter que, par suite de la compénétration des lois civiles et ecclésiastiques, les règles fondamentales du droit canonique sur les dots moniales se trouvèrent respectées.

Personne n'ignore quelle fut l'importance du droit canonique sous notre ancien droit et spécialement au ^{xiii}^e siècle ;

les officialités ecclésiastiques devenaient compétentes dès qu'il s'agissait d'une affaire soulevant une question de conscience ou de sacrement.

Dans notre ancien droit, les deux pouvoirs civil et ecclésiastique coexistent : ils ont chacun leur domaine d'application ; ils sont exercés par des tribunaux différents. Les décisions des tribunaux ecclésiastiques sont exécutées tout comme les jugements rendus par les tribunaux civils, et le pouvoir séculier prête main-forte à cette exécution.

Les règles de droit canonique ont force légale, comme les ordonnances, et le pouvoir royal intervient souvent pour en assurer la stricte observation.

L'intervention royale se manifesta tout d'abord conformément aux désirs du clergé ; peu à peu, à mesure que l'autorité royale se faisait plus forte, consolidée qu'elle était par les théories des juristes, l'intervention du roi se fit moins discrète.

Sur bien des points la législation civile relative aux dotaliales, ne fit que reconnaître et sanctionner la législation portée par le droit canonique. Nous nous contenterons de signaler ces points de similitude à mesure que nous les rencontrerons ; nous insisterons de préférence sur les modifications que subirent les aumônes dotaliales dans notre ancien droit.

CHAPITRE PREMIER

IL IMPORTE DE DISTINGUER L'AUMÔNE DOTALE DU PÉCULE DES
RELIGIEUX, AINSI QUE DE PLUSIEURS AUTRES INSTITUTIONS
SIMILAIRES DE L'ANCIEN DROIT, QUI S'EN RAPPROCHENT.

Avant d'en venir à la constitution des aumônes dotales dans notre ancien droit, il importe de signaler plusieurs institutions qui s'en rapprochent singulièrement. Nous examinerons rapidement : le pécule des religieux dans l'ancien droit ; les donations à charge de nourriture et d'entretien ; les conventions passées entre personnes entre lesquelles existe légalement l'obligation alimentaire ; enfin, les démissions de biens.

Le « *pécule* » est un ensemble de biens que le religieux acquiert par son industrie, par les libéralités de ses parents, ou par les épargnes faites sur les revenus d'un bénéfice régulier, et dont son supérieur lui permet de disposer.

C'est par identité et à l'exemple du pécule des fils de famille et des esclaves, qu'on appelle de ce nom le peu de biens dont les religieux jouissent en particulier.

L'Eglise, il est vrai, s'efforça de tout temps d'empêcher que les religieux ne violassent leur vœu de pauvreté par des possessions ou des pécules particuliers, mais on négligea d'observer la discipline de l'Eglise sur la pauvreté mo-

nastique, et, en abandonnant aux religieux la jouissance entière ou séparée de bénéfices particuliers, on leur permit tacitement de faire acte de propriétaire.

Tant qu'il vivait, le religieux pouvait disposer de son pécule par donation entre vifs, s'il s'agissait d'une disposition à titre particulier ; mais, à sa mort, ce pécule devient nécessairement la propriété du monastère « *quidquid acquirit monachus, acquirit monasterio* ».

La situation du religieux à l'égard de son pécule était donc celle de ces esclaves affranchis appelés *Latins Juniens*, lesquels vivaient comme des personnes libres, mais mouraient esclaves, et avaient pour héritiers nécessaires les maîtres qui les avaient affranchis.

Les religieux n'ont que l'usage de leur pécule ; la propriété en appartient au monastère, à la condition de payer les quelques dettes que pourrait laisser le religieux.

Les donations (1) *faites sous la condition de nourrir et d'entretenir le donateur*, étaient fréquentes dans notre ancien droit. L'*intuitus personæ* y jouait un rôle important : il suffit, pour s'en convaincre, de lire la formule de ces donations qui nous est laissée par Claude de Ferrières (2). Elle fait allusion à la bienveillance et à l'amitié dont le donataire a déjà fait preuve à l'endroit du donateur. D'après cette formule : « Les donateurs s'obligent à nourrir chez eux le donateur, lui et son valet, les fournir de lits, linge de

(1) H. Lalou, *Traité théorique et pratique du « Bail à nourriture »*. Thèse 1900, p. 57.

(2) Claude de Ferrières, *Science parfaite des notaires*, t. V, p. 768.

t able, feu, lumière et chambre, le tout pendant la vie du donateur tant en santé qu'en maladie, et à prendre un soin particulier de celui-ci s'il venait à tomber malade. »

On peut encore rapprocher (1) de l'aumône dotale, l'*acte par lequel deux personnes entre lesquelles existe légalement l'obligation alimentaire*, conviennent que l'une prendra l'autre dans sa maison, la nourrira et l'entretiendra. Cette convention avait lieu surtout entre parents.

Cette convention par laquelle celui qui, de par la loi, doit des aliments à un autre, convient librement avec cet autre de le loger et entretenir chez lui, est en principe une convention « *onéreuse* » d'abord (puisque ce n'est pas dans un esprit de libéralité qu'agit celui qui s'engage), « *aléatoire* », ensuite (puisque'il risque de voir l'étendue de son obligation s'accroître si son pensionnaire tombe malade), et enfin, « *contractée intuitu personæ* » et engendrant une « obligation de faire ».

Les « *démissions de biens à charge de logement, nourriture et entretien* », présentent une grande similitude avec l'aumône dotale. Pothier (2) définit la démission de biens : « l'acte par lequel un individu, presque toujours ascendant, en anticipant le temps de sa succession, se dépouille de son vivant de l'universalité de ses biens, et en saisit d'avance ses héritiers présomptifs. »

Mais (3), la démission de biens ne se faisait jamais pure-

(1) H. Lalou, *op. cit.*, p. 64 et suiv.

(2) Pothier, Introduction au titre 17^e de la coutume d'Orléans. Appendice, § 1 et n^o 2.

(3) H. Lalou, *op. cit.*, p. 47 et suiv.

ment et simplement. Le démettant avait coutume d'y apposer comme condition l'obligation pour le démissionnaire soit de lui fournir une pension viagère, soit de le nourrir et entretenir. Ce contrat a donc pour objet l'entretien d'un individu qui ne peut plus pourvoir à son existence, et qui abandonne ses revenus à un autre qui, à forfait, se charge de son entretien.

La démission de biens présente donc, comme l'aumône dotale, un caractère *onéreux et aléatoire* ; c'est un contrat de la forme *do ut facias* puisqu'il a pour objet de fournir en nature les choses nécessaires à la nourriture et à l'entretien, tant en santé qu'en maladie, d'un individu.

CHAPITRE II

ÉTUDE HISTORIQUE SUR LA VALIDITÉ CIVILE DES AUMÔNES DOTALES DANS L'ANCIEN DROIT.

En étudiant la validité canonique des aumônes dotales, nous avons vu que la discipline de l'Eglise au sujet de ces aumônes ne fut pas toujours la même. Aux premiers siècles de l'Eglise les dots moniales étaient probablement inconnues ; l'usage s'en établit peu à peu vers le commencement du ^{viii}^e siècle, et ne tarda pas à donner lieu aux abus les plus fâcheux : le concile de Nicée, tenu en 789, dut défendre aux monastères d'exiger aucune somme d'argent pour l'entrée en religion ; mais les monastères pouvaient recevoir ce qui leur était librement offert.

Le concile de Melse, en 1089, de Londres en 1127, celui de Tours en 1163, de Londres en 1175, le troisième concile de Latran en 1179, celui de Paris en 1212, le concile général de Latran en 1215, celui d'Oxford en 1222, portent les mêmes défenses.

Mais cette rigueur primitive ne pouvait durer : on s'aperçut que les monastères les mieux rentés s'appauvrirent insensiblement, s'ils ne reçoivent un accroissement de dotation ; il fallut donc permettre aux monastères de recevoir une dot modique de ceux qui voulaient y entrer. C'est ce

que fit le concile de Cologne en 1310, le concile de Sens en 1528, le concile de Trente en 1563, le deuxième concile de Milan en 1569, les conciles de Tours et de Reims en 1583.

Les abus primitifs auxquels l'Eglise avait voulu remédier dans ses conciles, se renouvelèrent. Mais ce fut alors le pouvoir civil qui intervint et essaya de faire respecter les anciens canons de l'Eglise.

En l'année 1560, Charles IX, dans l'Ordonnance d'Orléans (1), avait déjà interdit aux novices « de disposer de leurs biens héréditaires » en faveur du monastère où ils devaient entrer ; et cette défense fut renouvelée sous Henri III par l'article 28 de l'Ordonnance de Blois, en mai 1579. Aux termes de cet article, les novices peuvent : « disposer de leurs biens ou successions échues ou à échoir, en ligne directe ou collatérale, au profit de celui de leurs parents ou autres que bon leur semblera, non toutefois au profit d'aucun monastère directement ou indirectement... »

L'article 21 de la même ordonnance sanctionne les prohibitions portées par le droit canonique contre les simoniaques, en chargeant les évêques de procéder soigneusement

(1) Article 19 de l'Ordonnance d'Orléans de janvier 1560 : « Défendons
« aux pères et mères, tuteurs et parents, de permettre à leurs enfants ou
« pupilles, faire profession de religieux ou religieuses, qu'ils n'aient,
« sçavoir est, les masles vingt-cinq ans, et les filles vingt ans. Et où
« avant le dit temps, les dites professions se feraient, pourront les dits
« profès disposer de leur portion héréditaire, échue ou à échoir en ligne
« directe ou collatérale, au profit de celui de leurs parents que bon leur
« semblera, et non du monastère... Et pour cet effet, les avons dès à
« présent déclarés capables de succéder et tester nonobstant la dite
« profession, toute rigueur de droit ou coutumes à ce contraires. »

et sévèrement, sans dissimulation ni exception de personnes, contre les ecclésiastiques qui auront commis le crime de simonie, pour leur appliquer les peines portées par les saints décrets et les constitutions canoniques.

De leur côté, les juges royaux, baillis et sénéchaux, devront poursuivre avec la même sévérité les laïcs coupables du même crime.

Le 21 novembre 1629, sous le ministère de Richelieu, Louis XIII rendit une ordonnance suivant laquelle aucun établissement de monastère, maison et communauté régulière et religieuse, de l'un ou l'autre sexe, ne peut être établi sans permission expresse du roi : toute communauté nouvelle doit obtenir une lettre d'autorisation signée d'un secrétaire d'Etat et scellée du grand sceau.

En 1632, le même roi rendit une autre ordonnance par laquelle il est fait défense aux Supérieures des religieuses, de recevoir des biens temporels en considération de la profession. On leur permettait néanmoins, après dénombrement de leurs biens et revenus, de recevoir une simple pension viagère pour la subsistance des filles qui voudraient être reçues à la profession.

Deux déclarations de Louis XIV vinrent sanctionner et confirmer l'ordonnance du 21 novembre 1629 : la première fut rendue le 7 Juin 1659 sous le ministère de Mazarin ; elle porte défense d'établir aucunes communautés religieuses, séminaires et confréries, sans permission du roi par lettres patentes enregistrées dans les cours souveraines, et : « *pro-*

nonce la dissolution de toutes les maisons fondées sans autorisation. »

La seconde déclaration fut rendue au mois de Décembre 1666 : elle défend une fois de plus de fonder à l'avenir aucun établissement religieux, sans une autorisation du roi par lettres patentes dûment enregistrées aux Parlements.

D'après cette déclaration, quatre conditions sont exigées pour l'établissement d'une communauté religieuse :

1^o Il faut obtenir l'autorisation du roi.

2^o Les lettres royales d'autorisation doivent être enregistrées aux Parlements, et dans les bailliages, sénéchaussées ou sièges royaux, dans le ressort desquels se trouvent situées les nouvelles communautés.

3^o Le consentement préalable de l'évêque diocésain doit être donné par écrit.

4^o L'avis des personnes intéressées, maires, échevins, consuls, jurats, capitouls, curés des paroisses et Supérieurs des maisons religieuses, doit être reçu dans une enquête « *de commodo et incommodo* ».

Si un nouvel établissement vient à s'établir avant d'avoir satisfait à toutes ces conditions, il doit être considéré comme illicite ; il ne possédera pas la personnalité civile, ne pourra pas ester en jugement ni recevoir aucuns dons et legs de meubles ou d'immeubles, il ne pourra enfin bénéficier d'aucune disposition tacite ou expresse faite en sa faveur.

La déclaration de 1666 est sanctionnée par des poursuites qui atteignent ceux qui contreviennent à ses dispositions : les « *généraux d'ordres* », vicaires généraux et pro-

vinciaux, les Supérieurs des maisons religieuses et abbesses et Supérieures des moniales, ne peuvent donner « *obedience* » aux religieux ou religieuses qui sont sous leur charge, pour faire un nouvel établissement, s'ils n'obtiennent du roi des lettres patentes dûment enregistrées. S'ils agissent autrement, il sera procédé extraordinairement contre eux à la diligence des procureurs généraux. Les religieux et religieuses établis au mépris de la présente déclaration seront renvoyés dans des monastères du même ordre ; la pension de ceux ou celles qui auront été ainsi reçus à la profession, sera payée par les évêques ou vicaires qui les y auront admis, ou par leurs héritiers. Et ces évêques ou grands vicaires seront pareillement tenus, sur leurs biens personnels, des dettes contractées par ces nouvelles communautés.

Plusieurs déchéances sont également prononcées contre les baillis, sénéchaux, lieutenants généraux et substituts des procureurs généraux, maires, échevins, capitouls, jurats et consuls des villes, qui auront autorisé l'établissement de ces communautés au mépris des formalités prescrites : les lieutenants généraux et substituts sont privés de leurs charges, et déclarés incapables de posséder ni exercer aucun office royal ; les maires, échevins, jurats, capitouls et consuls en activité lors de l'établissement des dites communautés seront déchus des prérogatives et privilèges qu'ils auront pu acquérir par l'exercice de leurs charges. Les uns et les autres seront tenus de payer les pensions des religieux et religieuses reçus à la profession, au moment du renvoi des communautés illicites ; ils y seront tenus solidairement avec les

évêques ou vicaires généraux qui auront reçu ces religieux à la profession.

Certains monastères ou communautés ayant obtenu antérieurement des permissions générales d'établir des maisons ou hospices dans toutes les villes du royaume, s'ils sont pourvus du consentement de l'évêque et des habitants, sans qu'ils aient besoin de nouvelles lettres, se voient définitivement retirer ces permissions générales.

Les arrêts des divers parlements vinrent joindre leurs prohibitions à celles que portaient déjà les ordonnances.

Un arrêt du parlement de Rouen du 17 janvier 1632, fit défense aux abbesses de la province de Normandie, de prendre aucuns deniers pour l'entrée et la réception des religieuses, sans interdire néanmoins une pension modique et viagère.

Le parlement de Paris, par arrêt du 11 janvier 1635, rendu sur les conclusions de l'avocat général Bignon, contre les Ursulines de Fontenoy-Saint-Jacques, dut interdire aux Supérieures des couvents de filles, de prendre ou laisser prendre aucune somme de deniers d'entrée pour la réception ou profession d'aucune religieuse, mais il permit de recevoir une pension viagère modique, ne pouvant excéder, pour les plus riches, la somme de 500 livres tournois ; le tout, à peine de nullité et de restitution des sommes reçues.

Un arrêt du même parlement du 4 avril 1667, ordonne que les saints décrets et constitutions des conciles généraux

et provinciaux, qui ont défendu aux Supérieurs et Supérieures des monastères, de l'un et de l'autre sexe, d'exiger, ni de prendre aucune somme de deniers, ni aucun présent ni bienfait temporel ou pension viagère, sous prétexte de fondation, ou quelque autre que ce soit, en considération de la réception des novices à l'habit ou à la profession, seront exécutés selon leur forme et teneur, à peine d'être procédé selon la rigueur des canons à l'encontre des Supérieurs et Supérieures qui contreviendraient à l'avenir aux dits décrets et constitutions ; à peine de confiscation des sommes données, et de condamnation au double au profit des hôpitaux des lieux, tant contre les monastères qui auront reçu que contre les parents qui auront donné.

L'arrêt de règlement du parlement de Paris rendu le 27 juin 1667, fixe le nombre des religieuses dans les monastères fondés et riches, leur défend de recevoir ni dotations, ni pensions viagères, exige de plus que les monastères présentent un état de leurs charges et revenus, et indique le nombre de religieuses qu'ils abritent. Cet arrêt exige que les saints décrets soient exécutés, et défend une fois de plus aux Supérieurs et Supérieures des monastères, de prendre aucuns deniers, présents, bienfaits temporels, ni pensions viagères pour la réception des novices, et pour leur profession.

Les arrêts des parlements de Dijon, de Bordeaux, suivirent l'exemple du parlement de Paris, et essayèrent de faire observer les anciens canons. Mais, voyant l'inutilité de leurs efforts, et voulant mettre fin à un désordre qui s'aggravait

de jour en jour, Louis XIV rendit *l'importante déclaration du 28 Avril 1693* : cette déclaration marque une phase nouvelle dans la réglementation des aumônes dotales, et doit être soigneusement étudiée.

Elle est intitulée : « *Déclaration contenant règlement pour les dots et pensions viagères des religieux* » ; elle fut rendue à Versailles le 28 avril 1693, sous la chancellerie de Boucherat.

« Louis... etc... : Le zèle avec lequel nous employons
« l'autorité qu'il a plu à Dieu de nous donner, pour mainte-
« nir en toutes choses la discipline ecclésiastique, et les or-
« dres que nous donnâmes dans les années 1666 et 1667 tou-
« chant l'établissement des monastères, et la réception des
« personnes qui embrassent la profession religieuse, mar-
« quent assez le désir que nous aurions de voir observer dans
« leur pureté les règles les plus étroites qui ont été faites sur
« ce sujet : mais comme quelques-uns des monastères que
« l'on a laissé établir dans notre royaume, et particulière-
« ment depuis le commencement de ce siècle, n'ont eu au-
« cuns biens assurés lors de leur établissement, et que plu-
« sieurs n'ont encore qu'une partie médiocre de ce qui leur
« est nécessaire pour leur subsistance, les Supérieures de ces
« maisons ont cherché des secours à leur nécessité, dans les
« dots qu'elles ont reçu des personnes qui y sont entrées ;
« et quelques monastères qui ne se trouvaient pas dans le
« même besoin, n'ont pas laissé d'augmenter encore par
« cette voie les biens considérables qu'ils avaient, même
« par les fondations qui en avaient été faites. Nos parle-

« ments ont réprimé ce désordre dans des occasions où l'on
« avait donné des sommes excessives pour l'entrée de quel-
« ques personnes dans des monastères, et ils ont même tâché
« d'en empêcher la continuation par les arrêts généraux
« qu'ils ont rendu. Cependant, comme ces arrêts n'ont pas
« eu le succès que l'on devait attendre de la justice de leurs
« dispositions, et que les voies dont on s'est servi pour en
« éluder l'exécution, se sont trouvées encore plus préjudi-
« ciables à nos sujets que ce qui avait été pratiqué aupara-
« vant, nous voyons la nécessité qu'il y a d'y apporter des
« remèdes tels que l'ordre de l'Eglise et le bien de notre Etat
« peuvent désirer ; et, en attendant que la paix que nous
« souhaitons avec tant d'ardeur, nous mette plus en état de
« procurer un si grand bien, nous ne voulons pas différer
« plus longtemps à empêcher un abus que l'on ne saurait
« tolérer, et à pourvoir en même temps par provision, à la
« subsistance des monastères qui en ont un véritable besoin,
« par une voie qui a été approuvée et pratiquée par les plus
« saints prélats, depuis et en exécution du dernier concile, et
« qui ne sera pas onéreuse aux familles de nos sujets.

« A ces causes..... Ordonnons que les saints décrets, or-
« donnances et réglemens concernant la réception des per-
« sonnes qui entrent dans les monastères pour y embrasser
« la profession religieuse, seront exécutés ; ce faisant, défen-
« dons à tous Supérieurs et Supérieures d'iceux, d'exiger au-
« cune chose directement ou indirectement, en vue et consi-
« dération *de la réception, de la prise d'habit, ou de la pro-*
« *fession.*

« Permettons néanmoins aux *Filles de Sainte-Marie des Ursulines et autres qui ne sont point fondés, et qui sont établis depuis l'an 1600*, en vertu de lettres patentes bien et dûment enregistrées en nos cours de parlement, de recevoir des *pensions viagères*, pour la subsistance des personnes qui y prennent l'habit et y font profession.

« Voulons qu'il en soit passé des actes par devant notaires, avec leurs pères, mères, tuteurs ou curateurs, à la charge que les dites pensions ne pourront, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce puisse être, excéder la somme de cinq cents livres par chacun an, dans notre bonne ville de Paris et autres dans lesquelles nos cours de parlement sont établies ; et celle de trois cent cinquante livres, dans toutes les autres villes et lieux de notre royaume, et que, pour la sûreté des dites pensions, l'on puisse assigner des fonds particuliers dont les revenus ne puissent être saisis, jusqu'à concurrence des dites pensions, pour dettes créées depuis leur constitution ; faisant dès à présent mainlevée de toutes les saisies qui pourraient en être faites, et ce, nonobstant toutes surséances et lettres d'Etat.

« Enjoignons à nos cours et juges de les ordonner lorsqu'elles leur seront demandées.

« Permettons pareillement aux dits monastères de recevoir pour les meubles, habits, et autres choses absolument nécessaires pour l'entrée des religieuses, jusqu'à la somme de deux mille livres une fois payée, dans les villes où nos dites cours de parlement sont établies, et jusqu'à celle de douze cents livres, dans les autres villes et lieux, dont il

« sera passé des *actes par devant notaires* ; et en cas que les
« parents et héritiers des personnes qui entreront dans les-
« dits monastères, ne soient pas en volonté ou en état d'as-
« surer les dites pensions viagères, en tout ou en partie,
« permettons aux dites Supérieures de recevoir des sommes
« d'argent, ou des biens immeubles qui tiennent lieu des di-
« tes pensions, pourvu que les dites sommes d'argent, ou la
« valeur des dits biens immeubles, n'excède pas la *somme*
« *de huit mille livres dans les villes où nos cours de parle-*
« *ment sont établies, et ailleurs celle de six mille livres,*
« et qu'où l'on voudrait donner une partie en argent ou im-
« meubles, et l'autre en pensions moindres et au-dessous des
« dites 500 et 350 livres, les dites sommes d'argent ou biens
« immeubles que l'on pourra donner pour suppléer aux
« dites pensions, soient réduites et réglées sur le même pied,
« et suivant la même proportion.

« Voulons que les héritages que l'on pourra donner à cet
« effet, soient estimés préalablement par des experts qui
« seront nommés d'office par nos principaux juges des lieux,
« lesquels donneront ensuite permission aux dits monastè-
« res, par forme d'aliments, et au lieu de pension viagère, et
« qu'il soit passé des actes par devant notaires, de la déli-
« vrance des dites sommes d'argent ou des biens immeubles
« qui seront ainsi donnés.

« Voulons que les dots ou pensions ci-devant promises
« et constituées, même pendant et depuis l'année 1667, par
« les parents ou tuteurs d'aucunes religieuses, aient lieu
« nonobstant tous jugements et arrêts qui pourraient avoir

« été rendus au contraire, à condition que si les dites dots ou
« pensions se trouvent excéder les sommes réglées ci-des-
« sus, *elles demeureront réduites suivant notre présente dé-*
« *claration*, en cas que les pères, mères, frères et sœurs des
« dites religieuses le demandent dans six mois après l'en-
« registrement et la publication qui en sera faite dans nos
« cours.

« Permettons aux autres monastères, même aux abbayes
« et prieurés qui ont des revenus par leurs fondations, et qui
« prétendent ne pouvoir entretenir le nombre de religieuses
« qui y sont, de *représenter aux archevêques et évêques, des*
« *états de leurs revenus et de leurs charges*, sur lesquels ils
« nous donneront les avis qu'ils jugeront à propos touchant
« les monastères de cette qualité, où ils estimeront que l'on
« pourra permettre de recevoir des pensions, des sommes
« d'argent, ou des immeubles de la valeur exprimée ci-des-
« sus, et sur le nombre des religieuses qui y seront reçues
« à l'avenir au delà de celui qu'ils croient que les dits mo-
« nastères peuvent entretenir de leurs revenus, pour les
« avis des dits archevêques et évêques vus, y être pourvu
« ainsi qu'il appartiendra.

« Défendons aux femmes, veuves et filles qui s'engagent
« dans les communautés séculières dans lesquelles l'on con-
« serve, sous l'autorité de la Supérieure, la jouissance et la
« propriété de ses biens, d'y donner *plus de trois mille li-*
« *vres en fonds, outre des pensions viagères telles qu'elles*
« *sont marquées ci-dessus*.

« Défendons pareillement aux pères, mères, et à toutes au-

« tres personnes, de donner directement ou indirectement aux
« dits monastères et communautés, aucune chose autre que
« celles qui sont expliquées par notre présente déclaration,
« en considération des personnes qui y font profession et qui
« s'y engagent, à peine de *trois mille livres d'aumône con-*
« *tre les donateurs, et de la perte par les dits monastères et*
« *communautés qui les auront acceptées, des choses données*
« *si elles sont en nature, ou du paiement de la valeur, si*
« *elles n'y sont pas*, le tout, applicable au profit des Hôtels-
« Dieu, et des hôpitaux généraux des lieux.

« N'entendons néanmoins comprendre dans la présente
« disposition les donations qui seraient faites aux monas-
« tères, pour une rétribution juste et proportionnée des
« prières qui y pourraient être fondées, quand même les
« fondateurs y auraient des parentes à quelque degré que
« ce puisse être.

« Voulons, qu'à l'égard des communautés des personnes
« séculières et régulières qui ne sont point confirmées par
« nos lettres patentes, notre Edit du mois de Décembre 1666
« soit incessamment exécuté, et à l'égard de celles que l'on
« ne jugera pas nécessaire de confirmer, ou transférer, nous
« déclarons, dès à présent, nulles, toutes les acquisitions et
« donations d'héritages, rentes, ou autres immeubles, faites
« pour elles et à leur profit.

« Voulons que les dits biens, pour ce qui est des commu-
« nautés de personnes régulières, soient donnés aux monas-
« tères dans lesquels les archevêques et évêques des lieux,
« jugeront à propos d'envoyer les religieuses qui se trouve-

« ront dans les dites communautés ; et, pour ce qui est de
« celles de personnes séculières, les dits biens donnés aux
« Hôtels-Dieu et aux hôpitaux généraux des lieux où les
« dites communautés étaient établies.

« Ordonnons au surplus que notre Edit du mois de Dé-
« cembre de l'an 1666, contenant les formalités qui doivent
« être observées pour l'établissement des communautés sé-
« culières et régulières, soit ponctuellement exécuté, même à
« l'égard des translations des monastères et communautés
« d'un lieu ou d'une maison à une autre, lesquelles ne pour-
« ront être faites, qu'après que toutes les formalités portées
« par le dit édit, pour les premiers établissements des dits
« monastères, auront été observées.

« Enjoignons à nos juges et officiers d'y tenir ponctuelle-
« ment la main, et de prononcer contre les communautés qui
« seront établies ou transférées sans avoir satisfait aux dites
« formalités, sur les peines portées par notre Edit.

« Si donnons...., etc.... »

Dans le préambule de cette ordonnance, le roi manifeste son désir de voir observer les règles de l'Eglise, à propos de la réception dans les monastères des personnes qui embrassent la profession religieuse ; plusieurs de ces monastères ne possèdent pas ce qui est nécessaire à l'entretien et à la subsistance des religieuses voulant y entrer, et sont obligés de leur demander le paiement d'une dot. Mais il en

est d'autres qui, se trouvant suffisamment fortunés, et possédant de riches fondations, s'efforcent encore d'étendre leurs richesses au moyen des dots qu'ils réclament.

Les parlements ont essayé de mettre fin à ce désordre, mais leurs arrêts n'ont pas obtenu le succès que l'on devait attendre de la justice de leurs dispositions, et une double réforme s'impose : la première aura pour but de mettre un terme à la cupidité injustifiée de certains monastères ; par la seconde, on s'efforcera de pourvoir à la subsistance des monastères qui se trouvent dans une véritable indigence.

Nous allons voir comment la déclaration de 1693 réalisa l'une et l'autre de ces réformes.

La première disposition de la déclaration confirme la discipline de l'Eglise, en ordonnant que les saints décrets et règlements concernant la réception des personnes qui entrent dans les monastères pour y embrasser la profession religieuse, soient exactement observés ; en conséquence, elle défend à tous les Supérieurs et Supérieures, d'exiger aucune chose, directement ni indirectement, en vue de la réception, prise d'habit, ou de la profession.

Il s'agit ici d'une disposition générale et absolue, s'adressant à tous les monastères d'hommes et de femmes.

Mais, après la règle, vient immédiatement l'exception, et une exception très large et fort importante.

La seconde disposition : « *Permettons néanmoins...* » autorise les monastères des Carmélites, des Filles de Sainte-Marie, des Ursulines, et autres qui ne sont point fondés, et qui ne sont établis que depuis l'an 1600, et en vertu de

lettres patentes, à recevoir des pensions viagères pour la subsistance des personnes qui y prennent l'habit et y font profession. Ces pensions ne pourront dépasser 500 livres par an à Paris ou dans les villes possédant un parlement, et 350 livres partout ailleurs ; il en sera passé actes par devant notaires.

Si l'ordonnance s'en était tenue à la première disposition prohibant toute espèce de dot pour l'entrée en religion, elle n'aurait porté remède qu'au premier inconvénient signalé dans le préambule de l'ordonnance : l'enrichissement injustifié de certains monastères.

Mais il en est d'autres qui n'ont point reçu de fondations, et qui, n'étant régulièrement établis que depuis l'an 1600, n'ont encore pu acquérir un patrimoine leur permettant de se suffire à eux-mêmes.

Ces monastères pourront recevoir une dot, à la condition d'observer, pour cette réception, les quatre conditions exigées par l'ordonnance :

1° Il faut qu'il s'agisse d'un monastère n'ayant point reçu de fondation, ou n'étant établi que depuis l'an 1600 en vertu de lettres patentes enregistrées aux parlements.

2° Qu'il s'agisse d'une simple pension viagère, donnée pour la subsistance des personnes qui prennent l'habit et font profession.

3° Que le taux de ces pensions viagères n'excède jamais, sous quelque prétexte que ce soit, la somme de 500 livres ou de 350 livres par an, suivant que le monastère envisagé se trouve ou non dans une ville qui possède un parlement.

4^o Qu'il soit passé actes de ces constitutions dotales par devant notaires, avec les père, mère, tuteur ou curateur de la religieuse.

La première disposition de l'Ordonnance de 1693: « *Défendons à tous Supérieurs et Supérieures d'iceux...* » s'applique indistinctement aux monastères d'hommes et de femmes. Le contexte le montre bien puisqu'on y emploie les deux termes « *Supérieurs* » et « *Supérieures* ». Mais l'exception portée par la seconde disposition de l'Edit: « *Permettons néanmoins...* » vise uniquement les monastères de femmes. Dans tout le corps de l'ordonnance, toutes les fois qu'il est parlé de l'exception existant au profit des monastères non fondés et établis depuis l'an 1600, les mots *religieuses et supérieures* sont régulièrement employés.

Les couvents d'hommes ne sont pas cependant dans l'impuissance absolue de rien recevoir pour leurs novices ; mais, s'ils le peuvent, ce n'est pas, nous le verrons, en vertu de l'exception établie par la déclaration de 1693, mais en vertu des articles 4 et 5 de l'édit de Février 1773, concernant les Réguliers.

Si les parents ou héritiers des personnes qui entrent dans les monastères ne sont pas en état de leur assurer une pension viagère, il leur est permis de la remplacer par le versement d'une somme d'argent, ou par la donation d'immeubles, pourvu que la dite somme d'argent, ou la valeur des immeubles ainsi donnés ne dépasse pas 8.000 livres dans les villes où il y a un parlement, et 6.000 livres partout ailleurs. Il doit être passé actes par devant notaires de la

délivrance des sommes d'argent, ou des immeubles qui seront ainsi donnés.

Les biens immeubles que l'on pourra donner, pour suppléer aux pensions viagères, seront préalablement estimés par des experts nommés d'office par les principaux juges des lieux.

L'ordonnance de 1693, dans sa troisième disposition : « *Permettons pareillement aux dits monastères...* », permet à ces mêmes monastères de recevoir les meubles, habits, et autres objets absolument indispensables lors de l'entrée en religion. Il ne suffit pas en effet de pourvoir à la subsistance annuelle de la nouvelle religieuse ; il faut encore penser aux menues dépenses de toute sorte qui doivent être soldées au moment même de l'entrée en religion. Mais la valeur des objets ainsi donnés ne doit pas dépasser 2.000 livres dans les villes où il y a un parlement, et 1.200 livres partout ailleurs. Il doit en être passé actes par devant notaires.

L'ordonnance prévoit ensuite le cas où certains monastères, abbayes, ou prieurés non exceptés et possédant des revenus, grâce à leurs fondations, prétendent néanmoins que ces sommes sont insuffisantes pour entretenir les religieuses qui s'y trouvent.

Il leur est permis de présenter aux évêques, des états de leurs revenus et charges ; les évêques en prennent connaissance, et transmettent au roi leur avis personnel sur la situation desdits monastères, abbayes ou prieurés. Ces monastères pourront être autorisés à recevoir, soit des pensions viagères, soit des sommes d'argent ou des immeubles, suivant les règles ci-dessus exprimées.

Il y a enfin des communautés séculières où l'on conserve, sous l'autorité de la Supérieure, la jouissance et la propriété de ses biens, contrairement à ce qui se passe dans les communautés régulières, où la profession religieuse entraîne la mort civile.

L'ordonnance défend aux femmes, veuves, ou filles qui s'engagent dans ces communautés séculières, d'y donner plus de 3.000 livres en fonds, outre les pensions viagères autorisées.

Cette disposition, en ce qui concerne les fonds qui peuvent être donnés dans ces sortes de communautés, fut modifiée par l'édit d'Août 1749.

Après avoir ainsi réglementé la matière des dots moniales, l'ordonnance de 1693 prononce des peines contre ceux qui contreviendraient à ses dispositions : « *Défendons pareillement aux pères, mères, etc...* »

Les pères et mères, ou toutes autres personnes, ne peuvent donner directement ou indirectement aux monastères, aucune autre chose en dehors de ce qui est permis par l'édit, sous peine d'être condamnés à une amende de 3.000 livres. Les monastères d'hommes ou de femmes qui consentiraient à recevoir plus qu'il ne leur est permis d'accepter, perdront l'objet donné ou sa valeur. Et cette disposition s'applique tout ensemble aux communautés régulières et séculières. Les hôpitaux les plus proches bénéficieront des amendes prononcées, et recueilleront les biens confisqués.

Il ne faut pas comprendre dans cette prohibition, les donations faites à un monastère pour une rétribution juste et pro-

portionnée des prières qui peuvent y être fondées, alors même que les fondateurs seraient parents, à quelque degré que ce soit, de l'une des religieuses.

Mais, s'il apparaissait pertinemment que ces donations ont été faites dans le but d'éluder les dispositions de la déclaration de 1693, et qu'elles dissimulent de véritables dots, elles seraient aussitôt annulées par les parlements.

C'est ainsi, rapporte Denizart (1), qu'une dot déguisée fut déclarée nulle par arrêt rendu le 10 juin 1732, sur les conclusions de l'avocat général : Joly de Fleury.

Un contrat de 150 livres de rentes perpétuelles, avait été constitué le 4 juillet 1724 au profit des Augustins déchaussés de la place des Victoires à Paris, connus sous le nom de *Petits Pères*. Le sieur et la dame Beville qui avaient fait cette constitution pour leur fils, avaient exprimé dans le contrat, non pas qu'elle était le prix de son entrée en religion, mais qu'elle était faite à cause de ses infirmités.

M^e Aubry, qui fut chargé de la cause des Petits Pères, prétendit que tous les règlements et les conciles ne proscrivaient les constitutions dotales, que quand elles avaient pour objet la réception du religieux ; et il argumentait des termes du contrat suivant lequel la rente n'avait pas pour objet l'entrée en religion, mais l'entretien d'un religieux infirme dans une maison qui n'est pas riche. Les juges ne s'arrêtèrent pas à cette distinction : par arrêt du 10 juin 1732, la Cour déclara le contrat nul ; en conséquence, déchargea

(1) Denizart, Vis *Dot de religieux et de religieuses*, § 8.

J. Beville et consorts et Jean-Baptiste Beville du paiement, tant des arrérages échus et à échoir de la rente, que du capital; dépens compensés (Plaidoyer, fol. 325-327, n° 8, cote 2485).

Les dernières dispositions de l'ordonnance, confirment l'édit de Décembre 1666 relatif à l'établissement des nouvelles maisons religieuses et autres communautés régulières et séculières : toutes acquisitions et donations d'héritages, rentes, ou autres immeubles, faites pour elles et à leur profit, au mépris des dispositions de l'édit de 1666, sont déclarées radicalement nulles. Ces biens que les communautés régulières ont pu acquérir de la sorte leur sont enlevés, et sont donnés aux monastères où les religieuses ont été transférées. Les biens acquis de la même sorte par les communautés séculières leur sont également enlevés, pour être distribués aux Hôtels-Dieu, et hôpitaux des lieux où ces communautés sont établies.

La déclaration de 1693 confirme et sanctionne plusieurs règles antérieurement établies par les conciles et les parlements ; aussi, décide-t-on que ses dispositions produisent un effet rétroactif, et s'appliquent aux constitutions de dots antérieures à 1693 ; cette rétroactivité est d'ailleurs nettement indiquée par le texte même de l'ordonnance, dans le passage suivant :

« Voulons que les dots et pensions ci-dessus promises et
« constituées, même pendant et depuis l'année 1667, par les
« parents ou tuteurs d'aucunes religieuses, aient lieu non obs-
« tant tous jugements et arrêts qui pourraient avoir été ren-

« dus au contraire, à condition que si les dites dots ou pen-
« sions se trouvent excéder les sommes réglées ci-dessus,
« elles demeureront réduites suivant notre présente déclá-
« ration, en cas que les pères, mères, frères et sœurs des
« dites religieuses le demandent dans six mois après l'enre-
« gistrement et la publication qui en sera faite dans nos
« cours..... »

La *déclaration de 1693 fut suivie d'un édit de 1695* qui charge tout spécialement les évêques d'empêcher tout pacte simoniaque pouvant intervenir entre le Supérieur d'un monastère et les parents, et ayant pour but de recevoir à la profession un enfant qui n'aurait pas la vocation d'être religieux. Une enquête sera faite, et l'évêque adressera au Supérieur les observations qu'il jugera nécessaire de lui faire ; si ce dernier ne tient aucun compte de la décision de son évêque, il sera suspendu. Quant aux parents qui refuseraient de recevoir leur enfant, ils seront dénoncés par l'évêque aux juges royaux.

La disposition de la déclaration de 1693 suivant laquelle il est permis, sous certaines conditions, aux parents ou héritiers de la future religieuse d'assurer en dot à cette religieuse, non pas une pension viagère, mais des biens immobiliers, fut profondément modifiée par l'édit d'Août 1749 *sur les Biens de Mainmorte*.

Cet édit : « renouvelant toutes les dispositions des lois « précédentes, sur les établissements et les acquisitions des « gens de mainmorte, y ajoutant les mesures les plus propres « à en assurer l'exécution »...fut rendu au mois d'août 1749, sous le règne de Louis XV, et par les soins du chancelier d'Aguesseau.

Le préambule de l'édit fait remarquer les inconvénients que présente, pour la conservation et la fortune des familles, la multiplication exagérée des établissements des gens de mainmorte, et l'acquisition, par ces mêmes établissements, de nombreux biens immobiliers qui cessent pour toujours d'être dans le commerce. Il arrive ainsi qu'une grande partie des fonds du royaume sont en la possession de gens qui ne les aliènent jamais, et augmentent tous les jours leur fortune primitive par de nouvelles acquisitions.

La multiplication des rentes constituées à leur profit sur des particuliers, contribue encore à l'accroissement de leur patrimoine : grâce à la négligence du débiteur à acquitter les arrérages de ces rentes, ou par suite des changements qui surviennent dans sa fortune, ils finissent par devenir propriétaires des fonds mêmes sur lesquels ces rentes étaient constituées.

Aussi, après avoir renouvelé les dispositions portées par les précédentes ordonnances relativement à l'établissement de communautés nouvelles, après en avoir assuré l'exécution par de nouvelles sanctions, l'édit de 1749 fait défense, dans son article 14, à : « tous les gens de mainmorte d'acquiescer, recevoir, ni posséder à l'avenir aucuns fonds de

« *terre, maisons, droits réels, rentes foncières non rache-*
« *tables, même des rentes constituées sur des particuliers,*
« si ce n'est après avoir obtenu lettres patentes pour parve-
« nir à la dite acquisition, et pour l'amortissement des dits
« biens, et après que les dites lettres, s'il plait au roi de les
« accorder, auront été enregistrées dans les cours de parle-
« ments ou conseils supérieurs, en la forme qui sera obser-
« vée, nonobstant toutes clauses ou dispositions générales
« qui auraient pu être insérées dans les lettres patentes ci-
« devant obtenues par les gens de main-morte, par les-
« quelles ils auraient été autorisés à recevoir ou acquérir
« des biens fonds indistinctement, ou jusqu'à concurrence
« d'une certaine somme. »

Et l'article 17 ajoute : « *Défendons de faire à l'avenir*
« *aucune disposition de dernière volonté, pour donner aux*
« *gens de mainmorte des biens de la qualité marquée par*
« *l'article 14.* Voulons que les dites dispositions soient
« déclarées nulles, quand même elles seraient faites à la
« charge d'obtenir nos lettres patentes, ou qu'au lieu de
« donner directement les dits biens aux dits gens de main-
« morte, celui qui en aurait disposé aurait ordonné qu'ils
« seraient vendus ou régis par d'autres personnes, pour en
« remettre le prix ou les revenus. »

Aux termes de l'article 14, il est donc interdit en principe à toute communauté religieuse d'acquérir aucuns fonds de terre, maisons, ou rentes foncières, en un mot : aucun droit immobilier. Si la dot moniale se compose de biens immobiliers, elle sera considérée comme nulle. Peu importe

d'ailleurs le caractère gratuit ou onéreux d'une telle constitution. La prohibition s'appliquera dans les deux cas ; qu'il s'agisse de biens acquis par vente, adjudication, échange, cession ou transport, ou dation en paiement, ou qu'il s'agisse de biens acquis par donations entre vifs (article 16 de l'ordonnance).

Cette prohibition d'acquérir, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, s'appliquera sans exception si la dot moniale immobilière a été léguée par acte de dernière volonté. Une pareille disposition serait déclarée nulle, quand même elle aurait été faite à la condition d'obtenir ultérieurement des lettres patentes d'autorisation (article 17 de l'ordonnance).

Mais, s'il s'agit d'une acquisition entre vifs de biens immobiliers, la prohibition de l'article 14 peut être levée par l'autorisation du roi, l'obtention de lettres patentes dûment enregistrées par les Parlements, et par le paiement au roi du droit d'amortissement. Ces lettres patentes ne sont accordées qu'après enquête faite sur la nature et valeur des biens immobiliers en question, et sur l'utilité ou les inconvénients de l'acquisition qu'il s'agit de réaliser (article 20).

Cette prohibition est d'ailleurs strictement limitée aux véritables biens immobiliers (art. 18) ; et les gens de main-morte restent libres d'acquérir, en dehors de toute autorisation, des rentes constituées sur l'Etat, sur le clergé, les diocèses, les pays d'Etat, les villes ou communautés.

L'article 22 de l'édit fait défense à tous notaires de passer aucun des contrats mentionnés en l'article 14, sans avoir préalablement obtenu l'autorisation mentionnée par ce

même article. Cette défense est portée à peine de nullité du contrat, d'interdiction du notaire qui aura prêté son concours, de dommages-intérêts des parties, et d'une amende pouvant varier selon les circonstances.

L'édit de 1749 ne dispose que pour l'avenir, et ne porte nulle atteinte aux dispositions faites en faveur des gens de mainmorte légitimement établis, si ces dispositions ont une date authentique antérieure à la publication de l'édit, ou ont été faites par des personnes décédées avant cette publication.

« Sous Louis XV, dit M. Esmein (1), fut rendue, par les
« soins du chancelier d'Aguesseau, une loi complète, pré-
« voyante et sévère, l'édit de 1749 concernant « *les établis-*
« *sements et acquisitions de gens de mainmorte* ». Doréna-
« vant, les établissements ecclésiastiques, et, en général, les
« établissements ayant la personnalité juridique, ne pou-
« vaient acquérir des immeubles ou des droits immobiliers
« que moyennant l'autorisation royale, par lettres patentes
« vérifiées en parlement après enquête. Encore cela ne
« s'appliquait-il qu'aux acquisitions par actes entre vifs ; les
« établissements de mainmorte étaient déclarés absolu-
« ment incapables d'acquérir par libéralité testamentaire
« des biens de cette nature ; et il était interdit de faire par
« testament une fondation nouvelle avec dotation immobi-
« lière, même sous la condition que des lettres patentes
« l'autorisant, seraient obtenues après le décès du testateur.

(1) Esmein, *Histoire du droit français*, 4^e édit., p. 622.

« D'ailleurs, les établissements de mainmorte conservaient
« la pleine liberté d'acquérir par tous les modes et sans au-
« torisation, des biens mobiliers, et spécialement des rentes
« sur l'Etat, sur la caisse du clergé, sur les pays d'Etats.
« Cette liberté laissée, s'expliquait par le peu de considéra-
« tion dont jouissait, à cette époque, la fortune mobilière. »

Le 20 juillet 1762, fut rendue une *Déclaration interprétative de l'Edit d'Août 1749 concernant les gens de mainmorte* (1).

L'article 7 de cette déclaration confirme formellement la défense adressée aux gens de mainmorte d'acquérir des biens immobiliers, et déclare positivement que les dots des religieuses ne pourront pas être fournies en immeubles.

ART. 7. — « Les communautés religieuses auxquelles il
« a été permis de recevoir des dots par la déclaration du
« 28 Avril 1693, pourront stipuler que la dot sera payable
« en un ou plusieurs termes, et que cependant l'intérêt en
« sera payé sur le pied fixé par nos ordonnances ; pourront
« même renouveler les dites obligations à l'échéance des
« termes, si mieux n'aiment convenir que, pour tenir lieu
« de dot, il sera payé une rente viagère pendant la vie de
« celle qui sera reçue religieuse ; voulons que le paiement
« de la dot, tant en principal qu'en intérêts, ainsi que des
« arrérages des rentes viagères constituées par dot, ne

(1) Isambert, *Anciennes lois*, t. XXII, p. 323.

« puisse être fait qu'en deniers ou effets mobiliers, ou en
« rentes de la nature de celles qu'il est permis aux gens de
« mainmorte d'acquérir, sans que les dites communautés
« puissent, sous prétexte du défaut de paiement, ni sous
« aucun autre, acquérir la propriété, ou se faire envoyer en
« possession d'aucun autre immeuble pour l'acquittement
« des dites dots, et ce, nonobstant toutes lois, usages et
« coutumes à ce contraires, auxquels nous avons dérogé. »

La déclaration de 1762 n'avait été enregistrée ni par le parlement de Paris, ni par celui de Rouen

Une seconde déclaration, en tous points semblable à la première, fut rendue sous Louis XVI, le 26 Mai 1774 ; elle fut enregistrée au parlement de Paris le 1^{er} Juin, et au parlement de Lorraine le 1^{er} Août de la même année.

Nous avons vu que la première disposition de l'ordonnance de 1693, réclamant dans les monastères la stricte observation des règles canoniques pour l'entrée en religion, était une disposition générale, obligatoire pour tous les monastères d'hommes et de femmes.

Il n'en est pas de même, avons-nous dit, de l'exception que porte cette même ordonnance en faveur de certains monastères de femmes non fondés, ou de fondation récente.

La permission accordée à ces monastères de recevoir des dots sous certaines conditions déterminées, ne s'applique qu'aux seuls monastères de femmes.

L'édit de février 1773, rendu sous Louis XV et sous la chancellerie de Maupeou, fait bénéficier de cette permission les monastères d'hommes.

Voyons donc à quelles conditions il est permis à ces monastères de recevoir une dot de religieux.

« L'article 4 de l'édit de Février 1773 *concernant les Ré-*
« *guliers*, est ainsi conçu : « La pension pour le temps de la
« postulance ou noviciat des religieux, ne pourra excéder
« 500 livres pour chaque année. Voulons qu'il ne puisse
« rien être exigé ou reçu en vue et considération de la ré
« ception, prise d'habit, ou de la profession desdits religieux,
« à quelque titre que ce soit, à peine d'être les maisons où il
« y aurait été contrevenu, condamnées à la restitution du
« quadruple de ce qui aurait été reçu, et ceux de nos sujets
« qui auraient souscrit ou concouru aux dits actes, à 1.000
« livres d'amende, le tout applicable à l'hôpital du lieu le
« plus voisin. »

ART. 5. — « N'entendons néanmoins empêcher les parents
« des dits religieux, de leur assurer pour le temps de leur
« vie, des pensions qui les suivront dans les différentes mai-
« sons où ils pourront faire leur résidence. Voulons que les
« dites pensions ne puissent être établies que par acte de-
« vant notaires ou testament, à peine de nullité, et qu'elles
« ne puissent, en une ou plusieurs parties, excéder, en aucun
« cas, 400 livres, et ce, sous les peines portées par l'article
« précédent. »

L'édit de Février 1773 renouvelle une fois encore la défense que les premières lois de l'Eglise avaient faite à tous les monastères sans distinction, de recevoir des dots des religieux ou religieuses qu'ils admettent à la profession.

Mais deux tempéraments viennent adoucir la rigueur du principe :

1° Il est permis aux monastères réguliers d'hommes (art. 4), de recevoir du novice une pension de 500 livres au plus par an.

2° Il est permis aux parents des religieux, de leur assurer une pension viagère qui les suivra dans leurs diverses résidences. Ces pensions devront, à peine de nullité, être établies par actes devant notaires, ou par disposition testamentaire ; elles ne pourront, en aucun cas, dépasser la somme de 400 livres.

Les dispositions de l'édit de 1773, sont sanctionnées par des peines qui atteignent à la fois les personnes qui fournissent des dots aux religieux contre le vœu des lois, et les religieux qui acceptent de telles dots.

Toute personne ayant ainsi fourni une dot non autorisée, sera condamnée à une amende de 1.000 livres, applicable à l'hôpital le plus voisin (art. 4).

D'après la déclaration de 1693, ceux qui donnaient ainsi aux monastères au delà de ce qui est permis, devaient être condamnés à 3.000 livres d'aumône au profit des Hôtels-Dieu et hôpitaux généraux des lieux. Depuis l'Edit de 1773, cette dernière disposition s'applique seulement en cas de donations irrégulières faites en faveur de communautés de femmes.

Quant aux religieux qui acceptent des dots au mépris des dispositions de l'édit de 1773, ils doivent être condamnés à restituer le quadruple de ce qu'ils ont irrégulièrement reçu.

Cette disposition (article 4) ne concerne que les monastères d'hommes, et n'a rien changé à la Déclaration de 1693 concernant les communautés de femmes régulières et séculières, déclaration d'après laquelle les religieuses ne sont condamnables qu'à la restitution de ce qu'elles ont irrégulièrement reçu.

L'édit de Février 1773 se montre plus sévère envers les religieux qui exigent une dot exagérée, que contre les donateurs qui fournissent de pareilles dots aux monastères. On a considéré sans doute que les contraventions aux lois, dans cette matière, venaient plutôt de la cupidité de certains monastères, que du zèle exagéré de certains donateurs.

Une déclaration du 17 Décembre 1774, a modifié l'article 5 de l'édit de 1773 : il y est dit que les pensions des religieux ne pourront excéder 150 livres, et que le capital n'en pourra être remboursé aux maisons religieuses, ni accepté par elles.

Pour résumer l'étude de la capacité des communautés de recevoir une dot moniale, il nous paraît utile de diviser l'historique que nous avons tracé, en quatre périodes successives :

1^o La première période remonte à la fin du viii^e siècle (concile de Nicée tenu en 789), et s'étend environ jusqu'en 1528 (concile de Sens).

Dans cette première période, il est expressément défendu aux monastères de rien exiger de ceux qui font profession, mais il leur est permis d'accepter tous les dons volontaires.

2° La seconde période commence vers l'année 1528 (concile de Sens), et s'étend jusqu'en 1693.

Il est permis aux monastères de stipuler une pension viagère modique, pourvu qu'elle soit offerte sans contrainte. Cette permission est surtout établie en faveur des monastères de filles, et lorsqu'il s'agit de recevoir des religieuses surnuméraires qu'on ne pourrait nourrir avec les seuls revenus du couvent.

Pendant la durée de cette seconde période, les parlements s'efforcèrent d'empêcher que les sommes offertes pour l'entrée en religion ne fussent excessives. De très nombreux arrêts durent annuler des constitutions de dots exagérées.

3° La troisième période a suivi la célèbre déclaration du 28 Avril 1693, rendue sous Louis XIV.

Il est permis à certains monastères de femmes non fondés, ou tout nouvellement établis, de demander une pension viagère qui ne doit pas dépasser un maximum déterminé.

D'autre part, il est absolument interdit, sous les peines les plus sévères, aux monastères non exceptés, de recevoir une dot des nouvelles religieuses : l'objet principal de la déclaration de 1693 est de rétablir la rigueur des anciens canons, et de faire ainsi cesser des abus devenus intolérables, et que n'avaient pu arrêter les nombreuses décisions des divers parlements.

4^e La quatrième période commence avec l'édit de Février 1773 sur les Réguliers (articles 4 et 5).

Il est permis sous certaines conditions, aux monastères réguliers d'hommes, de recevoir des novices, pour le temps de leur noviciat, une pension, ne devant pas dépasser un certain maximum. Ils peuvent aussi recevoir de leurs parents une pension viagère, fixée également à une quotité déterminée.

De nouvelles sanctions sont prononcées contre ceux qui donnent ou reçoivent des dots, au mépris des règles prescrites.

CHAPITRE III

THÉORIE DE LA MORT CIVILE DES RELIGIEUX DANS L'ANCIEN
DROIT. — INFLUENCE DE CETTE THÉORIE SUR LES CONSTITU-
TIONS D'AUMÔNES DOTALES.

Notre ancienne législation reconnaissait deux espèces de morts civiles : l'une qui était le résultat de la *profession religieuse*, et l'autre qui était un châtement frappant *certain*s condamnés.

La mort civile des religieux, inconnue du droit romain, fut une création de notre ancien droit : sous l'influence de causes diverses, l'usage s'en établit dès le *xiii^e* siècle dans nos pays coutumiers ; mais cet usage ne fut vraiment universellement reconnu que dans les premières années du *xvi^e* siècle, sous le règne de François I^{er}.

« Il est de règle par toute la France, écrit en 1755 un « avocat au Parlement de Paris, Richer, *que les religieux « sont morts civilement*. C'est un principe fondé sur l'auto-
« rité des lois, sur le témoignage de tous les auteurs, et sur
« la jurisprudence constante et uniforme de tous les parle-
« ments, et de tous les tribunaux du royaume. »

Cette incapacité civile des religieux s'introduisit peu à peu dans notre ancien droit, par interprétation du vœu de pauvreté que prononcent les religieux.

D'autre part, les biens de mainmorte étaient intransmissibles, et leur accumulation progressive portait ombrage aux parents des religieux. Ce fut précisément pour éviter cette accumulation de richesses, et pour soustraire la fortune patrimoniale à des partages qui l'affaiblissaient, que l'ont eut recours à la fiction juridique de la mort civile.

« La mort civile, dit Guyot (1), produit à l'égard de la « société le même effet que la mort naturelle ; elle rompt « absolument tous les liens qui étaient entre elle et celui « qui l'a encourue ; il n'est plus censé exister que par une « sorte de commisération absolument indépendante des « lois. Il perd tous ses droits, tous ses biens corporels ou « incorporels. »

A partir du 19 février 1790 (2), l'Etat cesse de reconnaître les vœux monastiques tout en continuant à admettre certains effets de ces mêmes vœux : ainsi, les ex-moines ne sont pas considérés comme capables d'exercer les droits de citoyens actifs, et sont encore incapables de succéder tant qu'ils sont en concurrence avec des parents. Le droit successoral ne fut accordé aux « ci-devant religieux et religieuses » que par un décret de la Convention du 9 octobre 1793.

La mort civile résultant de la profession religieuse, entraînait de nombreuses incapacités civiles : nous nous contenterons d'examiner celles qui peuvent avoir quelque influence sur le régime des « aumônes dotales ».

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, t. XL, p. 361.

(2) P. Viollet, *Histoire du droit civil français*, 2^e édit., p. 283.

Nous étudierons successivement :

1° La double incapacité du religieux profès de transmettre ou de recueillir des biens par succession *ab intestat*.

2° La double incapacité d'être institué légataire, ou de transmettre par disposition testamentaire.

3° La double incapacité de donner ou de recueillir par donations entre vifs.

SECTION I. — Incapacité du religieux profès de transmettre ses biens par succession « *ab intestat* ».

Au jour même de leur profession, la succession des religieux est ouverte, et leurs biens passent aux héritiers qui les auraient recueillis en cas de mort naturelle : après l'émission des vœux, « les proches parents du religieux lui succèdent, comme par mort naturelle ».

Il semble bien qu'au lendemain de ses vœux, le religieux ne devait plus rien posséder. Pourquoi donc parler de l'incapacité du religieux profès, de transmettre certains biens par succession *ab intestat* ?

Cette incapacité du religieux de transmettre, pouvait se manifester dans deux hypothèses :

1° Quand le religieux s'était formé un pécule.

2° Quand il laissait une dot moniale.

1° Les parents des religieux, dit M. l'abbé Landry (1), ne succédaient pas à son pécule.

(1) Abbé Landry, *La mort civile des religieux dans l'ancien droit français*. Etude historique et critique, 1900, p. 40 et s.

Le pécule des religieux non abbés, revenait à l'abbé s'il était régulier. L'abbé est administrateur né de son monastère et de tous les biens, meubles ou immeubles, qui lui échoient à quelque titre que ce soit.

La cote-morte ou pécule des religieux-curés, ne passait certainement pas à leur famille ; on discutait la question de savoir si elle devait revenir au monastère ou à la fabrique paroissiale.

Pour la première hypothèse milite le principe : « *Quidquid monachus acquirit, acquirit monasterio* » ; pour la seconde hypothèse, l'usage fondé par les canons de faire une part dans la succession d'un curé, en faveur des pauvres et de la fabrique. Pourquoi traiter une paroisse plus mal qu'une autre, sous prétexte qu'elle a un religieux pour curé ?

Quant au religieux-évêque, il n'était pas frappé de la même incapacité : ses parents recueillaient sa succession ; cette solution s'imposait à cause des difficultés que présentait le règlement équitable des successions des évêques (p. 40).

2° Suivant les lois civiles et ecclésiastiques, le monastère où le religieux a fait profession doit succéder au peu de biens qu'il pourrait posséder au moment de sa mort : les biens qui lui ont été constitués en dot ne retourneront pas à la famille du religieux, mais demeureront acquis au monastère.

SECTION II. — Incapacité du religieux profès de recueillir une succession « *ab intestat* ».

Le religieux frappé de mort civile, était incapable de recueillir une succession *ab intestat* : « le droit de succéder « nous vient de la qualité de citoyen ; ainsi, en perdant l'un « on perd l'autre. »

C'est l'effet nécessaire de leur renonciation au monde ; les vœux qu'ils prononcent les détachent de tous les biens temporels. Le religieux profès est incapable de recueillir la succession de ses parents, et son monastère ne peut en bénéficier à sa place.

Cette incapacité de succéder des religieux profès s'établit au ^{xiii}e siècle, dans nos pays coutumiers. Les pays de droit écrit se rattachaient plutôt aux principes posés par les constitutions du Bas-Empire, et accueillis par le droit canonique.

« Mais, dit Thomassin, le droit coutumier ayant été le « plus étendu en France, l'usage d'exclure les religieux des « successions, s'en est enfin répandu jusqu'aux provinces « de droit écrit. »

Les biens dont aurait bénéficié le religieux profès s'il n'avait été frappé d'incapacité civile, revenaient à ceux qui les auraient recueillis avec lui, à ses co-héritiers.

C'est ce qu'exprime l'ordonnance de Chateaubriant : « Seront reçus les autres parents d'iceux religieux et religieuses, à prendre et succéder à icelle succession ainsi et « par la forme et manière qu'ils eussent fait ou pu faire, si

« iceux religieux ou religieuses se fussent trouvés morts,
« au temps de l'échéance d'icelle succession. »

Tout autre était le système du droit romain où le monastère recueillait, par l'intermédiaire du religieux, les successions qui lui étaient dévolues après sa profession.

« Au moment de la profession du religieux, dit M. Paul Fournier (1), s'ouvre la succession *ab intestat* au profit de sa famille... Que si, après sa profession, des successions viennent à s'ouvrir, il n'est pas apte à les recueillir ; comme il est mort au monde, sa place est vide dans la famille. La succession qui lui eût été dévolue appartiendrait exclusivement à ceux qui eussent été ses co héritiers... La théorie admise par le droit romain, permet au monastère d'absorber la fortune de ses membres ; la théorie du droit coutumier laisse cette fortune à leur famille. La première s'explique dans une législation qui ne reconnaît que des biens individuels, la seconde s'harmonise mieux avec les législations qui admettent le principe des *propres*, c'est-à-dire des biens de famille. Aussi, dans la lutte qui, au moyen-âge, s'engagea entre ces deux systèmes, la victoire demeura à la théorie coutumière. Ce système a été appliqué et étendu par le Gallicanisme, mais il n'est pas né de lui. Il est le produit d'une coutume fort ancienne qui se forme au moment où la théorie du bien de famille, c'est-à-dire des propres, se précise et se condense en règles juridiques, et qui est, sans doute, au moins pour

(1) *Nouvelle revue historique de droit*, 1902, t. 26, p. 203.

« partie, la conséquence de cette idée que les propres, c'est-
« à dire la partie importante des fortunes, appartient à la
« famille avant d'appartenir à l'individu. Les règles du droit
« coutumier, en cette matière, ont été acceptées sans grande
« résistance, et cela pour plus d'une raison. Au XIII^e siècle,
« les anciens monastères étaient pour la plupart suffisam-
« ment dotés, les établissements que l'on fondait alors
« étaient surtout des maisons de religieux-mendiants aux-
« quelles des dotations considérables n'étaient pas néces-
« saires. Cela simplifia la tâche des juristes qui, conformé-
« ment à l'immuable tendance du droit coutumier, s'effor-
« çaient d'assurer la conservation des biens dans les familles.
« Ce système de nos coutumes, préserva les monastères de
« la tentation d'accueillir avec plus de faveur les novices
« opulents ; il mit une limite à l'accroissement des riches-
« ses monastiques. »

SECTION III. — Incapacité du religieux profès d'être institué légataire.

En droit romain, pour être capable d'une institution testamentaire, il faut être citoyen : tout individu frappé de *maxima* ou de *media capitis deminutio*, ne peut être institué légataire.

La situation du moine, à l'égard des legs qu'il peut recevoir, est donc réglée comme pour les successions *ab intestat* : ces legs deviennent la propriété du monastère. Le monastère devra les réclamer, les recueillir, et les

administrer. Le moine est mis hors de cause ; tout au plus lui demandera-t-on de faire l'acte d'acceptation, mais cette formalité n'est pas requise, et le monastère peut accepter en son lieu et place, comme fait le père de famille pour son enfant. Le monastère reste libre d'accepter même si le moine refuse, ou de refuser le legs quand bien même il l'accepterait.

En droit français, le religieux profès, frappé de mort civile, est également incapable de recueillir aucun legs.

Mais ce principe comporte une très large exception : l'incapacité que les religieux encourent, par leurs vœux, de pouvoir être institués légataires, n'empêche pas qu'on ne leur puisse constituer par testament, des pensions viagères modiques pour leur servir d'aliments, ou pour être employés à leurs études (1). Mais, pour que ces sortes de dispositions soient régulières, elles ne doivent être que d'une pension viagère, proportionnée aux besoins que le religieux peut avoir, tant pour ses études, que pour sa nourriture et son entretien. Mais le religieux ne doit pas toucher directement cette pension. En pareil cas, c'est le Procureur de la maison qui la reçoit, et c'est le Supérieur qui en règle l'usage et la destination.

L'on prétendait même que le religieux ne pouvait concéder quittance de la pension viagère qu'il s'est réservée, et qui n'est autorisée par les Parlements qu'à la condition d'être modique. Mais, depuis l'édit de Février 1773, le reli-

(1) Richer, *Traité de la mort civile*, p. 804.

gieux ayant le droit de jouir d'une pension sous certaines conditions déterminées, il semble naturel qu'il puisse en concéder quittance (art. 5 de l'édit de Février 1773).

La quittance sera délivrée par le Supérieur ou syndic de la communauté, mais sera souscrite par le religieux.

SECTION IV. — Incapacité du religieux profès de transmettre par disposition testamentaire.

Justinien refusait déjà aux religieux la faculté de tester : rien de plus naturel, puisque, d'après les règles du droit romain, les biens que possède le novice au jour de sa profession, et ceux qui peuvent lui advenir dans la suite, deviennent la propriété du monastère.

Cette incapacité de tester fut appliquée en France à tous ceux qu'atteignait la mort civile : condamnés et religieux. Nul parmi les religieux profès n'est admis à faire un testament (1). Ce principe est formulé par l'article 26 des libertés de l'Eglise gallicane. Pithou et Durand de Maillanne commentent ce principe, et estiment qu'il importe de le faire observer.

Mais nous avons vu que, suivant le système admis par le droit coutumier français, les biens que possède le novice au jour de sa profession, et ceux qui lui adviennent dans la suite, retournent à ses propres héritiers.

Il semble donc, qu'à sa mort, le religieux ne laissera au-

(1) Ricard, *Traité des donations entre vifs et testamentaires*, t. I, 1^{re} partie, ch. 3, sect. 5.

cun bien pouvant faire l'objet d'une disposition testamentaire.

Nous répondrons que l'incapacité de transmettre par testament dont est frappé le religieux, pouvait trouver son application, à propos de son pécule ou des biens qui lui avaient été constitués en dot. Nous avons vu ce que devenaient ces différents biens à la mort du religieux : leur destination est réglée d'avance, et le religieux ne pourrait modifier cette destination par une disposition testamentaire.

Cette incapacité de tester, ou toute autre incapacité provenant de la même source, n'atteint le religieux qu'au jour même de sa profession.

Les testaments des novices sont, en principe, valables, et les ordonnances d'Orléans et de Blois reconnaissent formellement leur droit de tester. Mais, aux termes de ces mêmes ordonnances, les novices ne peuvent disposer de leurs biens au profit de leur propre monastère, ou d'aucun autre. D'autre part, le novice ne peut employer la forme olographe. La date d'un testament de ce genre n'étant pas contrôlée, le religieux profès aurait pu, au moyen d'une antidate, faire respecter un testament confectionné après sa profession.

L'article 21 de l'ordonnance du mois d'Août 1735 porte que : « Ceux ou celles qui ayant fait des testaments, codicilles ou autres dernières dispositions olographes, voudront faire des vœux solennels de religion, seront tenus « de reconnaître les dits actes par devant notaires avant « que de faire les dits vœux ; sinon les dits testaments, co-

« dicelles ou autres dispositions testamentaires, demeureront
« nuls et de nul effet. »

**SECTION V. — Incapacité du religieux profès de recueillir
des biens par donations entre vifs.**

Le religieux frappé de mort civile, est incapable de recevoir aucune *donation entre vifs*. Ce principe est également admis par la législation canonique et la législation civile, avec cette différence que, selon la loi canonique, l'interdiction étant personnelle, la donation passe de plein droit au monastère, tandis que, d'après la loi civile, l'interdiction étant absolue, la libéralité retourne à celui qui prétend la faire.

Mais cette incapacité qui atteint le religieux profès, n'empêche pas qu'il lui soit fait par donations entre vifs, et sous certaines conditions que nous avons étudiées, quelque pension viagère modique. Il pourra recevoir cette pension de sa famille, ou se la réserver sur sa propre fortune, au moment de sa profession.

**SECTION VI. — Incapacité du religieux profès de transmettre
ses biens par donations entre vifs.**

Cette question d'incapacité ne peut se poser que pour les biens acquis par le religieux depuis sa profession : pour le pécule du religieux et les biens qui lui sont constitués en dot.

Incapable de les transmettre par succession testamentaire ou *ab intestat*, le religieux est également incapable de les transmettre par *donations entre vifs*.

Le religieux ne peut disposer de son pécule par disposition entre vifs. Ce principe ne comporte pas d'exception pour la partie du pécule qui consiste en immeubles. Mais les religieux qui sont pourvus d'un bénéfice ou d'un office dont les revenus sont distincts de la mense du monastère, peuvent en faire donation entre vifs ; mais encore faut-il qu'il s'agisse d'une disposition à titre particulier.

Quant aux biens constitués en dot, au profit des religieux, il est évident qu'ils n'en peuvent disposer par donations entre vifs : tant que le religieux est-en vie, ces biens permettent au monastère de le nourrir et de l'entretenir, et, à sa mort, ces mêmes biens demeurent la propriété du monastère.

Les diverses incapacités qui frappent le religieux profès, ne se produisent *qu'au moment de la profession* ; et, par « profession » il faut entendre : l'émission faite solennellement, et suivant les lois de l'église et de l'état, des vœux qui lient le religieux dans l'ordre où il désire s'engager. Cette incapacité du religieux profès cesse lorsqu'il est dégagé de ses vœux, et qu'une sentence ou arrêt en a reconnu la nullité. Le jugement qui les déclare nuls anéantit rétroactivement les effets de cette incapacité, et lui rend tous les droits qui lui étaient acquis avant sa profession, et tous ceux qu'il a pu acquérir dans la suite.

D'autre part, certains religieux profès de notre ancien droit : les *Chevaliers de Malte*, et les *Jésuites*, bénéficiaient d'une exception qui leur permettait d'exercer en partie leurs droits civils.

Aux termes de leurs statuts approuvés du pape et autorisés par le roi, les profès de l'Ordre de Malte peuvent, après avoir acquitté leurs dettes, et avec l'autorisation du grand maître, disposer par testament de la sixième partie de leur argent et de leurs biens meubles.

Ils peuvent aussi forcer leurs parents à leur faire une modique pension lorsqu'après leur retour en France, ils n'ont pu obtenir de commanderie. Il est facile d'expliquer la raison d'être de ce nouveau privilège : quand, après avoir fait profession, les Chevaliers de Malte reviennent en France sans avoir obtenu de commanderie, ils se trouvent dépourvus de tout secours. Au jour de l'émission de leurs vœux, toute leur fortune devient la propriété de leur famille, et, d'autre part, ils ne sont aidés en rien par leur Ordre qui n'est obligé, aux termes de ses statuts, de les nourrir et entretenir que lorsqu'ils résident à Malte. S'ils ne pouvaient exiger une dot de leurs parents, ils devraient recourir à la pitié publique.

L'obligation des parents cessera dès l'instant où le Chevalier aura obtenu une commanderie.

Lorsque les Chevaliers de Malte sont pris par les infidèles, leur ordre ne les rachète jamais ; ils peuvent, dans ce cas, contraindre leurs parents à les racheter aux dépens des biens provenant de leur succession, et dont ils auraient pu hériter. Mais l'obligation des parents est limitée au montant de la légitime qui doit revenir à leurs enfants.

Les Chevaliers de Malte, malgré leur mort civile, conservent, d'après leur constitution, la capacité de posséder des

pensions et pécules. Ils peuvent donc contracter à propos de leurs pécules et de leurs pensions ; ils ont qualité pour les réclamer eux-mêmes devant les tribunaux, tandis que les autres religieux ne peuvent en exiger le paiement que par l'intermédiaire de leurs Supérieurs.

Les Scolastiques et les Coadjuteurs formés de la Compagnie de Jésus, étaient incapables de tous effets civils comme les autres religieux, tant qu'ils demeuraient dans la Compagnie.

Mais, aux termes d'une ordonnance de Louis XIV du 16 Juillet 1715 (article 1^{er}), s'ils en sortent avant l'âge de trente-trois ans, ils deviennent de véritables citoyens capables de tous les actes de la vie civile.

Ceux (article 2) qui sont congédiés après trente-trois ans accomplis, demeurent incapables, et ne peuvent recueillir aucune part dans une succession directe ou collatérale, échue ou à échoir.

Cette ordonnance fut confirmée par un édit de Louis XVI en Mai 1777.

Cet édit dispose dans son article 7 : « Que les ci-devant
« Jésuites seront à l'avenir capables de recevoir tous legs
« et donations, de tester, contracter et jouir de tous les ef-
« fets civils, ainsi que les autres sujets ; sans néanmoins que
« ceux qui auraient quitté la dite société après avoir atteint
« l'âge de trente-trois ans accomplis, ou qui auraient atteint
« le dit âge lors de l'édit de Novembre 1764, puissent re-
« cueillir aucune succession. »

Une exception locale existe au profit de la *Franche-*

Comté. Cette province n'ayant été réunie à la couronne, qu'après les édits et déclarations qui ôtent aux religieux le droit de succéder, on y suit l'ordonnance de 1581 portée par Philippe II, roi d'Espagne.

Aussi cette faculté de succéder se trouve restreinte à l'usufruit des immeubles et à la propriété des meubles. Le Parlement de Paris a rendu, le 28 Février 1721, en faveur des religieuses Carmélites d'Arbois, en Franche-Comté, un arrêt conforme à cette ordonnance.

CHAPITRE IV

OBLIGATION DES PARENTS RELATIVEMENT A LA CONSTITUTION DES AUMÔNES DOTALES.— INSINUATION DES ACTES DE DOTATION.

Les parents d'une jeune fille sont-ils tenus de la doter quand elle veut se faire religieuse ?

Cette question ne pouvait se poser dans les pays de droit coutumier où le père n'était pas tenu de doter ses enfants qui se mariaient.

Mais les *pays de droit écrit* suivaient ordinairement les règles du droit romain, et nous avons vu, qu'en droit romain, la fille qui veut se marier peut contraindre judiciairement ses parents à lui fournir une dot.

Il semble que, dans les pays de droit écrit, la future religieuse dût jouir de la même faveur. Pour régler la théorie des dots moniales, la législation canonique s'était largement inspirée des règles du droit romain sur la dot matrimoniale. De leur côté, les canonistes s'accordaient à reconnaître l'obligation morale du père de famille de doter sa fille en cas de mariage spirituel, tout aussi bien que dans le cas d'un établissement matrimonial.

La formalité de l'*Insinuation*(1) fut introduite en France

(1) Guyot, *Répertoire de jurisprudence*, t. VI, p. 265.

par l'article 132 de l'ordonnance de François I^{er} donnée à Villers-Cotterets en 1539 (1). Cette formalité a pour objet d'établir la publicité des donations dans l'intérêt des tiers . lorsqu'un tiers entre en relations d'affaires avec un donateur quelconque, ce tiers a grand intérêt à savoir que ce donateur vient de se dépouiller gratuitement d'une partie de son patrimoine : il lui sera utile de connaître exactement les biens dont ce donateur n'est plus propriétaire, biens sur lesquels il ne peut plus s'obliger.

L'article 132 de l'ordonnance d'Août 1539 porte que :
 « Toutes donations qui seront faites dans la suite, seront
 « insinuées et enregistrées ès cours et juridictions ordinaires
 « des parties et des choses données, autrement seront ré-
 « putées nulles, et ne commenceront à avoir leur effet que
 « du jour de l'insinuation, et cela quant aux donations faites
 « en la présence des donataires et par eux acceptées. »

Cette ordonnance concerne-t-elle les aumônes dotales ou dots moniales ? Nous ne le croyons pas : l'ordonnance de 1539 ne soumet à la formalité de l'insinuation que les *simples donations*, et nous verrons que le contrat d'aumône dotale, envisagé dans les rapports du constituant et du monastère gratifié, doit être considéré, non pas comme une *libéralité*, mais comme un contrat à titre onéreux (2).

L'obligation d'insinuer les contrats de dotations religieu-

(1) Isambert, *op. cit.*, t. XII, p. 627.

(2) Il semble cependant que nos anciens auteurs considéraient les aumônes dotales intervenant en faveur des ordres monastiques d'hommes, comme de véritables donations. A ce titre, elles auraient donc été soumises, de tout temps, à la formalité de l'insinuation.

ses nous semble plutôt résulter de la généralité des termes employés par l'ordonnance de Moulins de 1566 (1). L'article 58 de cette ordonnance exige, à peine de nullité, l'insinuation : « de toutes donations faites entre vifs, mutuelles, « réciproques, *onéreuses*, en faveur de mariage, et autres, « de quelque forme et qualité qu'elles soient. »

L'article 3 de la Déclaration du 20 Mars 1708 déclare expressément les *actes de dotation* sujets à la formalité de l'insinuation : et, aux termes du tarif du 29 Septembre 1722, le droit en est dû : « à raison du capital au denier dix de la rente viagère, en y joignant les sommes données en argent. »

Pour éviter le paiement de ce droit d'insinuation qui atteignait les dotations religieuses, les notaires, de concert avec les parties, se gardaient de confectionner de nouveaux contrats de constitutions de dots, et se bornaient à dresser quittance des sommes promises pour les dotations.

Aussi, fut-il décidé, par arrêt de règlement du 20 Septembre 1729, que dans les quittances délivrées par les Supérieurs ou Supérieures des couvents ou monastères, aux personnes chargées d'acquitter les dotations de religieux ou de religieuses, les notaires devaient faire mention du contrat de dotation, de l'insinuation de ce contrat, du nom du bureau où il aurait été insinué, et de la somme reçue.

Si les notaires ne se conformaient pas à ces diverses prescriptions, ou si le contrat de dotation n'avait pas été dressé, le droit d'insinuation serait alors perçu sur la somme même énoncée dans la quittance.

(1) Isambert, *op. cit.*, t. XIV, p. 204 et 205.

L'Ordonnance (1) de 1731 confirme les ordonnances précédentes, et soumet à la formalité de l'insinuation, à peine de nullité, « toutes donations même rémunératoires ou mutuelles quand même elles seraient entièrement égales, ou « celles qui seraient faites à la charge de services et de fondations. »

L'article 19 de cette même ordonnance dispense de cette formalité, les donations faites en ligne directe dans les contrats de mariage ; mais cette dispense est seulement établie en faveur de la dot matrimoniale, et ne saurait s'étendre au cas de dotation religieuse.

Une instance générale au sujet des dotations de religieux fut portée au Conseil par le clergé, et donna lieu à une décision du 23 Septembre 1738, suivant laquelle les fermiers du domaine doivent surseoir à toutes poursuites contre les communautés.

Au cours de cette instance, les représentants du clergé soutinrent qu'il y avait deux sortes de dotations : celles qui contiennent une donation d'immeubles, et celles qui, faites sans contrat ni quittance, consistent en une donation d'une somme modique que l'on remet annuellement à la communauté : les premières ont toujours été soumises au droit d'insinuation, mais les secondes ne doivent et ne peuvent être assujetties.

Par arrêt du conseil du 3 Mars 1739, il fut décidé de surseoir à toute poursuite contre les communautés de reli-

(1) Article 20.

gieux, pour le paiement des droits d'insinuation des dotations de la seconde catégorie.

Les religieux s'appuyant sur cet arrêt, évitèrent de passer des actes de dotation par devant notaires, et se contentèrent de donner aux parents une simple quittance sous seing privé ; en agissant ainsi, les parties bénéficiaient de la surséance ordonnée par l'arrêt du 3 Mars 1739, pour les dotations dont il n'y avait ni contrat ni quittance passés devant notaires.

Mais un arrêt du 14 Septembre 1773, renouvelle les dispositions des anciens règlements, et assujettit généralement toutes les dotations religieuses au droit de contrôle et d'insinuation.

Les communautés religieuses doivent faire dresser devant notaires toutes les donations, cessions ou obligations faites pour cause de dotation en faveur de profession religieuse dans les communautés et monastères, et cela, sous les peines portées par la déclaration du 28 Avril 1693. Il peut cependant être fait donation aux communautés par acte sous seing privé, de choses mobilières n'excédant pas 300 livres.

D'autre part, ces actes de dotation passés devant notaires doivent être contrôlés et insinués dans le délai de 15 jours, à la diligence des notaires qui les auront passés, sous peine de 300 livres d'amende pour chaque contravention et contre chacun des contrevenants.

Sont également dispensées de ce droit d'insinuation, les donations de choses mobilières qui n'excèdent pas 300 livres. Elles ne sont soumises au droit de contrôle que dans les cas où elles sont mises à exécution.

Le droit de contrôle des actes de dotations religieuses a été fixé par l'article 27 du tarif du 29 Septembre 1722 : les droits seront payés sur le pied du capital de la rente au denier dix, suivant l'article 3 du tarif, et quand dans les constitutions de pensions pour dotation, il y aura des sommes payées en argent, le capital de la pension au denier dix y sera joint, et le droit payé pour le total.

Il n'est pas dû de droit d'*amortissement* quand la dotation religieuse consiste en une somme d'argent ou en une constitution de rente ; mais lorsque, pour dot, il est cédé à une communauté de religieux un fonds de terre, une rente foncière, rachetable ou non rachetable, le droit d'amortissement en est dû. En devenant biens de mainmorte, ces biens vont être immobilisés ; il faut donc en payer l'amortissement.

CHAPITRE V

NATURE ET CARACTÈRES DE L'AUMÔNE DOTALE DANS NOTRE ANCIEN DROIT.

La dot matrimoniale présente un caractère différent, selon qu'on envisage les rapports qui s'établissent entre le constituant et la jeune fille dotée, ou ceux qui se forment entre le constituant et le mari bénéficiaire de cette dot.

A l'égard de la jeune fille dotée, la constitution de dot matrimoniale présente le caractère d'une *libéralité*, d'une véritable donation, tandis qu'au regard du mari, la dot constitue un contrat à *titre onéreux*, du genre *do ut des*.

Le mari qui reçoit la dot, doit subvenir aux frais du ménage.

Nous suivrons la même distinction pour étudier la nature de l'aumône dotale, et nous envisagerons successivement les rapports qui s'établissent entre le constituant et la religieuse dotée, et ceux qui se forment entre le constituant et le monastère ou communauté qui reçoit l'aumône dotale.

A l'égard de la jeune fille dotée, le contrat d'aumône dotale constitue une véritable *donation*.

Mais s'agit-il là d'une donation *entre vifs*, ou d'une donation à *cause de mort* ?

La question n'est pas nouvelle et fut discutée par plusieurs auteurs dans notre ancien droit.

« C'est une question, dit Ferrières dans son *Commen-*
 « *taire* (1) *sur l'article 277 de la coutume de Paris*, si la dona-
 « tion entre vifs faite par un novice, avant de faire profession,
 « est valable comme donation entre vifs, ou si elle ne peut
 « valoir que comme une donation testamentaire et à cause
 « de mort, et comme telle réductible à ce dont il est permis
 « de disposer par dernière volonté ? Il semble que de telles
 « donations sont valables comme donations entre vifs, parce
 « que cet article ne parle que de la mort naturelle, et par-
 « tant, il ne doit pas être étendu au cas de mort civile. Néan-
 « moins, la Cour a jugé le contraire par ses arrêts parce qu'il
 « y a parité de raison. »

Mais la majorité de nos anciens auteurs ne partageaient pas l'opinion de Ferrières, et envisageaient ces sortes de donations *comme des donations à cause de mort* (2).

Dans son *Traité des donations*, Ricard se demande si les donations faites par les religieuses pendant le temps de leur noviciat, peuvent être réputées entre vifs : « Pour juger la
 « qualité des donations, dit-il, on ne regarde pas tant à la
 « santé du corps qu'à la disposition de l'esprit. Il faut dis-
 « cerner si la pensée du donateur est de se dépouiller lui-
 « même, ou ses héritiers seulement. Ici, le donateur se dé-
 « pouille dans le dessein qu'il a d'embrasser la vie monasti-

(1) Article 277 de la Coutume de Paris : « Toutes donations entre
 « vifs faites par des personnes gisant au lit, malades de la maladie
 « dont elles décèdent, sont réputées faites à cause de mort et testamen-
 « taires, et non entre vifs. »

(2) Dans le droit récent, Demolombe (*Donations et testaments*, t. I, n° 36) signale la difficulté sans la résoudre.

« que, et de mourir civilement dans peu de temps... Pour
« ne rien déguiser de mon avis, il ne va pas seulement à
« croire que les donations de celui qui est dans le dessein
« de se faire religieux, étant actuellement dans l'exercice
« du noviciat, doivent passer comme faites à cause de mort,
« mais j'estime pareillement que, pour leur attribuer cette
« qualité, il suffit qu'il paraisse que le donateur fut dans un
« dessein formel d'embrasser la vie religieuse, comme s'il
« avait déjà son obédience et qu'il fut proche d'y faire son
« entrée, puisque, par ces considérations, il est aisé de dis-
« cerner la qualité de la donation qui est faite dans cet état
« et dans ce dessein, et que la pensée de disposer de ses
« biens n'est venue au donateur, qu'avec celle de quitter le
« monde. »

Faites en vue de l'entrée en religion, ces donations l'étaient aussi en vue de la mort civile qui résultait de la prise d'habit ou profession religieuse.

Mais si la cause d'une pareille donation venait à disparaître, la donation était aussitôt annulée, et le couvent devait rendre la dot moniale.

C'est ce qui se produisait lorsque la religieuse ayant réclamé contre ses vœux, ou étant renvoyée par la communauté : *« était restituée au siècle. »*

Il en était de même au cas de translation dans un ordre plus austère, ou quand la religieuse avait fait profession *« in articulo mortis »*, ou quand elle quittait le couvent avant d'avoir prononcé ses vœux.

Héricourt, Ricard, Denizart, Durand de Maillanne, Feb-

vret, Le Plestre, et la plupart de nos anciens auteurs se rattachaient à cette solution, et pensaient, qu'en pareil cas, il y avait lieu de restituer la dot versée.

La raison qu'ils en donnaient était que la restitution a lieu de plein droit, quand on a donné une chose pour une cause qui n'a point reçu son exécution : « *Datum ob rem re non secuta, condici posse ut datum sine causa* », disait Cujas.

L'aumône dotale a été faite en considération de la profession religieuse qui entraîne mort civile ; si la religieuse quitte le couvent avant d'avoir prononcé ses vœux, ou si, après les avoir irrégulièrement prononcés, elle en obtient la dispense, la cause même de la donation disparaît, et la donation tombe parce qu'elle est désormais sans cause.

Les divers parlements rendirent plusieurs arrêts qui confirment en tout point la doctrine des auteurs.

C'est ainsi que la demoiselle de Montebenne ayant fait annuler ses vœux, obtint, par arrêt du parlement de Paris en date du 10 Juillet 1684, la restitution de la dot versée au couvent de l'Abbaye au Bois de la ville de Royes.

La dot versée en 1648 était de 3.000 livres ; le couvent s'obligeait à faire les frais de la profession, à nourrir, loger, entretenir et soigner, sa vie durant, la demoiselle de Montebenne ; on devait de plus lui payer une rente viagère de 100 livres au cas où elle quitterait ce couvent pour aller ailleurs. En 1655, un rescrit de Rome restituait la demoiselle de Montebenne contre ses vœux, et sa profession était annulée en 1666.

L'avocat de la famille de Montebenne, M^e le Verrier, exi-

geait la restitution de la dot de trois mille livres, qui avait été versée en vue de la profession religieuse.

La profession étant déclarée nulle, il n'y avait plus de dot, ni de motifs légitimes de la retenir.

Les religieuses de l'Abbaye au Bois objectaient qu'il n'avait pas dépendu d'elles que la profession ne fut valable.

Mais, répondait M^e le Verrier, la condition de la donation ne dépendait pas seulement de la volonté des religieuses de recevoir cette jeune fille à la profession, mais dépendait aussi de la volonté de cette jeune fille qui devait faire une profession valable.

Quand une donation est faite sous condition, cette condition est de l'essence même de la donation, et cette donation n'est point parfaite si la condition n'est pas accomplie.

Dans l'espèce, on a donné trois mille livres aux religieuses. A-t-on voulu faire une simple libéralité, une donation pure et simple ? Non ; la donation a été faite à la condition que la jeune fille se fasse religieuse. Elle ne l'a pas été, puisque sa profession a été déclarée nulle ; donc il y a lieu à la répétition des trois mille livres, puisque ce qui a été la cause même de la donation vient à disparaître.

M^e le Verrier invoquait l'opinion de Tedeschi dit le « *Panormitain* », célèbre canoniste du xv^e siècle : il traite cette question dans le chapitre : « *quod a te clericis conjugatis* », et la tranche dans le même sens. Quand une personne fait une donation au moment où elle entre en religion, et quitte le couvent dans la suite, la donation est révoquée parce qu'une telle donation est censée faite dans la vue de la profession seulement.

Cette hypothèse vise le cas d'une personne qui, ne pouvant s'accoutumer à la règle du couvent, en sort pendant l'année du noviciat.

Il faut donner la même solution dans le cas où la profession a été prononcée, et où le profès est régulièrement dispensé de ses vœux. [C'est l'hypothèse soumise au Parlement de Paris.] La profession ayant été déclarée nulle, la donation est révoquée parce qu'elle n'a été faite qu'en vue de la mort civile. De même que les donations à cause de mort sont révoquées de plein droit, si la mort naturelle du donateur ne s'ensuit pas, ainsi, la donation faite par une novice qui doit mourir civilement en faisant profession, est révoquée, si la mort civile ne se produit pas.

Les religieuses soutenaient de leur côté que la somme de trois mille livres leur était acquise, puisque la demoiselle H. de Montebenne était sortie de son propre gré de l'Abbaye au Bois. D'autre part, les religieuses avaient dû supporter des frais considérables au moment de la profession, et les dépenses d'entretien et de nourriture de la religieuse, avaient dépassé de beaucoup l'intérêt de la somme de trois mille livres.

L'arrêt du parlement de Paris reconnut le bien fondé des prétentions de la demoiselle de Montebenne, et condamna les religieuses à restituer 2.500 livres sur les 3.000 livres versées. Le surplus de cette somme et les intérêts restaient acquis au couvent, et devaient le dédommager des frais de vêtue et de profession.

Le Parlement d'Aix, par arrêt du 11 Mai 1645, jugea

qu'une religieuse sortie de son monastère pour entrer dans un autre monastère d'une règle plus austère, peut réclamer la dot versée au premier monastère (1).

Il fut jugé par deux arrêts du parlement de Provence, l'un du 21 octobre 1641, l'autre du 15 mai 1654, que la profession d'une novice ayant été faite le 11^e mois de son noviciat, étant *in articulo mortis*, les héritiers étaient déchargés du paiement de la somme promise au monastère.

Le parlement de Provence, par arrêt du 3 Août 1646, a déclaré nulle la clause suivant laquelle un novice venant à sortir du monastère ou à décéder sans faire profession, la dot, ou partie de cette dot, serait acquise au couvent (2).

Ainsi, la plupart de nos anciens auteurs, et à leur suite, les divers parlements, envisageaient les donations faites à un novice en vue de son entrée au couvent, comme des *donations à cause de mort*.

On peut assurément reconnaître entre ces deux institutions plusieurs points de rapprochement. Dans les deux cas il s'agit d'une donation, et d'une donation sous condition. En cas d'aumône dotale, la donation est faite sous la condition de la prononciation des vœux de religion devant entraîner la mort civile ; la condition à cause de mort est faite sous condition de survie du donataire.

La donation à cause de mort était faite en vue d'un danger de mort plus ou moins imminent, auquel le donateur se voyait exposé, par exemple à la veille d'une bataille, ou pen-

(1) *Mémoires du clergé*, t. IV, p. 1004.

(2) *Mémoires du clergé*, t. IV, p. 1610 et suiv.

dant le cours d'une maladie ; elle était résolue de plein droit si le donateur échappait à ce danger. Le contrat d'aumône dotale intervenait également en prévision de la mort civile qui devait atteindre le religieux profès ; mais si, pour un motif quelconque, le religieux échappe à l'incapacité dont il est menacé, s'il sort du couvent avant d'avoir prononcé ses vœux, ou si, après les avoir prononcés, il en obtient l'annulation, ce contrat est résolu de plein droit.

Pour peu qu'on étudie les caractères que présentaient dans notre ancien droit les donations à cause de mort, on doit, nous semble-t-il, reconnaître qu'elles se différenciaient très nettement du contrat d'aumône dotale.

Qu'était ce, en effet, qu'une donation à cause de mort ?

C'était (1) une libéralité qui se faisait par contrat comme la donation entre vifs, mais qui produisait à peu près les effets d'un testament.

Ainsi, l'effet de la donation à cause de mort était subordonné au prédécès du donateur : si le donateur survivait au donataire, la donation s'évanouissait.

En outre, la donation à cause de mort était essentiellement *révocable au gré du donateur*, et, dans notre ancien droit, cette révocabilité était considérée comme la marque distinctive de toute donation à cause de mort (2).

Ces deux caractères de la donation à cause de mort, nous

(1) Planiol, *op. cit.*, t. III, p. 728 et 729.

(2) « Les donations entre vifs saisissent et sont irrévocables ; les donations à cause de mort sont révocables et ne saisissent point. » — Ferrière, *Dictionnaire de droit*, V^o *Donation*.

ne les rencontrons pas dans les aumônes dotales. De telles libéralités sont irrévocables dès le moment où elles sont faites, et, comme elles s'adressent à des individus qui meurent au monde en faisant profession, il ne peut être question de subordonner leur efficacité à la condition de survie du donataire.

Il eût été, pensons-nous, plus juridique de considérer les aumônes dotales comme de véritables *donations entre vifs, mais subordonnées à la mort civile* du religieux ou de la religieuse auxquels elles s'adressent.

Les choses se passent à peu près de la même façon dans les donations faites par les parents ou amis des futurs époux, en vue de faciliter leur mariage. Ce sont des donations entre vifs faites en faveur du mariage, et subordonnées à la condition de l'accomplissement de ce mariage : « *si nuptiæ sequantur.* »

Si le mariage n'a pas lieu, ou s'il est annulé après sa célébration et qu'il ne vaille pas comme mariage putatif, la donation doit être considérée comme caduque (1).

A l'égard de la jeune fille dotée, le contrat d'aumône dotale présente, nous l'avons vu, le caractère d'acte à titre gratuit. En est-il de même si l'on envisage les rapports juridiques qui s'établissent entre le constituant, et le monastère ou couvent bénéficiaire de la dot moniale ?

A l'égard du couvent bénéficiaire de l'aumône dotale, y a-t-il acte à titre gratuit ou acte à titre onéreux ?

(1) Article 1088 du code civil : « Toute donation faite en faveur du mariage sera caduque, si le mariage ne s'ensuit pas. »

Nos anciens auteurs n'étaient pas d'accord sur cette question, et les deux solutions furent également soutenues : Pothier adopta successivement l'une et l'autre. Dans son Introduction au titre xv^e de la coutume d'Orléans (n^o 73), comparant la dot donnée à une jeune fille pour sa profession religieuse à celle qu'elle reçoit en vue de son mariage, Pothier constate que la dot matrimoniale est *sujette à la légitime* des autres enfants, quoique le mari la reçoive pour supporter les charges du mariage. Il doit en être de même de la dot reçue en vue de la profession religieuse, bien qu'elle soit destinée à subvenir à la nourriture et entretien de la jeune fille.

Après avoir ainsi adopté la théorie de l'acte à *titre gratuit*, Pothier conclut, dans son *Traité des donations entre vifs*, en faveur de la théorie de l'acte à *titre onéreux*.

« La dot (1) fournie pour la profession religieuse d'une fille, est-elle sujette au retranchement de la légitime des autres enfants ? »

« Je ne le pense pas, dit-il, car ce n'est pas une donation qui est faite à la fille, qui, par sa profession religieuse, devient incapable d'acquérir ; ce n'est pas non plus une donation qui est faite au couvent qui reçoit la somme étant donnée à titre onéreux, et pour le prix des aliments que le couvent se charge de fournir à cette fille. »

Dumoulin commentant l'article 14 de la Coutume d'Auvergne, et Merlin dans son *Répertoire de jurisprudence*,

(1) Pothier, *Traité des donations entre vifs*, sect. III, art. 3, § 2, n^o 221.

considèrent l'aumône dotale comme une *libéralité*, et la déclarent, pour ce motif, *sujette au retranchement de la légitime*.

La renonciation (1) faite à la succession tant paternelle que maternelle par une fille qui se marie, n'empêche pas qu'elle ne fasse nombre pour le règlement de la légitime de ses frères et sœurs. Pourquoi ne pas décider la même chose à l'égard de la fille exclue par la profession religieuse ? D'ailleurs, l'enfant deshérité doit être compté lorsque son père lui a fait, de son vivant, une donation entre vifs. Or, l'exclusion d'une religieuse ne diffère pas de celle d'un exhérédé. Pourquoi ne pas appliquer à l'un ce qui a été établi à l'égard de l'autre ?

Roussilhe, Lebrun, Furgole, Ricard, Boniface, Ferrières, sont d'un avis opposé, et voient dans l'aumône dotale versée au couvent un contrat à *titre onéreux*.

« Les enfants qui ont fait profession, dit Lebrun dans son « *Traité des successions* (2), ne font point *part pour la* « *supputation de la légitime*, parce qu'ils sont incapables « de succéder, et la constitution de dot qui leur a été faite « est plutôt un *contrat onéreux* passé avec le couvent, qu'une « donation exercée en leur droit. Aussi, cette dot n'augmente « pas la masse des biens sur laquelle on fixe la légitime, « comme elle ne souffre point aussi le retranchement et la « réduction qui se fait pour fournir la légitime aux en- « fants. »

(1) Merlin, *Répertoire de jurisprudence*, V° *Légitime*, sect. 8, § 1 et 2.

(2) Lebrun, *Traité des successions*, livre II, ch. III, section VI, n° 15.

Lebrun (1) constate que Chopin et Dumoulin, commentant l'article 248 de la Coutume d'Anjou, considèrent les dots de religieuses comme des donations faites aux enfants ; mais il faut se garder de généraliser l'opinion de ces auteurs, et de leur faire dire plus qu'ils n'ont voulu dire : certaines successions nobles des Coutumes de Bretagne et d'Anjou étaient réglées d'une façon toute particulière. Lorsque, dans ces Coutumes, un ou plusieurs enfants entraient au couvent, la part de fortune qui leur serait revenue s'ils n'avaient pas quitté le monde, devenait la propriété de l'aîné. C'est ce qu'exprime très clairement l'article 248 de la Coutume d'Anjou : « Si noble homme met son fils ou sa fille
« en religion, le fils aîné d'icelui homme noble, prendra en
« la succession la portion qui y eût pris le dit fils ou fille
« religieux ou religieuse, s'ils fussent demeurés séculiers. »

« Ainsi, continue Lebrun, dans les Coutumes qui n'ont
« point de semblable disposition, il est plus expédient de
« considérer ces dots comme des contrats onéreux faits
« avec les monastères ; parce qu'autrement, non seulement
« les religieux qui sont incapables feraient nombre, et leurs
« dots entreraient dans la masse des biens, mais elles pour-
« raient souffrir le retranchement et la réduction pour la
« légitime des enfants qui restent au monde, ce qui irait à
« troubler le repos de la plupart des monastères et à multi-
« plier les procès. »

Lebrun ne se laisse pas arrêter par l'objection présentée

(1) Lebrun, *Traité des successions*, livre II, ch. III, section VII, n° 18.

par Merlin (1), objection tirée de ce fait que le donataire deshérité doit être compté, lorsqu'il a recueilli avant son exhérédation une donation entre vifs. La fille religieuse qui a reçu une dot de son père, et qui a été dans la suite frappée de mort civile, ne doit-elle pas être assimilée au donataire deshérité, et ne faut-il pas dire que sa dot doit compter pour le calcul de la légitime ?

« La raison de la différence, répond Lebrun, est que l'on « a contracté avec l'exhéréhé quand on lui a donné avant « son exhérédation, au lieu que l'on a contracté avec le « couvent quand on lui a constitué une dot pour la fille « religieuse ; aussi elle n'en aura jamais ni aucune reprise, « ni aucun remploi ; enfin, dans le moment que cette do- « nation a effet, la fille devient incapable par ses vœux. »

Furgole, avocat au parlement de Toulouse, commentant l'article 34 de l'Ordonnance de 1731, déclare également qu'il ne faut pas comprendre dans la composition du patrimoine, les aumônes dotales ou l'argent qui est baillé au monastère pour la réception du fils ou de la fille religieuse, parce que la chose est baillée à *titre onéreux* (2) à l'égard du couvent, et, qu'au moyen de cet argent, le fils ou la fille religieuse ne sont pas comptés pour le règlement de la légitime puisqu'ils sont morts civilement, et, qu'ainsi : « *Non faciunt partem nec admittuntur ad partem.* »

(1) Voir plus haut, p. 127.

(2) La même solution était généralement admise dans l'ancien droit à l'égard des donations faites pour *titre sacerdotal*, quand ces donations n'excédaient pas le taux réglé par les statuts du diocèse.

S'il nous fallait prendre parti entre les deux théories soutenues par nos anciens auteurs, relativement au caractère gratuit ou onéreux des constitutions de dots au profit des couvents ou monastères, nous adopterions sans hésiter la théorie de *l'acte à titre onéreux*.

Il est bien évident que le père de famille dotant le couvent où sa fille devait entrer, n'entendait pas faire à ce couvent une pure libéralité : le contrat d'aumône dotale comporte des obligations réciproques ; la religieuse doit apporter une dot ; elle doit se soumettre aux statuts de la congrégation dont elle va faire partie, et lui fournir les diverses prestations de services prévues par ces statuts.

Mais, en échange, le couvent s'engage, moyennant la dot qui lui est versée, à prendre à sa charge la nourriture, le logement, l'entretien, les soins tant en santé qu'en maladie de la religieuse.

Ce n'est donc pas là un contrat de bienfaisance dans lequel une partie procure à une autre un avantage purement gratuit, mais bien un contrat *synallagmatique*, à titre onéreux, assujettissant chacune des parties (la religieuse et le couvent), à donner ou à faire quelque chose (art. 1106, c. civ.).

Etant un contrat à titre onéreux, il faut décider que ni l'action en rapport, ni l'action en retranchement n'étaient recevables, dans notre ancien droit, contre la religieuse bénéficiaire de la constitution dotale. D'autre part, la somme donnée comme aumône dotale ne devait pas être comptée dans le calcul de la quotité disponible.

L'opinion suivant laquelle l'aumône dotale n'était pas

sujette au rapport se trouve en harmonie avec les dispositions de l'ordonnance du 28 Avril 1693, dispositions d'après lesquelles, la somme payée par un père lors de l'entrée dans un monastère de l'un de ses enfants, était considérée comme une *prestation alimentaire* destinée aux besoins et à l'entretien de cet enfant, et se trouvait, à ce titre, dispensée du rapport (1).

D'ailleurs, la religieuse étant morte au monde, et n'ayant plus rien à prétendre sur les biens de son père, il était tout juste de considérer la somme versée au couvent non pas comme une donation en avancement d'hoirie sujette à rapport ou à réduction, mais bien comme un traité onéreux fait par le père avec le couvent.

On ne considérait l'aumône dotale comme un contrat à titre onéreux, que lorsqu'il existait une sage proportion entre le chiffre de cette aumône, et les frais d'entretien pour lesquels elle était versée.

Il n'était permis d'en recevoir que dans les cas prévus par les ordonnances, et notamment par celle de 1693, et le taux n'en devait pas être exagéré.

La question de savoir dans quels cas l'aumône dotale cessait de constituer un contrat à titre onéreux pour devenir une libéralité, était très simplement réglée dans notre ancien droit : il suffisait de s'en rapporter aux règles fixées par

(1) Cette solution est admise par l'article 852 du code civil : « Les « frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les « frais ordinaires d'équipement, ceux de noces, et présents d'usages « ne doivent pas être rapportés. »

les ordonnances, et notamment par l'ordonnance de 1693 qui établissait le taux maximum que ces aumônes ne devaient pas dépasser.

Si un monastère consentait à recevoir plus qu'il ne lui était permis d'accepter, la somme versée était considérée comme une libéralité prohibée dont il ne pouvait pas profiter.

D'autre part, il est douteux que nos anciens auteurs aient considéré l'aumône dotale comme un contrat à titre onéreux, quand elle intervenait en faveur des ordres monastiques *d'hommes*.

Ricard (1) semble plutôt y voir de véritables donations : « Il y a, nous dit-il, une grande différence à faire, en cette occasion, entre les hommes qui peuvent subsister de leur travail, si le monastère n'est pas suffisamment fondé, et les filles, auxquelles le sexe doit interdire toute sorte de commerce avec le monde. »

L'aumône dotale présentait encore, dans notre ancien droit, plusieurs caractères distinctifs qu'il nous faut maintenant exposer brièvement.

C'était un *contrat synallagmatique*, entraînant à la charge de chacune des parties des obligations réciproques : le nouveau religieux s'engageait à verser une certaine somme au couvent où il devait entrer, et, de son côté, le couvent lui promettait de le nourrir, loger, vêtir et soigner tant en santé qu'en maladie.

(1) Ricard, *Traité des donations entre vifs*, 1^{er} partie, n° 1144.

On pourrait cependant contester ce caractère synallagmatique de l'aumône dotale en disant, qu'une fois la somme promise versée, il n'y a plus d'obligations qu'à la charge du couvent ou monastère. Après avoir versé la dot convenue, le religieux a fait, semble-t-il, tout ce qu'on attendait de lui. On ne peut donc plus lui demander d'accomplir une nouvelle prestation.

La situation est bien différente pour le couvent ou monastère : après avoir versé la somme promise, et avoir admis le novice à la profession, ce monastère n'est pas libéré vis-à-vis du nouveau religieux. Tout au contraire, c'est à partir de cet instant que ses obligations se précisent, et qu'il doit le nourrir, loger, vêtir et soigner jusqu'à sa mort.

Une pareille objection (1) tombe d'elle-même pour peu qu'on étudie avec attention le contrat d'aumône dotale : en versant au couvent la dot convenue, le religieux s'est acquitté de l'une de ses obligations vis-à-vis du couvent, mais il doit encore accomplir certains devoirs d'un ordre différent : il doit se conformer aux statuts de la maison où il entre, et accomplir les diverses prestations de services prévues par ces statuts.

Le contrat d'aumône dotale était fait *intuitu personæ* : le futur religieux choisissait la communauté où il désirait entrer, et, de son côté, la communauté ne recevait un religieux à la profession, que s'il était apte à remplir les devoirs religieux que comportaient les statuts de cette communauté.

(1) H. Lalou, *op. cit.*, p. 227.

L'aumône dotale devait enfin être considérée comme un *contrat aléatoire* : aucune des parties ne peut apprécier immédiatement le bénéfice ou la perte qui peut résulter pour elle de ce contrat, car cette évaluation dépend, pour les deux parties, d'un événement incertain : la durée de la vie de la religieuse (art. 1104-2°, c. civ.). La somme versée à titre d'aumône dotale est définitivement acquise au couvent, quelle que soit la durée de la vie de la religieuse ou le temps de sa présence dans le couvent. Si elle vient à mourir au bout de quelques mois, le couvent, bien que dégagé de toute obligation, gardera néanmoins la somme versée. Mais, d'autre part, quelle que soit la durée de la vie de cette même religieuse, et aussi longtemps qu'elle se prolongera, le couvent restera tenu de lui prodiguer ses soins sans pouvoir exiger aucun supplément de dotation.

Contrat synallagmatique et à titre onéreux, aléatoire et intervenant *intuitu personæ*, l'aumône dotale se rapproche singulièrement d'un contrat connu de notre ancien droit : le *Bail à nourriture* (1).

C'était une convention par laquelle une personne stipulait d'une autre, les soins, l'entretien, le logement et la nourriture, soit pour un temps déterminé, soit à vie, moyennant l'abandon de certains biens, ou le paiement annuel d'une certaine somme. Cette convention se rencontrait autrefois dans les *baux à nourriture de mineurs*, dans les *démissions*

(1) Sur le « *Bail à nourriture* », voyez la thèse très complète de M. H. Lalou.

ou donations de biens à charge de nourriture et d'entretien, au profit du demettant ou du donateur.

Ce sont là autant de variétés du bail à nourriture ; mais quel que soit le contrat envisagé, il est facile d'y reconnaître des caractères absolument identiques à ceux qui distinguent le contrat d'aumône dotale.

Le bail à nourriture est un contrat *innomé, sui generis*, de l'espèce *do ut facias*, c'est un contrat *synallagmatique*, puisque chacun des deux contractants, preneur et bailleur, s'oblige réciproquement l'un envers l'autre. C'est un contrat *à titre onéreux*, car chacune des parties reçoit quelque chose de l'autre : le bailleur à nourriture reçoit les aliments et les soins qui lui sont nécessaires, tandis que le preneur reçoit une somme d'argent déterminée.

Le bail à nourriture (1) fait pour la vie du bailleur, moyennant un abandon de biens de sa part, est une variété d'aliénation à fonds perdu : c'est donc un contrat essentiellement *aléatoire*. Il en est de même quand il n'est consenti que pour une période fixe. Le prix que paie le bailleur dans ce cas, est encore un forfait. Il y a risque pour le bailleur aussi bien que pour le preneur : le bailleur s'il avait su qu'il serait bien portant, n'aurait peut-être pas promis au preneur une somme aussi forte ; le preneur, s'il avait été certain que l'état de son pensionnaire dut nécessiter des soins coûteux, aurait exigé un prix plus élevé.

Enfin, comme l'aumône dotale, le bail à nourriture est

(1) Lalou, *op. cit.*, p. 205 et suiv.

un contrat fait *intuitu personæ*, et engendrant à la charge du preneur une *obligation de faire*. Lorsque le preneur s'engage à prendre chez lui le bailleur à nourriture, à le nourrir, et à l'admettre à son foyer, il n'est pas sans savoir à quel individu il s'adresse ; ce qu'il consent à faire pour l'un, il ne consentirait pas à le faire pour un autre.

De son côté, le bailleur, en abandonnant tout ou partie de son patrimoine au preneur, ou en lui payant, chaque année, une somme fixe pour que celui-ci lui donne place à son foyer, doit connaître les habitudes et la famille du preneur. Le bailleur s'adressera de préférence à ceux qui devront lui offrir une plus cordiale hospitalité.

Ainsi, le bail à nourriture et le contrat d'aumône dotale présentaient plusieurs caractères communs (1), et l'on peut dire avec exactitude que l'aumône dotale constituait, dans notre ancien droit comme dans le droit moderne, *une variété du bail à nourriture*.

(1) Lalou, *op. cit.*, p. 100 et suiv.

APPENDICE

RÉGIME DES AUMÔNES DOTALES DANS LE DROIT MODERNE

Bien que le sujet de notre thèse ne comporte pas l'étude des aumônes dotales après 1789, nous avons pensé qu'il serait intéressant de signaler à leur propos l'état actuel de notre législation.

Nous le ferons très brièvement, en ayant soin de nous en tenir aux grandes lignes, et en nous efforçant de mettre en lumière les règles nouvelles qui paraissent s'éloigner davantage des principes admis par notre ancien droit.

CHAPITRE PREMIER

CONSTITUTION DES AUMÔNES DOTALES DANS LE DROIT MODERNE (1).

VALIDITÉ DE CETTE CONSTITUTION.

Après avoir suspendu l'émission des vœux de religion, l'Assemblée Constituante décida qu'ils n'obligeraient plus légalement ceux qui les auraient prononcés.

Les ordres religieux et les congrégations régulières où l'on prononçait de tels vœux furent bientôt dispersés, et le décret du 18 Août 1792 supprima définitivement toutes les corporations religieuses d'hommes et de femmes, sans même épargner celles qui vouées à l'enseignement public, au service des hôpitaux, et au soulagement des malades : « *avaient bien mérité de la patrie.* »

Ni le Concordat de 1802, ni les lois organiques ne font allusion à l'existence des communautés religieuses.

Elles demeurèrent donc prohibées jusqu'au jour où le décret du 3 Messidor an XII vint leur permettre, à certaines conditions, de recevoir une existence légale et civile par l'effet d'une autorisation gouvernementale.

Tel est le principe du droit moderne : il faut distinguer

(1) Dans le cours de ce chapitre, nous nous bornerons à étudier la condition des aumônes dotales dans le droit antérieur à la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations.

les communautés autorisées de celles qui ne le sont pas, les premières seules ayant l'existence légale et la capacité civile.

Les communautés *autorisées* sont capables d'accomplir les actes de la vie civile ; ce sont des personnes morales, mais elles sont soumises à une surveillance incessante du pouvoir civil, et ne peuvent accomplir les actes juridiques les plus importants qu'avec l'agrément du gouvernement.

Quant aux communautés *non autorisées*, on ne leur reconnaît ni l'existence légale, ni la capacité civile ; mais, à défaut de textes précis, leur situation juridique est loin d'être nettement établie. Elles vivent en fait *sous un régime d'incertitude*, et l'on a pu soutenir à leur endroit les opinions les plus opposées.

Les uns considèrent que ces communautés non autorisées ont une existence de fait licite, en vertu des principes de liberté posés par la Charte de 1814 et la Constitution de 1848. Les autres décident que ces communautés sont simplement tolérées par le gouvernement, qui a toujours le droit de les dissoudre.

Quelques-uns enfin, dénués de tout esprit de tolérance, vont jusqu'à soutenir que, pour de telles associations, le fait même d'exister constitue un délit nécessitant une répression pénale.

L'usage des dots ou aumônes dotales se rétablit en France, après la Révolution, dans les communautés religieuses en même temps que les communautés elles-mêmes. On peut même dire qu'il se généralisa davantage, car les con-

grégations dépouillées de leur patrimoine par suite des lois de la Révolution, durent chercher dans les aumônes dotales les ressources nécessaires à l'entretien et aux besoins de leurs membres.

Les règles qui, dans notre droit moderne, président à leur constitution, varient essentiellement selon que la communauté envisagée se trouve ou non munie de l'autorisation du gouvernement.

SECTION I. — Constitution des aumônes dotales au profit des communautés autorisées.

Les communautés *autorisées* ayant la personnalité civile, sont pleinement capables d'acquérir à titre gratuit ou onéreux.

Elles peuvent donc recevoir soit par elles-mêmes, soit par l'intermédiaire d'un de leurs membres, les aumônes dotales qui sont constituées à leur profit. Leur liberté, à cet égard, est même plus grande que dans notre ancien droit, car les lois révolutionnaires ont fait table rase des ordonnances et déclarations royales, et aucun texte ne renouvelle aujourd'hui les prohibitions portées par notre ancien droit (1).

(1) L'usage des dots moniales constituées au profit des communautés autorisées est donc parfaitement licite dans notre droit moderne. Un arrêt de la Cour de cassation (D. P. 1860.1.70), et un arrêt de la Cour de Lyon (D. P. 1867.2.111) n'ont pas reconnu la validité des aumônes dotales ; mais, dans les deux cas, ces aumônes dotales avaient été

Toutefois, cette indépendance des congrégations autorisées n'existe dans toute sa plénitude, que dans le cas où ces aumônes dotales se composent d'argent comptant ou de valeurs mobilières.

Le couvent peut accepter de telles aumônes sans recourir à l'autorisation du gouvernement (1). Mais cette autorisation devient nécessaire quand il s'agit d'acquérir des immeubles, ou quand ces aumônes sont constituées au moyen de rentes sur l'Etat ou sur les particuliers.

Aux termes de l'article 4 de la loi du 24 Mai 1825, les associations religieuses de femmes légalement reconnues, ne peuvent acquérir aucun immeuble, avant d'y avoir été autorisées par décret.

Chaque décret autorisant une association religieuse à acquérir des immeubles, dispose formellement que l'acte d'acquisition sera transcrit conformément aux prescriptions de la loi du 23 Mars 1855.

Aux termes de la loi du 2 Janvier 1817, les communautés ne peuvent placer en rentes sur l'Etat les capitaux qui proviennent des dots des religieuses, sans obtenir un décret d'autorisation.

Un décret doit également intervenir quand il s'agit d'acquérir des rentes sur les particuliers.

constituées au profit de communautés non autorisées.

On ne peut s'arrêter davantage aux critiques de Laurent (t. XV, n° 32, et t. XVI, n° 70), car il n'envisage que des communautés non autorisées.

(1) D. 1882.2.105.

SECTION II. — Constitution des aumônes dotales au profit des communautés non autorisées.

Le droit d'association constitue, nous semble-t-il, un droit essentiellement naturel qui dérive du libre jeu de l'activité humaine. La loi peut en constater l'existence et en réglementer l'exercice, mais elle ne peut le créer, puisqu'il existe indépendamment d'elle ; elle ne doit pas le supprimer, puisqu'il répond aux plus légitimes aspirations de notre nature. Mais, comme le droit d'association n'aurait par lui-même aucune utilité s'il ne comportait certaines conséquences d'ordre juridique, nous adoptons la théorie de M. de Vareilles-Sommières (1), théorie suivant laquelle, le droit naturel d'association emporte par lui-même, indépendamment de toute intervention du Pouvoir, la faculté de créer un être juridique doué de la personnalité civile.

Cette théorie est en opposition absolue avec la conception de ceux qui assimilent la congrégation non autorisée à une association illicite, et réclament, de ce chef, l'application d'une peine contre ceux qui en font partie (2).

Le système qui semble prévaloir en jurisprudence, occupe un rang intermédiaire entre les deux théories extrêmes que nous venons d'exposer.

(1) *Revue catholique des Institutions*, t. 38, p. 235 à 241.

(2) Cette théorie faisait nettement pressentir la loi du 1^{er} juillet 1901 sur les associations. Ceux qui la soutenaient en étaient les précurseurs.

Ce système consiste à dire que la circonstance de faire partie d'une communauté non autorisée ne constitue pas un délit, mais que le gouvernement, en vertu des lois du 13 Février 1790, du 18 Août 1792, et du décret du 3 Messidor an XII, reste toujours libre de maintenir ou de dissoudre ces associations.

Dans le système admis par la jurisprudence, les congrégations religieuses non reconnues sont privées de la personnalité civile, et ne peuvent acquérir par elles-mêmes ou par un de leurs membres, aussi bien à titre onéreux qu'à titre gratuit (1). Elles sont donc incapables de recevoir les aumônes dotales ou dots moniales, qui seraient constituées à leur profit par un nouveau membre. Les tribunaux annulent la convention par laquelle une personne s'engage à payer à une communauté de femmes non autorisée une somme fixe, à titre de dot et de trousseau, en retour des avantages de la vie commune dont le couvent lui assure la jouissance.

Mais cette incapacité de recevoir existe seulement à l'égard de la communauté non autorisée envisagée comme *corps moral*, et ne s'étend nullement aux membres de cette communauté envisagés individuellement *ut singuli*.

Leur capacité est aussi complète que celle de tous les autres citoyens : les vœux qu'ils prononcent ne sont pas reconnus par la loi, et n'entraînent plus aucune incapacité civile ; ils peuvent donc posséder, acquérir, recueillir les

1) Troplong, *Donations entre vifs et testamentaires*, t. II, n° 681. — *Contra* : De Vareilles-Sommières, *loc. cit.*

successions qui leur sont dévolues, accomplir en un mot tous les actes de la vie civile.

Les membres d'une congrégation non autorisée, peuvent donc passer avec leur Supérieure tels contrats que bon leur semble, pourvu que la Supérieure ait pris soin de stipuler, non pas au nom de la communauté, mais en son nom personnel, et sous sa propre responsabilité. Ils peuvent notamment passer avec la Supérieure, agissant en son nom personnel, des contrats à titre onéreux, alors même, qu'en fait, ces contrats auraient été conclus dans l'intérêt de la communauté. Il a été jugé que de tels engagements doivent être exécutés, sauf réduction pour la portion qui aurait le caractère d'une libéralité envers la communauté.

Mais cette latitude ne leur est accordée qu'à l'égard des actes qu'une congrégation autorisée pourrait faire, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale du gouvernement, quand il s'agit, par exemple, de réaliser des acquisitions à titre onéreux d'objets mobiliers (1). Ces congrégations non autorisées restent incapables de participer directement ou indirectement, à aucun des actes que la loi interdit aux congrégations dûment reconnues, ou qu'elle ne leur permet que sous la condition d'une autorisation spéciale.

(1) Arrêt de la Cour de Grenoble du 27 Mars 1857, D. 1858.2.119.

CHAPITRE II

NATURE ET CARACTÈRES DE L'AUMÔNE DOTALE DANS LE DROIT MODERNE.

La question de savoir quel est, dans le droit moderne, le caractère des aumônes dotales présente une véritable importance.

Suivant qu'on les tiendra pour des donations ou pour des actes à titre onéreux, les règles qui les concernent seront différentes, soit en ce qui touche la forme à donner à l'acte qui devra être authentique s'il s'agit de donations, soit au regard de l'acceptation qui, dans ce cas, ne pourrait avoir lieu qu'avec l'autorisation du gouvernement (article 910 du code civil, et article 4 de la loi du 24 mai 1825), soit au point de vue fiscal, le droit à payer étant plus élevé dans un cas que dans l'autre.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord aujourd'hui pour reconnaître que la dot unoniale *n'est point en principe une donation*. A la différence des libéralités, elle comporte des obligations réciproques : la religieuse qui promet la dot, ou pour qui elle est remise par un tiers, prend l'engagement de la verser, et de se soumettre aux statuts de la congrégation dont elle va faire partie, et le couvent s'engage, en retour, à faire participer cette religieuse à la vie de la communauté, et à prendre à sa charge la nourriture, le

logement, l'entretien et les soins, tant en santé qu'en maladie, de la religieuse, sa vie durant. Il n'y a donc pas là un contrat de bienfaisance dans lequel une partie procure à une autre un avantage purement gratuit, mais un contrat *innomé*, du genre *do ut des, do ut facias, synallagmatique* (art. 1102), les deux contractants s'obligeant réciproquement l'un envers l'autre, *à titre onéreux* (art. 1106), assujettissant chacune des parties à donner ou à faire quelque chose.

Il peut arriver sans doute que les aumônes dotales soient un moyen pour la congrégation de recevoir des libéralités déguisées ; mais il appartient aux tribunaux d'apprécier, dans chaque espèce, s'il y a une telle disproportion entre la somme versée ou promise et les charges assumées par la communauté, qu'il y faille voir une libéralité.

Il y aurait lieu, dans ce cas, de réduire le chiffre de l'aumône dotale dans la mesure où ce chiffre constituerait une libéralité ; mais ceci n'empêche pas, qu'en principe, le contrat d'aumône dotale ne soit un acte à titre onéreux.

Nous avons vu que, dans notre ancien droit, l'aumône dotale constituait également un contrat à titre onéreux.

Cependant (1), la réglementation des aumônes dotales présentait alors certaines différences avec celle que la jurisprudence d'accord avec la doctrine, ont élaborée sur cette matière dans notre droit. Ces différences résultent des règles impératives de la déclaration du 28 Avril 1693 ; elles

(1) H. Lalou, *op. cit.*, p. 60 et suiv.

ont trait à la constitution, et à la limitation des aumônes dotales dans l'ancien droit.

Dans notre droit, puisqu'on reconnaît que les aumônes dotales constituent, quand elles ne sont pas exagérées, un contrat à titre onéreux, on n'exige pas que ces sortes de contrats soient passés comme les donations, par actes devant notaires.

D'autre part, la question de savoir dans quel cas l'aumône dotale présente véritablement le caractère d'un contrat à titre onéreux, et dans quel cas au contraire elle constitue, à raison de son exagération, une donation déguisée, est une *question de fait*, qui, d'après les principes du droit moderne, doit être abandonnée à la souveraine appréciation des tribunaux. Les juges devront recourir, pour se déterminer, aux éléments d'appréciation les plus divers : ils envisageront la condition sociale et la fortune de la nouvelle religieuse ; ils examineront quel genre de vie cette religieuse doit mener dans le couvent qui la reçoit : la jeune fille qui entre dans une congrégation vouée à la vie contemplative, devra apporter une dot plus forte que s'il s'agissait pour elle de faire profession dans une congrégation enseignante. Le chiffre de la dot ne sera pas le même pour une Dame de chœur et pour une religieuse converse.

Aux termes de la déclaration du 28 Avril 1693, le contrat d'aumône dotale, bien qu'il ne fût pas considéré comme une donation, devait cependant être constitué, dans notre ancien droit, par actes passés devant notaires.

De plus, l'aumône dotale consistait nécessairement

en une pension viagère qui ne pouvait, pour quelque cause ou quelque prétexte que ce fût, excéder la somme de 500 livres ou de 350 livres par an, suivant que le couvent se trouvait ou non dans une ville possédant un parlement.

Le taux maximum des aumônes dotales était donc établi d'avance d'une façon uniforme, et sa fixation échappait complètement à l'appréciation des parlements.

De ce fait que le contrat d'aumône dotale constitue *un acte à titre onéreux*, la jurisprudence a tiré plusieurs conséquences qu'il importe de signaler :

1° Au point de vue de la forme de l'acte (1).

La constitution de dot au profit d'une congrégation religieuse étant considérée comme un acte à titre onéreux, ne

(1) Nous donnons ici un modèle d'acte constituant un contrat d'aumône dotale :

Entre les soussignées :

Mme N..., en religion : sœur Sainte-Marthe, Supérieure générale de la congrégation des sœurs de Saint-Joseph, agissant au nom de la dite congrégation légalement reconnue par décret du...

D'une part ;

Et Mlle Marie N..., fille majeure, propriétaire à..., actuellement novice à la maison Mère des sœurs de Saint-Joseph.

D'autre part ;

A été convenu et arrêté ce qui suit :

1° Madame la Supérieure générale s'engage à recevoir Mlle Marie N... dans la congrégation dès qu'elle aura fait ses vœux, et à pourvoir, aussi longtemps qu'elle en fera partie, à tous ses besoins, conformément à la règle de l'ordre, tant en état de maladie qu'en bonne santé.

2° Mlle Marie N... de son côté, s'oblige :

a) A se conformer, aussitôt son admission définitive dans la congrégation, à toutes les prescriptions des statuts et règlements qui la

comporte pas nécessairement la confection d'un *acte notarié* [Art. 910 et 931, c. civ.].

D'autre part, la déclaration royale du 28 Avril 1693 exigeant la confection d'un acte notarié, a été abrogée par le droit moderne. Les parties peuvent donc, à leur gré, employer la forme authentique, ou se contenter de la rédaction d'un acte sous seing privé.

Le contrat d'aumône dotale est simplement soumis, quant à sa preuve, aux formalités exigées par l'article 1325 du Code civil pour tous les contrats synallagmatiques ; il faudra notamment dresser autant d'originaux de cet acte, qu'il y aura de parties ayant, dans le contrat, un intérêt distinct.

Quand le contrat d'aumône dotale est passé par le père d'une future religieuse, il ne crée d'obligations qu'à la charge de ce constituant et de la communauté : il suffirait donc, dans ce cas, qu'il soit fait en double, alors même que

régissent, et qu'elle déclare connaître parfaitement.

b) A verser dans la caisse de ladite congrégation à titre de dot ou aumône dotale, en deux paiements égaux, le... mil neuf cent... et le... mil neuf cent..., la somme de... exigée de toute nouvelle religieuse, à son entrée en religion.

e) Au cas où, pour un motif quelconque, Mlle N... viendrait à quitter volontairement la congrégation, il demeure entendu que la dite somme de... restera acquise à cette association.

La moitié de cet apport lui sera au contraire restituée, si elle est exclue par décision de ses Supérieurs.

Dans aucun cas Mlle N... n'aura droit à une indemnité, et ne pourra exercer de recours contre la congrégation.

d) Le présent contrat sera exécuté aussitôt que Mlle N... aura prononcé ses vœux.

Fait en double à la maison Mère de la Congrégation des sœurs de Saint Joseph, le .. mil neuf cent...

Signatures.

la jeune fille y interviendrait pour en approuver les clauses et stipulations. La dot moniale n'est cependant pas acquise à la communauté de plein droit, et par le seul effet de l'entrée en religion ; elle doit résulter d'une manifestation de volonté de la religieuse.

On a jugé qu'il suffisait, pour qu'une dot moniale soit due, que la religieuse s'en soit reconnue débitrice dans un règlement de comptes sous seing privé, fait entre elle et la communauté (1).

2° Au point de vue de l'autorisation gouvernementale.

La jurisprudence et la doctrine admettent unanimement que la dot étant la contre-partie de l'obligation assumée par la communauté d'entretenir, nourrir, et soigner en cas de maladie le nouveau membre qu'elle reçoit, la défense faite aux communautés religieuses d'accepter des dons ou legs sans autorisation du gouvernement, ne s'applique pas aux sommes promises ou données à la communauté par l'un de ses membres, à titre de dot ou de trousseau.

Une telle constitution de dot n'est pas soumise à la nécessité de l'autorisation gouvernementale en vertu des articles 910 du code civil, et de l'article 4 de la loi du 24 Mai 1825.

Cependant, en dehors même de l'hypothèse où la constitution de dot serait excessive, l'autorisation du Pouvoir devrait intervenir si la dot apportée consistait en un immeuble, ou en rentes sur l'Etat ou sur des particuliers. Les com.

(1) Cass., 2 décembre 1845, S. 46.1.385, D. 46 1 113.

munautés religieuses autorisées ne peuvent en effet acquérir de tels biens, même à titre onéreux, sans l'autorisation du gouvernement (1).

3° Au point de vue fiscal.

Le droit perçu sur le contrat d'aumône dotale sera un droit perçu sur un acte à titre onéreux : il sera donc moins élevé que celui qui serait exigé à propos d'un acte à titre gratuit.

L'acte d'agrégation à une communauté reconnue ne peut être considéré comme une adhésion à une société civile. C'est un contrat synallagmatique, à titre onéreux, et la jurisprudence l'assimile, au point de vue fiscal, au *Bail à nourriture*.

Si l'apport consiste en un capital ou pension annuelle, il est dû un droit d'enregistrement de 2 % comme bail à nourriture, sur le capital abandonné, ou sur dix fois la pension ; si l'apport consiste en immeubles, l'acte se rapproche plutôt d'une vente, et sera passible d'un droit de 5,50 % sur le montant de la charge de nourrir et d'entretenir.

4° Au point de vue de la quotité disponible et du droit de retour.

De ce que la dot moniale ne constitue pas une libéralité au profit de la communauté, la jurisprudence a tiré plusieurs conséquences :

(1) Cass., 22 décembre 1851, S. 52.1.33, D. 52.1.37 ; Cass., 10 février 1868, S. 68.1.98, D. 68.1.179 ; Fuzier-Hermann, t. XII, *Communauté religieuse*, titre II, chap. II, p. 301.

1^o La dot peut excéder le quart des biens de la religieuse. L'article 5 de la loi du 24 Mai 1825 fixe au quart, la quotité de biens dont la religieuse peut disposer au profit de la communauté ; mais cet article vise uniquement les libéralités.

2^o Lorsque la religieuse meurt avant son père, la somme formant l'aumône dotale, si elle a été fournie par ce père, ne lui fait pas retour. Elle reste acquise au couvent quelle qu'ait été la durée de l'existence de la religieuse. En d'autres termes, l'ascendant donateur ne pourra jamais se prévaloir du droit de retour établi par l'article 747 du code civil, au cas de prédécès du donataire.

3^o La dot moniale ne sera pas réductible comme excédant la quotité de biens dont pouvait disposer le constituant.

5^o Au point de vue du rapport.

A l'égard de la religieuse bénéficiaire, la constitution de dot présente le caractère d'une *libéralité*. Il ne s'ensuit pas cependant que la religieuse venant à la succession de son père, doive rapporter à cette succession la somme qui lui a été versée en dot. L'aumône dotale est une somme *donnée pour la nourriture et l'entretien*, et ces sommes sont formellement dispensées du rapport par l'article 852 du code civil. Il n'en serait autrement qu'au cas où la somme donnée serait manifestement excessive, ou encore lorsque la novice se serait elle-même engagée au versement de la dot, effectué en fait par son père ; il y aurait dans ce cas paiement

par le père d'une dette d'un des co-héritiers, dette dont le rapport est dû, aux termes de l'article 851 du code civil.

6° **Au point de vue de l'action Paulienne.**

Si la dot constitue un contrat à titre onéreux, l'action Paulienne exercée par les créanciers du dotant contre la fille dotée, ne sera susceptible d'aboutir qu'à la condition de prouver la mauvaise foi du dotant et de la communauté dotée (article 1167 du code civil).

L'aumône dotale présente encore dans notre droit plusieurs caractères distinctifs : c'est un contrat *innomé*, du genre : *do ut des*, *do ut facias* ; c'est un contrat *synallagmatique*, *aléatoire*, et intervenant *intuitu personæ*.

Il nous suffira de faire mention de ces différents caractères que nous avons déjà rencontrés, en étudiant les aumônes dotales dans l'ancien droit (1).

(1) V. *suprà*, p. 131 et s.

CHAPITRE III

DE LA RESTITUTION DES AUMÔNES DOTALES DANS LE DROIT MODERNE.

SECTION I. — La communauté ou congrégation doit-elle restituer la dot moniale, en cas de départ ou de décès de la religieuse qui l'a constituée ?

Quel sera le sort de la dot, si la religieuse vient à quitter le couvent ?

La constitution d'aumône dotale étant un contrat aléatoire, la somme formant l'aumône dotale restera acquise au couvent quelle qu'ait été la durée de la présence de la religieuse, pourvu du moins que sa retraite ne soit pas imputable à la faute de la communauté. Si les dépenses occasionnées par le séjour de la religieuse au couvent avaient excédé la somme apportée en dot, la communauté n'aurait eu le droit de rien réclamer. Il est donc juste qu'elle puisse bénéficier du gain qui résulte pour elle, du départ précipité de la religieuse.

Mais, si la dot consistait non plus en un capital une fois versé, mais en une rente annuelle, il serait juridique de n'en plus imposer le paiement à la religieuse, du jour où elle quitterait le couvent. Dans cette hypothèse, le contrat doit être considéré comme *successif*, sauf preuve contraire :

il crée donc au profit de la communauté, des créances annuelles qui disparaissent en même temps que l'obligation d'entretenir le débiteur dont elles sont corrélatives (1).

La même solution doit être admise en cas de décès de la religieuse : ses héritiers ne peuvent réclamer le remboursement total ou partiel de la somme versée en dot ; cette somme reste définitivement acquise à la communauté, quels qu'aient été la durée de l'existence de la religieuse, et son état de santé.

SECTION II. — Restitution des aumônes dotales constituées au profit des communautés non autorisées.

L'obligation où se trouvent les communautés non autorisées de restituer les aumônes dotales, constituées à leur profit, aura pour cause, soit l'incapacité d'acquérir qui frappe ces communautés, soit le fait de leur dissolution par le gouvernement.

Il nous faut examiner successivement chacune de ces hypothèses :

PREMIÈRE HYPOTHÈSE. — *Droit de revendication au profit du constituant ou des tiers.*

Les communautés non autorisées envisagées comme *corps moral*, sont privées de la personnalité civile, et sont par conséquent incapables d'acquérir soit à titre gratuit, soit

(1) Béquet, *Répertoire de droit administratif*, V^o Culte, n^o 2082.

à titre onéreux. Elles ne peuvent donc stipuler de leurs nouveaux membres, le paiement d'une aumône dotale.

Un tel contrat sera nul tout ensemble au regard du constituant ou de ses ayants-cause, et au regard des tiers, et ceux-ci pourront arguer de cette nullité, pour se faire restituer les sommes constituées en dot.

Si l'acte d'acquisition n'est pas encore exécuté, le constituant étant encore en possession n'a rien à faire : si la communauté le poursuit, il opposera la nullité de la convention.

Si l'acte d'acquisition a été exécuté, il y a eu paiement de l'indû, et la communauté doit restituer tout ce qu'elle a reçu.

S'il s'agit d'immeubles ou de meubles spécifiés, le propriétaire les reprendra dans l'état où ils se trouvent lors de la restitution.

S'il s'agit d'une dot constituée en argent, elle devra être rendue dans son intégralité. Mais comme il s'agit ici d'un contrat commutatif ayant entraîné des frais pour la communauté, il est de stricte équité de défalquer de la somme à rendre, les dépenses faites par la communauté pour le compte du membre qui a fourni la dot.

Incapables d'acquérir à l'égard du constituant ou de ses héritiers, les communautés non autorisées le sont également à l'égard des tiers.

Ce n'est pas à dire que le premier venu puisse les troubler dans la détention de leurs biens. Les tiers sont tenus de respecter l'état de fait existant, et doivent prouver leur

droit de revendication à l'égard des biens détenus en fait par les communautés non autorisées. Quoique privées de l'existence légale, ces communautés ont une existence de fait, et l'on ne saurait admettre qu'une association religieuse non reconnue, mais existant au grand jour avec la tolérance de l'Etat, puisse être dépossédée par tout venant des biens qu'elle détient.

DEUXIÈME HYPOTHÈSE. — *Dévolution des biens d'une congrégation non autorisée, en cas d'extinction ou de dissolution de cette communauté.*

Une communauté non autorisée peut prendre fin, soit faute de membres, soit par suite d'une dissolution administrative. La jurisprudence applique en cas d'extinction les articles 539, et 713 du code civil : les biens que détenait en fait cette communauté feront donc retour à l'Etat.

En cas de dissolution, Béquet considère que les membres de cette communauté sont co-propriétaires des biens qu'elle détient, et qu'ils doivent se les partager. Mais, dans ce cas, il conviendrait d'exclure du partage, pour les rendre à leurs anciens propriétaires, les biens provenant de personnes pouvant encore exercer, par elles-mêmes ou par leurs ayants-cause, leur droit de revendication.

SECTION III. — **Restitution des aumônes dotales constituées au profit des communautés autorisées.**

Les communautés autorisées peuvent prendre fin, soit

par suite d'extinction, faute de membres, soit par suite du retrait de l'autorisation qui leur avait été accordée.

La dévolution des biens des communautés de femmes autorisées est prévue par la loi du 24 Mai 1825, et la liquidation des biens des congrégations enseignantes d'hommes ou de femmes, est réglée par la loi du 7 Juillet 1904.

Il y a lieu de se demander quel sera, dans ces différentes hypothèses, le sort des aumônes dotales ou dots moniales constituées au profit des congrégations dissoutes ?

Faudra-t-il, pour en régler la dévolution, suivre les règles établies par les lois de 1825 et de 1904, ou devra-t-on s'en tenir à l'application des règles du droit commun ?

D'après le droit commun (art. 1184, c. civ.), l'action en résolution est ouverte contre tout contrat synallagmatique, dès que l'une des parties n'exécute pas son engagement. Or, le contrat par lequel une religieuse apporte une dot à la congrégation qui s'engage à l'entretenir, sa vie durant, étant un contrat synallagmatique, la religieuse a le droit de se faire restituer contre ce contrat, quand la communauté cesse de tenir ses engagements. Peu importe d'ailleurs que l'inexécution du contrat résulte de la faute du débiteur, ou soit la conséquence d'un cas de force majeure ; quelle que soit la cause de l'inexécution, la jurisprudence applique toujours l'article 1184.

La dissolution de la congrégation entraîne nécessairement pour cette congrégation, l'impossibilité de tenir ses engagements vis-à-vis de la religieuse ; celle-ci a donc le droit de réclamer au liquidateur la restitution de son apport.

Ce système admis aujourd'hui par la Cour de cassation (1), et la majorité des auteurs, a été considéré par quelques-uns comme trop favorable aux membres des congrégations dissoutes, et l'on s'est efforcé de l'écarter par plusieurs arguments auxquels nous devons répondre.

1^o Objection tirée de l'application des articles 1442 et 1448 du code civil.

Selon la Cour d'Agen (2), l'obligation contractée par la congrégation, constitue une obligation de faire dont l'inexécution partielle entraîne, aux termes de l'article 1142 du code civil, l'allocation de dommages-intérêts comprenant pour la partie lésée, la perte subie et le gain manqué. Mais (art. 1148), il n'est pas dû de dommages-intérêts, lorsque l'inexécution de l'obligation n'est pas imputable à l'une des parties contractantes, et n'est que le résultat d'un cas fortuit et d'une force majeure. Et c'est ici le cas, puisque la congrégation est dissoute par l'effet de la loi de 1904. Elle est donc dégagée de toute responsabilité, par la force majeure résultant du fait même de la loi qui la met dans l'impossibilité de remplir son obligation.

Cette argumentation repose sur une erreur manifeste : elle applique les articles 1142 et 1148 qui ne régissent que les contrats *unilatéraux*, alors que nous nous trouvons en

(1) *Gaz. trib.*, 22 mars 1907, conclusions du procureur général Baudouin. — Voyez aussi : Planiol, notes sous arrêt dans D.1906.2.44, et H. Lalou, *op. cit.*, p. 355 et s. — Voyez encore la thèse de M.A. Léveillé, *De la restitution de la dot moniale, et de la révocation des donations adressées aux congrégations autorisées*, Paris, 1907.

(2) Arrêt du 31 juillet 1905.

présence d'un contrat *synallagmatique*, et qu'au regard de ces contrats, la règle de droit commun est donnée par l'article 1184 du code civil.

Aux termes de cet article, la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des deux parties ne satisfait point à son engagement. La partie envers laquelle l'engagement n'a pas été exécuté, a le choix ou de forcer l'autre à l'exécution de la convention lorsqu'elle est possible, ou d'en demander la résolution avec dommages-intérêts.

Peu importe d'ailleurs que l'inexécution de l'obligation de la communauté soit due à un cas de force majeure, résultant de l'application de la loi du 7 juillet 1904 ; la jurisprudence de la Cour de cassation conclut à l'application de l'article 1184, sans qu'il y ait lieu de distinguer entre les causes d'inexécution.

2° Objection tirée de l'existence de règles spéciales établies pour la liquidation des biens des communautés religieuses.

L'article 5 de la loi du 7 Juillet 1904 relative à la liquidation des biens des congrégations enseignantes, organise cette liquidation conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 24 Mai 1825, relative aux congrégations de femmes.

Aux termes de cet article 7 : « En cas d'extinction d'une congrégation ou maison religieuse de femmes, ou de révocation de l'autorisation qui leur aurait été accordée, les biens acquis par donations entre vifs ou par disposi-

« tion à cause de mort, feraient retour aux donateurs ou à
« leurs parents au degré successible, ainsi qu'à ceux des
« testateurs au même degré.

« Dans le cas de révocation prévue par le paragraphe 1;
« les membres de la congrégation ou maison religieuse de
« femmes, auraient droit à une pension alimentaire qui sera
« prélevée :

« 1° Sur les biens acquis à titre onéreux ;

« 2° Subsidairement, sur les biens acquis à titre gratuit,
« lesquels, dans ce cas, ne feront retour aux familles des
« donateurs ou testateurs qu'après l'extinction des pen-
« sions. »

Les biens acquis à titre onéreux, aux termes de la loi de 1825, doivent être répartis entre les hospices et les établissements ecclésiastiques du département, tandis que, selon les dispositions de la loi de 1904, ces mêmes biens doivent être vendus, et le prix ainsi obtenu doit être affecté à la construction des écoles laïques.

Ces deux lois constituent donc un système complet qui se suffit à lui-même, et qui empêche que l'argent provenant des biens acquis à titre onéreux, comme l'ont été les capitaux qui composaient les dots moniales, puisse recevoir une autre destination que celle indiquée par le texte.

La dot moniale est acquise à la congrégation à titre onéreux. Elle doit donc suivre le sort des biens acquis à la congrégation à titre onéreux, et ne peut être l'objet d'aucune action en reprise ou en revendication de la part de la con-

gréganiste qui, en échange, a droit à une pension payée sur le reliquat net dont fait partie sa dot.

« Une telle conclusion, dit M. Planiol (1), n'est pas admissible. Quand la loi de 1825 parle des biens acquis à titre onéreux, elle suppose des acquisitions réalisées et devenues définitives, de telle manière que personne n'ait de prétentions à élever sur ces biens : il en est ainsi, des biens achetés par la congrégation, et dont le prix a été entièrement versé.

« Mais la loi n'a pu avoir pour but de retirer aux partikuliers le bénéfice des actions qu'ils possèdent d'après le droit commun.

« La loi de 1825 offre aux familles des donateurs une action en reprise exceptionnelle, de pure faveur, que la loi commune ne donne pas ; il serait contradictoire de sa part, et souverainement injuste, de priver de leurs droits normaux des gens qui ne sont pas des donateurs, et qui ont traité à titre onéreux avec la congrégation ; la loi de 1904 qui se réfère expressément à la loi de 1825, ne peut avoir un autre sens. L'article 1184 peut donc être invoqué par les membres de la congrégation ; sans cela, il y aurait une contradiction évidente dans la loi. »

Il est donc inexact que, parmi les biens acquis à titre onéreux, aucun ne puisse être l'objet d'actions en reprise ou en revendication. Ces biens restent grevés des actions en rescision ou en revendication ou en résolution, qui pesaient sur

(1) Planiol, notes sous arrêt cité.

eux quand ils étaient aux mains de la congrégation ; ces biens sont affectés aux services scolaires, mais seulement en tant qu'ils constituent un actif net.

La dot moniale (1), à la considérer comme faisant encore partie du passif de la congrégation, est une dette du patrimoine de cette congrégation, et ne doit pas être comprise dans le partage des biens, en vertu de ce principe : *Non sunt bona, nisi deducto ære alieno*. Bien plus, au moment de l'affectation de l'actif net, la dot ne fait plus partie du patrimoine de la congrégation puisqu'elle a cessé d'y être comprise au moment même de la dissolution, et cela par suite de la rétroactivité de la condition résolutoire de l'article 1184, qui fait réputer la dot n'être jamais sortie du patrimoine personnel de la congréganiste.

3^e Objection tirée du fait que les congréganistes dispersés ont droit à une pension qui doit leur tenir lieu d'aumône dotale.

A l'appui de sa thèse, la Cour d'Agen soutenait encore que l'action en reprise de la dot moniale est refusée par la loi de 1904 au congréganiste, puisque cette même loi lui a accordé, comme compensation, une pension qui en tient lieu, et « *qui n'est que l'exécution sous une forme nouvelle, de l'engagement que la congrégation avait antérieurement contracté.*

La Cour d'Agen prétendait appuyer sa décision sur les opinions émises au cours des travaux préparatoires de la

(1) Léveillé, *op. cit.*, p. 43 et 44.

loi de 1904, et notamment sur certaines paroles prononcées devant la Chambre des députés le 28 Mars 1904, par le président de la Commission, M. Sarrien.

Répondant à un amendement de M. Beauregard, M. Sarrien déclara : « que les congréganistes obtiendraient, mais « n'obtiendraient rien de plus que ce que la loi de 1825 « leur avait accordé, c'est-à-dire le droit absolu à une pension alimentaire ».

C'est donc bien une preuve évidente, concluait-on, que, dans l'idée du législateur, les membres d'une congrégation qui ont droit à une pension alimentaire, ne peuvent réclamer l'aumône dotale par eux apportée, et que cette dot doit demeurer dans l'actif de la liquidation, pour être comprise dans la répartition finale.

Nous répondrons tout d'abord qu'il est inexact que la pension viagère accordée soit par la loi de 1825, soit par celle de 1904 aux congréganistes expulsés, *soit la représentation de leur dot*.

Dans les deux cas, en effet, il s'agit d'une *pension alimentaire* ; elle a donc pour cause, non pas l'apport antérieur d'une dot versée par la religieuse, mais son *état actuel d'indigence*.

M. Planiol montre très bien la différence des deux situations : « Si une religieuse, dit-il, a été acceptée par la congrégation sans fournir de dot, sa misère n'en sera que plus « grande, et une pension lui sera due, tandis qu'une autre « dont la famille est riche, et qui possède des biens personnels, n'aura droit à aucune pension, bien qu'elle ait versé « une dot considérable. »

On ne peut donc établir aucune corrélation entre la dot moniale et la pension alimentaire qui est allouée en vertu de la loi du 7 Juillet 1904. Cette pension est un simple secours accordé par l'autorité administrative, sur l'actif net de la liquidation, à l'indigence actuelle des bénéficiaires, et qui doit cesser si cette indigence vient elle-même à disparaître.

Quant aux paroles prononcées par M. Sarrien, on ne peut leur attribuer une portée qu'elles n'ont jamais eue : « Elles signifient simplement, nous dit M. Planiol (1), que « l'actif de la congrégation ne doit pas être partagé entre « ses membres, et qu'il devra, quelle que soit la décision de « la Chambre, profiter à des établissements d'intérêt géné- « ral : ce qui ne peut s'entendre que de *l'actif net*, défalca- « tion faite de tout ce que les particuliers peuvent réclamer « en vertu des droits acquis par des causes déterminées. Dans « cette mesure, ajoute M. Planiol, l'observation faite par « M. Sarrien est parfaitement juste : la destination à donner « au reliquat est indifférente au congréganiste ; il doit « leur échapper de toute manière ; ce qui leur importe, ce « sont les opérations préalables nécessaires pour dégager le « reliquat ; mais ce point n'était pas alors en discussion, et « il doit être résolu par d'autres considérations. »

4^e Objection tirée de l'assimilation du contrat d'aumône dotale à une constitution de rente viagère à titre onéreux.

« Si (2) l'assimilation du bail à nourriture avec le contrat

(1) Planiol, D.P. 1906.2.42, en notes.

(2) Lévêillé, *op. cit.*, p. 74.

« de rente viagère était possible, la restitution de la dot, qui
 « n'est au fond qu'une variété du bail à nourriture, serait
 « impossible. Les religieuses expulsées auraient seulement
 « droit à l'emploi en leur nom d'une somme suffisante pour
 « assurer leur existence jusqu'à leur mort. C'est en cela
 « que consiste l'argument qui a été (récemment) soutenu
 « par certains liquidateurs. »

En pareil cas, il faudrait appliquer l'article 1978 du code civil qui, au regard de la rente viagère, écarte l'application de l'article 1184.

Le (1) seul défaut du paiement des arrérages de la rente (viagère), n'autorise pas celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du capital, ou à rentrer dans le fonds aliéné : il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages.

Grâce à cette assimilation du bail à nourriture et des contrats d'aliénation à rente viagère, les religieuses expulsées auraient donc droit, non pas au remboursement de leur capital, mais à l'emploi, en leur nom, d'une somme suffisante pour assurer leur existence jusqu'à leur mort.

Il est évident que le bail à nourriture offre une grande analogie avec la constitution de rente viagère : ce sont deux contrats synallagmatiques et aléatoires, et ils comportent tous les deux l'aliénation d'une certaine somme, ou d'un

(1) Article 1978 du code civil.

bien quelconque, en vue d'obtenir des prestations annuelles ; le bailleur à nourriture aliène un capital, et stipule une prestation annuelle, mais cette prestation, au lieu d'être payable en argent comme dans la rente proprement dite, a pour objet des services et des fournitures en nature.

Toutefois, une telle assimilation entre ces deux contrats est impossible, et l'on peut en donner deux raisons convaincantes :

1° L'article 1978 est une dérogation exceptionnelle à la règle de l'article 1184 qui est la règle de droit commun. Elle était inconnue de nos vieux jurisconsultes, et tous les auteurs sont d'accord pour critiquer les motifs qui en furent donnés au Tribunat et au Corps législatif par Portalis, Siméon et Duveyrier. Les dispositions de cet article doivent donc s'appliquer restrictivement à la constitution à titre onéreux d'une rente viagère, ou, pour prendre la définition même de l'article 1968 du code civil, à la prestation moyennant une somme d'argent, ou pour une chose mobilière appréciable, ou pour un immeuble, d'arrérages (en argent).

Elle ne peut donc être étendue à toute autre prestation viagère quelconque, et, par exemple, au bail à nourriture, c'est-à-dire à la convention par laquelle un individu s'engage à loger, entretenir, nourrir un autre, moyennant l'abandon que celui-ci lui a fait de son bien ou d'un capital déterminé.

2° Le bail à nourriture diffère de la rente viagère, en ce qu'il comporte des obligations de faire pour lesquelles il est impossible de substituer une personne à une autre. Nul

ne pourrait remplacer la congrégation qu'avait choisie la religieuse.

Dans le contrat de rente viagère, au contraire, il s'agit d'un créancier de somme d'argent, auquel importe peu d'être payé par tel individu plutôt que par tel autre.

« Le bail à nourriture, dit M. Guillouard (1), implique
« un choix de la personne qui devra donner à l'autre des
« soins ; nul ne peut être substitué, par autorité de justice, à
« la personne ainsi choisie à raison de ses qualités réelles ou
« apparentes. Il n'y a pas d'autre moyen que d'en revenir
« à la règle générale de la résolution du contrat pour
« inexécution des conditions, ce qui permettra à celui qui a
« voulu s'assurer des soins de régler comme il l'entendra sa
« vie, et d'abandonner peut-être d'une façon définitive, le
« système du bail à nourriture qui lui a si mal réussi une
« première fois. »

Le principe de la restitution des dots moniales étant admis, nous concluons, avec M. Planiol, et contrairement à la jurisprudence de la Cour de cassation, à la restitution par le liquidateur, du *montant intégral* de la dot versée (2).

Puisque le contrat se trouve résolu rétroactivement en vertu de l'article 1184, le capital touché par la communauté doit être restitué en entier : les choses se passent ainsi en cas de vente résolue pour défaut de paiement du prix. La chose vendue doit être rendue intégralement, quel que soit le peu d'importance du prix qui reste à payer.

(1) Guillouard, *Traité des contrats aléatoires*, 2^e éd., p. 259, n^o 177.

(2) Voy. dans ce sens : *op. cit.* Lévêillé : p. 101 et s.

Le capital apporté par la religieuse, n'a été versé à la congrégation que conditionnellement.

Son acquisition ne devient donc définitive, qu'après l'accomplissement total de cette condition du contrat qui est le séjour de la religieuse dans le couvent jusqu'à sa mort, et son entretien, jusqu'à ce jour, par la communauté.

Vu :

Le Président,
M. PLANIOL.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

Pour le Vice-Recteur :

L'Inspecteur de l'Académie,

V. BONNARIC.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	vii
INTRODUCTION. — Parallèle à établir entre la dot matrimoniale et la dot moniale.	1

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE DES AUMONES DOTALES DANS LE DROIT CANONIQUE

CHAPITRE PREMIER. — Aperçu historique sur l'origine des aumônes dotales.	11
CHAPITRE II. — Constitution de la dot moniale dans la législation canonique	17
SECTION I. — Validité canonique des aumônes dotales. . .	17
SECTION II. — En quoi doit consister la dot moniale dans le droit canonique	26
SECTION III. — Quotité de la dot moniale dans le droit canonique.	27
SECTION IV. — Qui a qualité pour constituer une aumône dotale ? De quelles religieuses cette constitution est-elle requise ?	30
SECTION V. — De l'obligation des parents de constituer une dot moniale.	32
SECTION VI. — Quand doit intervenir la constitution de dot ? Entre les mains de qui doit-elle être effectué ?	35
CHAPITRE III. — Administration et emploi de la dot moniale dans le droit canonique.	38
CHAPITRE IV. — Aliénation de la dot moniale dans le droit canonique.	42

CHAPITRE V. — Restitution des aumônes dotales dans le droit canonique.	46
--	----

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DES AUMONES DOTALES DANS L'ANCIEN DROIT CIVIL FRANÇAIS

INTRODUCTION.	57
CHAPITRE PREMIER. — Il importe de distinguer l'aumône dotale du pécule des religieux, ainsi que de plusieurs autres institutions similaires de l'ancien droit qui s'en rapprochent	59
CHAPITRE II. — Etude historique sur la validité civile des aumônes dotales dans l'ancien droit.	63
CHAPITRE III. — Théorie de la mort civile des religieux profès dans l'ancien droit. Influence de cette théorie sur les constitutions d'aumônes dotales.	96
SECTION I. — Incapacité du religieux profès de transmettre ses biens par succession <i>ab intestat</i>	98
SECTION II. — Incapacité du religieux profès de recueillir une succession <i>ab intestat</i>	100
SECTION III. — Incapacité du religieux profès d'être institué légataire.	102
SECTION IV. — Incapacité du religieux profès de transmettre par disposition testamentaire.	104
SECTION V. — Incapacité du religieux profès de recueillir des biens par donations entre vifs.	106
SECTION VI. — Incapacité du religieux profès de transmettre ses biens par donations entre vifs.	106
CHAPITRE IV. — Obligation des parents relativement à la constitution des aumônes dotales. Insinuation des actes de dotation.	111
CHAPITRE V. — Nature et caractères de l'aumône dotale dans notre ancien droit	117

APPENDICE

RÉGIME DES AUMONES DOTALES DANS
LE DROIT MODERNE.

CHAPITRE PREMIER. — Constitution des aumônes dotales dans le droit moderne. Validité de cette constitution	138
SECTION I. — Constitution des aumônes dotales au profit des communautés autorisées.	140
SECTION II. — Constitution des aumônes dotales au profit des communautés non autorisées.	142
CHAPITRE II. — Nature et caractères des aumônes dotales dans le droit moderne.	145
L'aumône dotale est un contrat à titre onéreux. Conséquences de ce caractère onéreux.	146
<i>a)</i> Au point de vue de la forme de l'acte	148
<i>b)</i> Au point de vue de l'autorisation du gouvernement.	150
<i>c)</i> Au point de vue fiscal.	151
<i>d)</i> Au point de vue de la quotité disponible, et du droit de retour.	151
<i>e)</i> Au point de vue du rapport.	152
<i>f)</i> Au point de vue de l'action Paulienne.	153
CHAPITRE III. — Restitution des aumônes dotales dans le droit moderne.	
SECTION I. — La communauté ou congrégation doit-elle restituer la dot moniale, en cas de départ ou de décès de la religieuse qui l'a constituée ?	154
SECTION II. — Restitution des aumônes dotales constituées au profit des communautés non autorisées.	155
SECTION III. — Restitution des aumônes dotales constituées au profit des communautés autorisées	157
Théorie de l'article 1184 du code civil.	158
Réponses à diverses objections	159
Conclusion en faveur de la restitution intégrale des dots moniales	168

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne).
